SYSTÊME SOCIAL.

TOME SECOND.

SYSTÊME SOCIAL.

OU

PRINCIPES NATURELS DE LA MORALE

ET

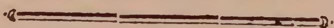
DE LA POLITIQUE.

AVEC UN EXAMEN

DE

L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT

SUR LES MŒURS.



Discenda virtus est; ars est bonum fieri; erras si existimas vitia nobiscum nasci; supervenerunt, ingesta sunt.

SENEC. EPIST. 124.

TOME SECOND.



LONDRES,

MDCCLXXIII.

SYSTÊME SOCIAL.

PREMIERE PARTIE.

PRINCIPES NATURELS DE LA POLITIQUE.

CHAPITRE I.

De la Société. Du Pacte Social. Des Loix. De la Souveraineté. Du Gouvernement.

L'IGNORANCE, l'erreur, le préjugé, le défaut d'expérience, de réflexion & de prévoyance, voilà les vraies sources du mal moral. Les hommes ne se nuisent à eux-mèmes & ne blessent leurs associés, que parce qu'ils n'ont point d'idées de leurs vrais intérêts; ils ne vivent en société, que parce qu'ils y sont nés, ils sont attachés à la Société par une habitude machinale; très peu se sont demandé à quoi elle leur est utile; ils jouïssent de ses avantages, pour ainsi dire, à leur insçu, ils en souffrent les incon-

véniens ſans en démêler les cauſes. Rien de plus rare que des hommes qui ſe donnent la peine de réfléchir ſur la nature, le but, les effets de la Société; ſur les droits qu'elle a ſur eux; ſur les droits qu'ils ont ſur elle. Le Pacte Social qui lie les aſſociés les uns aux autres, ainſi qu'au tout dont ils ſont membres, eſt entiérement ignoré de ceux qui ſont faits pour l'obſerver. Si quelques penſeurs en ont quelques idées vagues & confuſes, beaucoup d'autres ne le regardent que comme une chimere. En un mot, l'objet qui devroit être le plus intéreſſant pour eux, eſt communément celui que nous voyons le moins connu des citoyens.

PLUSIEURS cauſes ont contribué à retenir les hommes dans l'ignorance à cet égard. On diroit en général que la réflexion eſt pénible pour eux; leur pareſſe naturelle auſſi bien que leurs occupations, leurs amuſements, la diſſipation, l'amour du plaiſir, les empêchent de méditer ou de remonter aux principes des choſes : ils ne ſentent gueres l'intérêt qui pourroit les y porter; ils trouvent bien plus court de ſe laiſſer guider par l'autorité qui ſouvent, aveugle ellemême, les prive de lumieres & les égare.

LA Religion, comme on a vu, perpétuellement occupée des merveilles inviſibles d'un autre monde, ne donne point ſon attention à ce qui ſe paſſe ſur la terre. Ses principes, comme on l'a prouvé, tendent plutôt à diſſoudre qu'à reſſerrer les liens de la Société : elle ne regarde ce monde que comme un paſſage peu digne d'arrêter les yeux des mortels qui, ſuivant ſes maximes, ne ſont placés ici-bas que pour ſe préparer à une vie future, qu'elle leur montre

comme bien plus importante pour eux que leur bonheur actuel. Des Chrétiens parfaits ne connoiſſent d'autre patrie que le ciel; pour mériter d'en devenir un jour citoyens, ils doivent ſe détacher de tous les objets qui pourroient les détourner de leur chemin; ils doivent quitter peres, meres, parents, amis, concitoyens & ſociété, pour ſuivre la route ténébreuſe que leur tracent les guides chargés de leur conduite durant leur pélerinage ici-bas.

Une politique aveugle, guidée par des intérêts très contraires à ceux de la Société, ne ſouffre pas que les hommes s'éclairent ni ſur leurs propres droits, ni ſur leurs vrais devoirs, ni ſur le but de l'aſſociation qu'elle traverſe trop ſouvent. La Société devenue communément le jouet des caprices & des paſſions de ceux qui la gouvernent, ne renferme que des membres diviſés, qui n'ont aucune connoiſſance des motifs faits pour les unir entr'eux & les attacher au corps. Ainſi, la Société devient dans les mains de ſes chefs, une machine dont les mouvements ſe contrarient, & qui n'a d'autre tendance que celle que lui donnent les volontés paſſageres de ceux qui s'en emparent. La plupart des ſociétés reſſemblent à des vaiſſeaux, dont la conduite eſt confiée à des pilotes dépourvus d'expérience qui, au lieu de les conduire au port, les font échouer contre des écueils où ils périſſent eux-mêmes.

Si tout homme tend au bonheur, toute ſociété ſe propoſe le même but; & c'eſt pour être heureux que l'homme vit en ſociété. Ainſi, la Société eſt un aſſemblage d'hommes réunis par leurs beſoins, pour travailler de concert à leur conſervation & à leur félicité commune.

La Société, comme nous l'avons remarqué ci-devant, a des droits légitimes ſur ſes membres par les avantages qu'elle leur procure: chaque citoyen fait avec elle un pacte tacite qui, pour n'être pas rédigé par écrit ou clairement énoncé, n'en eſt pas moins réel. Pour exercer des droits ſur ſes membres, la Société leur doit la juſtice, la protection, des loix qui aſſûrent leur perſonne, leur liberté, leurs biens: elle s'engage à les garantir de toute injuſtice ou violence, à les défendre contre leurs paſſions réciproques, à les mettre à portée de travailler ſans obſtacles à leur bien-être propre ſans préjudice de celui des autres; à placer chacun ſous la ſauve-garde de tous, pour le faire jouïr en paix des choſes qu'il poſſede ou qu'il a juſtement acquiſes par ſon labeur, ſes talens, ſon induſtrie.

Voila les conditions ſous leſquelles toute aſſociation raiſonnable s'eſt formée; voilà ſurquoi l'autorité de la Société peut légitimement ſe fonder. Chaque citoyen, pour ſon propre bonheur, s'oblige à s'y ſoumettre, & à dépendre de ceux qu'elle a rendus les dépoſitaires de ſes droits & les interprêtes de ſes volontés.

D'Après ces conditions, chaque citoyen acquiert des droits ſur la Société qui, pour ſa conſervation propre, eſt obligée d'être fidelle à ſes engagements. En vue de ces avantages, le citoyen de ſon côté s'engage à être juſte; à ſubordonner ſes intérêts perſonnels à ceux de la Société; à ſoumettre ſes volontés à la ſienne; à la défendre de toutes ſes forces; à lui ſacrifier la portion de ſes biens néceſſaire à la conſervation & à la proſpérité de tous; à la ſervir de ſes ta-

lents, de ſes lumieres, de ſes facultés; à ne point troubler ſes aſſociés dans leurs poſſeſſions; à les y maintenir de tout ſon pouvoir; à coopérer ſelon ſes forces à la proſpérité générale dont la ſienne dépend. Dès qu'il remplit fidèlement ces engagements, la Société ne peut ſans injuſtice priver le citoyen du bonheur qu'elle s'eſt engagée à lui procurer.

La Société étant compoſée d'un grand nombre d'hommes dont les volontés diverſes, les paſſions diſcordantes, les intérêts oppoſés, les lumieres bornées, ne peuvent produire que du tumulte & du déſordre, & les empêcher d'agir de concert, eſt obligée de remettre ſes droits à un ou à pluſieurs citoyens que, dans l'idée qu'elle a de leur expérience, de leur prudence, de leurs talens, de leur probité, elle charge de parler en ſon nom, de gouverner pour elle, d'exprimer ſes intentions, de régler la conduite de ſes membres, de veiller au bonheur, à la protection, à la ſûreté de tous, de les obliger à remplir leurs engagements. Si la Société doit la juſtice, la liberté, le bonheur à ſes membres fidèles, ceux qu'elle rend dépoſitaires de ſon autorité ne peuvent être que les exécuteurs de ſes intentions, & ne peuvent ſe diſpenſer de ſatisfaire aux conditions auxquelles elle a dû s'engager elle-même; d'où il ſuit que jamais une ſociété n'a pu conférer à ſes chefs ou repréſentans le droit d'être injuſtes, de la ſoumettre à leurs propres caprices, de nuire à ſes membres à qui elle doit elle-même équité, liberté, ſûreté. Le Souverain n'eſt que le gardien & le dépoſitaire du Contract Social; il en eſt l'exécuteur; il ne peut point acquérir le droit de l'anéantir ou de le violer.

Le Gouvernement eſt la ſomme des forces de la Société dépoſées entre les mains de ceux qu'elle a jugé les plus propres à la conduire au bonheur. D'où il ſuit évidemment qu'un Souverain n'eſt pas le Maître, mais le Miniſtre de la Société, chargé de remplir ſes engagements envers les citoyens, & muni du pouvoir néceſſaire pour obliger ceux-ci à remplir les leurs.

Les volontés de la Société s'expriment par les loix. La Loi eſt une regle que la Société preſcrit aux citoyens, en vue de la conſervation & du bien-être de tous. La légiſlation ne doit avoir pour objet que d'indiquer aux hommes raſſemblés en ſociété, ce qu'ils doivent faire ou ce dont ils doivent s'abſtenir pour le maintien d'une aſſociation néceſſaire à leur propre félicité. Les loix ſont des déciſions de l'intérêt, de l'expérience, de la raiſon du corps, contre l'intérêt perſonnel ou les paſſions aveugles des membres.

Si tous les hommes avoient de la prudence, de l'expérience & de la raiſon, ils n'auroient beſoin ni de loix, ni de légiſlateurs, ni de ſouverains pour vivre en ſociété. L'autorité des Souverains ſur leurs ſujets ne peut être fondée que ſur la ſupériorité de talents, de lumieres, de vertu, que la Société ſuppoſe à ceux à qui elle confie le droit de parler en ſon nom. Tout légiſlateur eſt l'organe de la volonté générale; ſes loix ſont juſtes & bonnes, quand elles ſont conformes à la nature de l'homme, au but de l'aſſociation, à l'intérêt de la Société, à ſes circonſtances actuelles: elles ſont injuſtes & mauvaiſes, quand elles ſont contraires au bonheur de l'homme, au bien de la Société, uniquement favorables à l'intérêt particulier, oppoſées aux circonſtances où elle ſe trouve.

Les loix *naturelles*, ſur leſquelles on a tant écrit & diſputé, ſont celles qui découlent immédiatement de la nature de l'homme, indépendamment de toute aſſociation, ou qui ſont fondées ſur l'eſſence même d'un être qui ſent, qui cherche le bien & fuit le mal, qui penſe, qui raiſonne, qui déſire inceſſamment le bonheur. La Société, n'ayant pour but que de rendre l'homme plus heureux qu'il ne ſeroit tout ſeul, & le Gouvernement n'étant fait que pour remplir ſes engagements avec ſes membres, il ſuit de-là que les loix de la nature ne peuvent être ni abrogées ni ſuſpendues dans l'état ſocial, qui ſans cela priveroit l'homme de ſon bien-être au lieu de le lui procurer. En devenant membre d'une ſociété, l'homme ne change point de nature, il ne cherche qu'à ſatisfaire plus aiſément les beſoins de ſa nature.

Les loix *civiles* ne ſont donc que les loix naturelles appliquées aux beſoins, aux circonſtances, aux vues d'une ſociété particuliere ou d'une nation. Ces loix ne peuvent contredire celles de la nature, parce qu'en tout pays l'homme eſt toujours le même, a les mêmes déſirs, mais varie dans les moyens de les ſatisfaire.

Quelque nom qu'on leur donne, les loix ne peuvent jamais anéantir, ni les droits naturels de l'homme, ni les devoirs de la Morale: elles ſont faites pour aſſûrer les droits juſtes du citoyen, & pour l'obliger à ſe conformer à ſes devoirs. Toute loi qui priveroit l'homme de la liberté, de la ſureté, de la propriété, ſeroit injuſte; ce n'eſt que pour jouïr plus ſûrement de ces avantages, qu'il vit en ſociété, & ſe ſoumet à des loix.

Les loix pénales font celles qui puniffent le citoyen, quand il a violé la loi. En refufant d'obéir à des loix juftes, il rompt ces engagements avec la Société; conféquemment il la dégage des fiens; il devient l'ennemi de fes affociés, ils ont le droit de le punir, ou de le priver du bien-être auquel il n'a droit de prétendre qu'autant qu'il eft fidele au Pacte Social.

Une loi injufte ne peut jamais conférer aucuns droits: il n'y a qu'une loi jufte & conforme à la nature de l'homme en fociété, qui puiffe donner de vrais droits. Ce que la loi permet fe nomme *licite*, ce qu'elle défend fe nomme *illicite*. Tout ce qui eft licite n'eft jufte, que quand la loi eft jufte. Les loix font injuftes & infenfées, toutes les fois qu'elles permettent ce qui eft nuifible, & défendent ce qui eft utile à la Société. (1) *Rien de plus infenfé, dit Cicéron, que de regarder comme juftes toutes les chofes qui ont pour elles la fanction des loix ou les fuffrages des peuples. Si l'on fondoit des droits fur les volontés du Peuple, fur les édits des Princes, fur les fentences des Juges, le brigandage feroit un droit, l'adultere feroit un droit, forger un teftament feroit un droit, pour peu que ces actions euffent l'approbation de la multitude.* En effet, tout légiflateur ou tout peuple deviendroit maître de créer & le jufte & l'injufte. Eh! quel feroit le tyran qui ne fe feroit pas des droits à

(1) *Illud ftultiffimum exiftimare omnia jufta effe quæ fcita fint in populorum inftitutis & legibus. Si Populorum juffis, fi Principum decretis; fi fententiis Judicum jura conftituerentur, jus effet latrocinari, jus adulterare, jus teftamenta falfa fupponere, fi hæc fuffragiis aut fcitis multitudinis probarentur.*

Voyez Cicer. de Legibus.

lui-même, s'il n'en coûtoit qu'une loi pour acquérir des droits!

L'ON nomme loix *fondamentales* celles qui dans les nations servent de fondement & de titre à l'autorité souveraine, & qui sont réputées les volontés des peuples, rélativement à la maniere dont ils désirent d'être gouvernés. Rien de plus embrouillé que ces loix; il n'est aucun pays où l'on puisse distinctement reconnoître les vraies limites du pouvoir des souverains, & les droits que la société a prétendu se réserver à elle-même. Les ennemis de la liberté des hommes se sont prévalus de cette obscurité, & les tyrans s'en font des titres pour opprimer. Dans une matiere si intéressante, tout est vague, équivoque, indéfini; la sagacité la plus exercée peut à peine démêler le sophisme du vrai, l'usurpation du droit, la violence de l'équité. Les jurisconsultes les plus habiles ont été souvent les dupes des préjugés les plus vulgaires; ils ont à tout moment confondu la force, l'usage, la possession avec le droit; ils ont regardé comme des titres pour les Princes, des usurpations que les Peuples trop foibles n'avoient pu empêcher: ils ont rarement osé remonter jusqu'aux principes de tout droit & de toute autorité. Mais de ce qu'un Souverain a la force de faire le mal impunément, s'ensuit-il qu'il a le droit de mal faire? De ce que ses ancêtres auront pendant plusieurs siecles exercé la tyrannie, sans que personne ait osé les arrêter ou les punir, doit-on en conclure qu'il a le droit de continuer?

DANS les démêlés qui s'élevent quelquefois entre les Souverains & les Sujets, l'on a communément recours à l'histoire, pour chercher dans

les décifions & les coutumes anciennes de la nation, des exemples ou des faits propres à régler fes jugements : mais ces hiftoires, fouvent dictées par la crainte & la flatterie, ou faute de monuments, diffimulent la vérité, alterent les circonftances, ou ne les préfentent que fous un faux point de vue. Les hiftoriens ne nous montrent par-tout que des combats continuels entre des Souverains tendants au defpotifme, & la liberté des Peuples faifant des efforts pour fe défendre : dans cette lutte perpétuelle, tantôt l'un a le deffus, tantôt l'autre vient à-bout de remporter quelque avantage. Sous des Princes foibles & timides, les Nations arrachent quelquefois des titres favorables à leurs juftes droits ; fous des Princes áctifs & puiffants, elles font privées de leurs droits les plus inconteftables.

Ce n'eft ni à l'hiftoire, ni à l'ufage, ni à des exemples, ni même à des conceffions ou chartres, que l'on doit recourir dans des queftions de ce genre ; c'eft à l'origine de l'autorité fouveraine ; c'eft aux droits inaliénables des nations ; c'eft à la raifon ; c'eft à la juftice éternelle ; c'eft à l'intérêt des nations dont le bonheur fait toujours la loi fuprême.

Les incertitudes fi fréquentes où nous jette l'hiftoire, quand il s'agit d'examiner les droits des Souverains fur les Peuples, & des Peuples fur les Souverains, ont fait croire à bien des gens que les loix fondamentales, dont on parloit fansceffe & que l'on ne trouvoit établies nulle part, étoient de pures chimeres, ainfi que le Contract Social qui lie réciproquement les Souverains & les Sujets. Cependant il eft évident que ce Pacte, fondé en nature, exifte, & qu'il eft le même

qui lie la Société à ſes membres. Soit que les conditions du Pacte des peuples avec leurs Chefs aient été clairement exprimées & conſervées dans des monuments antiques, ſoit qu'on n'en trouve des veſtiges nulle part, elles ſont toujours les mêmes. Un Souverain légitime ne regne que de l'aveu de ſa Nation; dès qu'elle lui obéit, c'eſt dans l'eſpoir de jouïr du bonheur par ſon moyen. Dès qu'il commande en ſon nom, il n'a pas le droit d'ordonner rien de contraire à ſes intentions. Les hommes raſſemblés en ſociété n'obéïſſent à l'un d'entr'eux, que dans l'idée d'être plus heureux qu'ils ne ſeroient ſans lui; & ce chef, quelque nom qu'on lui donne, ne peut jamais acquérir le droit de les rendre malheureux, ni même de négliger leur bonheur. (2)

Il ſubſiſte donc évidemment entre les peuples & leurs chefs un Pacte dont les articles doivent être conçus à-peu-près en ces termes. „ Engagez „ vous à nous bien gouverner, c'eſt-à-dire à „ veiller à notre ſûreté, à nous procurer le bien- „ être, à nous garantir de toute oppreſſion; & „ nous nous engagerons de notre côté à vous „ obéir, à vous honorer, à nous occuper de vo- „ tre bien-être & de votre ſûreté. Si vous ne nous „ faites jouïr d'aucuns biens, vous nous ſerez in- „ différent. Si vous ne nous faites que du mal, „ nos engagements ſeront nuls; c'eſt vous qui les „ anéantirez vous-même. Si vous nous faites „ endurer des maux inſupportables, nous vous „ déteſterons, nous vous traiterons en ennemi. „ Si nous ſommes trop foibles pour ſecouer vo- „ tre joug, nous le porterons en frémiſſant, vous

(2) *Poteſtas Regis eſt poteſtas Legis; poteſtas juris, non injuriæ.* Voyez Bracton de Legib. Angliæ.

„ aurez un ennemi dans chacun de vos esclaves, „ & vous serez à chaque instant obligé de trembler sur ce trône dont vous ne serez qu'un injuste usurpateur. „

Si les contracts des nations avec leurs chefs, ne se trouvent pas dans l'histoire, qui n'est trop souvent que le registre des violences & des usurpations des Princes, ils existent du moins dans les cœurs de tous les hommes, qui n'ont jamais pu consentir de plein gré à l'exercice d'un pouvoir qui les rendit malheureux, & qui tendit à la subversion de la Société. Lorsque des peuples sauvages se sont choisis des chefs, ils ont supposé que ces chefs plus expérimentés qu'eux, leur procureroient des avantages ; s'ils n'ont point songé à faire un pacte avec eux, c'est qu'ils ne prévoyoient pas qu'il viendroit un temps où ces chefs les opprimeroient eux-mêmes ou leur postérité. Des nations, ou plutôt des hordes guerrieres, n'ont pu d'ailleurs limiter le pouvoir de leurs commandants, parce que la discipline militaire exige un pouvoir sans bornes dans celui qui ordonne, & une obéissance sans bornes dans celui qui obéit. Mais quels que soient les motifs qui ont empêché un peuple de stipuler ses intérêts, le pouvoir illimité d'un Souverain, pour être juste, n'est que le pouvoir de travailler au bien public de la façon qui lui paroît la plus convenable. Pour lors la Société, pleine de confiance dans les talents ou les belles qualités de son chef, n'a fait que lui donner *carte blanche*, mais n'a pu ni voulu l'autoriser à mal faire, & encore moins conférer à ses successeurs le droit d'abuser contre elle de la confiance qu'elle a montrée.

Le siecle passé nous fournit l'exemple singulier d'une

d'une nation qui, par un vœu presqu'unanime, se soumit expressément au pouvoir illimité de son Monarque, & par un acte solemnel lui déféra une puissance absolue. (3) En conclura-t-on que ce peuple a prétendu consentir que son souverain exerçât la tyrannie ? Non, sans-doute; ce fut évidemment pour se soustraire à la tyrannie de leurs nobles insolents, que les Danois conférerent à leur Monarque un pouvoir plus étendu qu'il n'avoit auparavant, afin qu'il pût en imposer à ces tyrans multipliés, dont ils éprouvoient depuis long-tems les injustices.

Le pouvoir illimité, dit Locke, n'est suivant la raison que le pouvoir de procurer le bien public sans réglements & sans loix (4). Le même Auteur remarque que souvent les meilleurs Princes, en s'attirant par leurs vertus la confiance de leurs sujets, leur ont fait un tort véritable, vû que ceux-ci, séduits par leurs bonnes qualités, leur ont adjugé des prérogatives & des droits, dont leurs successeurs moins équitables ont indignement abusé. Ces derniers se sont prévalus, pour faire le mal, du pouvoir qui n'avoit été accordé à leurs prédécesseurs, que pour faire plus librement le bien. Le pouvoir absolu, ou ce qu'on appelle le *Despotisme*, seroit, dit-on, un gouvernement admirable entre les mains d'un Trajan, d'un Titus, d'un Marc-Aurele; mais un pouvoir exercé par un homme de bien, qui se conforme aux regles de la justice & de la raison, n'est plus un Despotisme, & ne doit pas être désigné sous ce nom déshonorant.

(3) Les Danois en 1660.

(4) Voyez Locke, *Essai sur le Gouvernement.*

Les partisans du Despotisme (car, à la honte du genre humain, ce brigandage a des fauteurs) ne manqueront pas de prétendre que ce ne fut presque jamais le choix libre des nations qui plaça les Souverains sur le Trône ; qu'ils ont pour l'ordinaire soumis les peuples par la force, & que ce fut *par droit de conquête* qu'ils régnerent sur des hommes subjugués à qui, pouvant les exterminer, ils ont laissé la vie, & qui par conséquent, bien loin de leur prescrire des loix, se sont vus forcés de recevoir celles qu'ils voulurent leur imposer. En un mot, on suppose que des peuples réduits en esclavage, n'ont pu faire aucun pacte avec leurs superbes vainqueurs.

On conviendra sans peine que la plupart des grands Empires ont été formés par la conquête ; ce qui prouve seulement que les Fondateurs de ces Empires ont été des voleurs, des brigands, des fléaux du genre humain ; la violence, le meurtre & le carnage ne furent jamais des moyens légitimes d'acquérir. Celui qui ne commande qu'à des esclaves, ne commande qu'à des ennemis, qui ont droit d'opposer la justice & la force, à l'injustice & à la force. *La Justice*, dit un Pere de l'Eglise, *brise les fers injustes* (5). Il est vrai que des malheureux, subjugués par le fer & la flamme, n'ont guères pu stipuler avec leurs Conquérants farouches ; mais ils ont pu leur dire : „ nous „ avons été les plus foibles ; nous avons cédé „ à la force ; mais si jamais nous devenons les „ plus forts, nons vous arracherons un pouvoir „ usurpé, lorsque vous ne vous en servirez que

(5) *Injusta vincula rumpit justitia.*

VOYEZ S. AUGUSTIN SERM. 81.

„ pour notre malheur. Ce n'eſt qu'en nous faiſant
„ du bien, que nous conſentirons à oublier les
„ titres infames par leſquels vous régnez ſur
„ nous. Notre conſentement ſeul peut faire de
„ nous des citoyens ſoumis, & de vous des Sou-
„ verains légitimes. La vie que vous nous avez
„ laiſſée n'eſt qu'un préſent funeſte, ſi elle n'eſt
„ deſtinée qu'à nous faire languir dans la capti-
„ vité. "

Il n'y a que le conſentement libre & ſubſéquent des peuples, qui puiſſe légitimer le pouvoir uſurpé d'un Conquérant. Mais les peuples ne peuvent donner ce conſentement que ſous la condition d'être bien gouvernés. *La conquête*, dit Locke, *eſt auſſi peu l'origine & le fondement des Etats, que la démolition d'une maiſon eſt la vraie cauſe de la conſtruction d'une autre.*

Non ſeulement la violence ne peut pas conférer le droit d'exercer le deſpotiſme, mais même le conſentement libre & paſſager d'un peuple ne peut pas rendre légitime cet abus du gouvernement. On nous dira vainement *qu'on ne fait aucun tort à celui qui conſent* (6). Rien de plus faux que cette maxime ; elle autoriſeroit à dépouiller les enfans, les perſonnes yvres ou en démence, ou à tuer les malades dans le tranſport. Quand même on ſuppoſeroit que des nations ont pu conſentir autrefois à ce qu'on exerçât ſur elles le deſpotiſme ; quand même elles ſe ſeroient, par des actes ſolemnels, livrées aux caprices d'un maître abſolu, tous ces titres, arrachés par la ſéduction, ou accordés par le délire, ne peuvent nullement lier la poſtérité. Un bon Pere doit

(6) *Volenti non fit injuria.*

tranſmettre ſon bien à ſes enfans après lui, il ne peut ſans injuſtice livrer ce bien à la rapacité d'un tyran. Si les ancêtres ont la folie de ſe rendre eſclaves, ils n'ont pas le droit de rendre eſclaves leurs deſcendants, qui auront toujours le droit de briſer leurs chaînes, quand ils en auront le pouvoir.

La ſuperſtition, toujours ennemie de la liberté & du bonheur des habitans de ce monde, a viſiblement travaillé à les rendre malheureux, en forgeant des titres aux Deſpotes & aux Tyrans. Dans l'idée de fonder leur pouvoir uſurpé ſur une baſe inacceſſible aux regards des mortels, les Souverains abſolus ne prétendent-ils pas n'avoir jamais reçu leur pouvoir de leurs nations, ne le tenir que de Dieu ſeul, & n'être comptables qu'à lui de leurs actions? N'eſt-ce pas évidemment outrager un Dieu qui, s'il exiſtoit, devroit être rempli de perfections, de juſtice & de bonté, que de le ſuppoſer l'auteur & le protecteur d'une puiſſance injuſte & qui opere évidemment le malheur des Etats? N'eſt-ce pas anéantir toute morale, que d'aſſurer qu'un pouvoir qui détruit toute loi, toute équité, toute vertu eſt approuvé par le ciel? Un Souverain parjure n'annonce-t-il pas par ſa conduite qu'il ſe moque également & des Dieux & des hommes?

Pour derniere reſſource, on nous dit que la Puiſſance Souveraine s'eſt formée ſur le modele de la puiſſance paternelle qui paroît illimitée. Mais l'autorité paternelle peut-elle donner le droit de tyranniſer, de tourmenter, de dépouiller, de détruire des enfants. Cette autorité, pour être juſte, doit être fondée ſur les avantages, les inſtructions, les ſoins qu'elle donne aux êtres qui

lui ſont ſoumis. La tyrannie d'un père doit être ſupportée par un fils vertueux, mais cette tyrannie n'en eſt pas pour cela plus juſte & plus raiſonnable. D'ailleurs les Rois ne ſont point les pères des Peuples, les Peuples ſont les pères des Rois, & ceux-ci ne ſont que trop ſouvent des enfants dénaturés, qui méconnoiſſent les juſtes droits de ceux qui les ont faits ce qu'ils ſont, qui les nourriſſent, qui travaillent à leur bonheur, qui ſe dévouent pour eux. Malgré les orgueilleuſes prétentions des Deſpotes & les ſophiſmes des flatteurs qui veulent enchaîner les peuples à leurs pieds, il eſt évident que ce ne ſont pas les Rois qui font les Nations, mais que c'eſt le conſentement des Nations qui fait les Rois. Une Nation peut ſans Roi être très bien gouvernée, mais un Roi ne peut ni exiſter ni gouverner ſans Nation. Les prérogatives, le pouvoir, les droits ne peuvent ſe changer en loi, que quand ils ſont fondés ſur la volonté de la Société, ſur l'équité, ſur l'utilité générale. Ainſi une nation ne peut jamais empiéter ſur les droits de ceux qui la gouvernent ; leurs Chefs n'ont d'autres droits que ceux qu'ils reçoivent de la volonté générale ou du conſentement de la nation, qui ne peut, ni renoncer à ſes propres droits, ni être privée du droit inaliénable de reſſerrer le pouvoir, ou de régler la conduite de ceux qu'elle choiſit pour la guider au bonheur.

Ces maximes peu conformes, peut-être, aux prétentions des tyrans, n'en ſont pas moins conformes à la nature de l'homme, aux droits de la Société, aux loix de l'équité, à la droite raiſon, à l'intérêt général des Peuples, qui s'accordent à nous prouver que le but invariable de

la Société doit être de rendre ſes membres heureux, de ſe conſerver elle-même, de vivre ſous des loix équitables, de jouir de la liberté, de la ſûreté, de la propriété. Ce n'eſt qu'en procurant ces avantages à la Société, que le gouvernement peut être légitime, & que ceux qui gouvernent peuvent jouïr eux-mêmes d'un vrai bonheur, d'une puiſſance ſolide, d'une gloire véritable. En un mot, les intérêts des ſouverains ne peuvent jamais ſans danger ſe ſéparer de ceux de leurs ſujets.

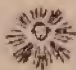
De tous les principes répandus dans ce chapitre il ſuit évidemment que le Pacte Social, la légiſlation, le gouvernement, la politique n'ont dans le vrai d'autre objet, que de faire obſerver les devoirs de la morale aux hommes raſſemblés pour leurs beſoins communs. Les vertus ſociales ne ſont, comme on a vu, que les diſpoſitions que doit avoir tout homme qui vit en ſociété. C'eſt pour jouïr de la juſtice, des bienfaits, des ſecours, de la protection des loix, des fruits de ſon labeur, de la tranquillité, de la ſûreté, que l'homme vit en ſociété. La Société lui doit ces choſes tant qu'il ſe montre fidèle a remplir ſes engagements envers elle : le gouvernement & les loix ſont faits pour les lui aſſurer. Tout gouvernement injuſte ou qui néglige & corrompt les mœurs, briſe efficacement les liens faits pour unir entr'eux les hommes aſſociés, anéantit le Contract Social, travaille à la deſtruction de ſon propre pouvoir.

D'ou l'on voit que la morale ne peut, ſans le plus grand danger, ſe ſéparer de la *Politique*, qui eſt l'art de gouverner les hommes réunis en ſo-

ciété. Elle ne doit être, comme tout nous le prouvera par la ſuite, que la morale appliquée au gouvernement des Etats.

GOUVERNER, c'eſt maintenir, protéger & guider au bonheur une Société; ce qui ne peut avoir lieu ſans faire concourir tous ſes membres à l'utilité générale, & ſans réprimer les paſſions capables de nuire à la félicité de tous. D'où il ſuit que le gouvernement n'a pour objet que d'exciter les hommes réunis en Société à exercer entr'eux les régles dont la morale leur fait ſentir la néceſſité pour leur propre intérêt.

EN un mot, la Politique eſt la morale des Nations. L'objet de la Politique intérieure eſt de faire obſerver les loix, tant naturelles que poſitives ou civiles, néceſſaires au maintien de l'ordre dans la Société particuliere. L'objet de la Politique extérieure eſt de maintenir entre les nations, les loix de la nature, à l'aide d'un équilibre de puiſſance qui les empêche d'enfreindre les regles de l'équité, d'empiéter ſur leurs droits réciproques, de violer les devoirs de la morale, deſtinés également & pour les peuples, & pour les citoyens d'un même Etat.



CHAPITRE II.

Origine des Gouvernemens : de leurs formes diverses : de leurs avantages & désavantages : de leurs réformes.

LES Nations, de même que tous les individus de l'espece humaine, passent par des ages & des états divers ; leur premier état est une sorte d'enfance : partagées en familles, en hordes, en petites sociétés éparses, vous les voyez errantes, sans demeure fixe, destituées d'arts & d'industrie, chercher péniblement par la chasse & la pêche de quoi subsister, & presqu'aussi peu raisonnables que les bêtes, leur faire une guerre continuelle. Voilà l'état sauvage dont nous avons suffisamment décrit les miseres.

LE hazard amene chez nos sauvages des étrangers sortis de nations plus éclairées : ces nouveaux hôtes rapprochent les unes des autres les familles ou hordes qui vivoient séparées, leur apportent des arts utiles ; leur enseignent l'agriculture ; leur apprennent à prévoir les besoins, leur donnent des Dieux, des cultes, des loix que ces hommes grossiers acceptent sans raisonner : en faveur des bienfaits qu'on leur fait éprouver, ils se livrent de plein gré à des personnages instruits, expérimentés, qu'ils trouvent capables de les rendre plus heureux, & qui dès-lors leur paroissent ou des amis des Dieux, ou des êtres fort au-dessus de la nature humaine. Ceux-ci

deviennent ainsi leurs Législateurs, leurs Oracles, leurs Prêtres, leurs Juges, leurs Rois, & quelquefois même les objets de leur culte.

La Religion, fondée sur la crainte des puissances invisibles auxquelles l'homme se croit soumis, date communément du tems où les peuples étoient plongés dans l'ignorance & la barbarie. C'est par la Religion que tous les Législateurs sont parvenus à dompter les sauvages dont ils vouloient se former des sujets. Les terreurs religieuses sont en effet très propres à rendre souples & dociles, des hommes simples & crédules, dépourvus encore de raison, de prudence & de réflexion. En donnant des religions à des sauvages, les législateurs ont pris la même méthode que suivent encore les meres & les nourrices, quand elles menacent de quelque phantôme les enfans mutins dont elles ne peuvent faire cesser les caprices & les cris. Mais ces moyens imaginés pour contenir ou subjuguer des sauvages, qui sont de grands enfants, n'ont plus la même force sur l'esprit de l'homme que la raison & l'expérience ont rendu moins crédule, & dès-lors moins timide. Les passions, les affaires, le tumulte, les distractions & les plaisirs des sociétés nombreuses & policées, affoiblissent peu-à-peu les idées religieuses & rendent plus foible leur influence sur les mœurs. Pour lors la religion, méprisée de ceux qui raisonnent, n'est plus qu'une affaire d'habitude pour le vulgaire qui ne raisonne jamais, & n'en impose qu'à quelques hommes qui ont conservé la crédulité & la simplicité de leurs ancêtres sauvages.

Une horde voisine attaque une société naissante; celle-ci prend pour chef l'homme le plus in-

trépide ou le plus expérimenté qui, à la tête de quelques citoyens, repouſſe l'invaſion ennemie. Comme les attaques ſont fréquentes, toute la Société dans l'origine eſt guerriere, elle eſt gouvernée comme un camp, ſon gouvernement eſt militaire. Son chef la mène à des conquêtes, & ſubjugue par ſon moyen les hordes ou nations d'alentour qu'il réduit en ſervitude, & dont il diſtribue les terres & les dépouilles à ſes guerriers. C'eſt ainſi que peu-à-peu ſe ſont formés les grands Empires, les vaſtes Monarchies; voilà l'origine du Deſpotiſme, du Pouvoir abſolu, de la Tyrannie qui ne purent s'établir & ſe maintenir que par la violence (7).

FATIGUÉS à la longue des excès de leurs tyrans, quelques peuples ſe révolterent contr'eux; parvenus à ſe défaire d'un pouvoir accablant, ils le partagerent entre pluſieurs citoyens diſtingués par leurs talens, leurs vertus, leurs richeſſes: ceux-ci devinrent par là les repréſentans de la nation, les dépoſitaires de ſon autorité, le ſouverain collectif. Voilà ce qui fit naître le Gouvernement Ariſtocratique.

LES magiſtrats de l'Ariſtocratie ayant ſouvent abuſé de leur pouvoir & s'étant érigés en tyrans, le peuple, uſant de ſes droits, reprit la puiſſance ſuprême, & ſe flatta qu'il ſe gouverneroit bien mieux lui-même, qu'il ne l'avoit été par des chefs prévaricateurs, dont il avoit éprouvé les injuſtices, & les diſſenſions. Voilà comment le

(7) Le mot *Tyran*, adopté par les Grecs & les Romains, eſt originairement un mot Celtique ou Scythe qui déſigne *celui qui diſtribue des terres*. Chez les Grecs le mot Τυραννος déſignoit un citoyen qui avoit uſurpé la ſouveraineté d'une ville ou d'un pays libre.

Gouvernement Populaire ou la *Démocratie* s'eſt formée.

BIENTÔT le peuple qui ne raiſonne gueres, qui ne diſtingue nullement la liberté de la licence, ſe vit déchiré par des factions : étourdi, inconſtant, imprudent, impétueux dans ſes paſſions, ſujet à des accès d'enthouſiaſme, il devint l'inſtrument de l'ambition de quelque harangueur ou chef qui s'en rendit le maître & bientôt le tyran.

L'HISTOIRE nous prouve qu'en matiere de gouvernement, les nations furent de tout tems les jouets de leur ignorance, de leur imprudence, de leur crédulité, de leurs terreurs paniques, & ſur-tout des paſſions de ceux qui ſurent prendre de l'aſcendant ſur la multitude. Semblables à des malades qui s'agitent ſans-ceſſe dans leur lit, ſans y trouver de poſition convenable, les peuples ont ſouvent changé la forme de leurs gouvernements ; mais ils n'ont jamais eu, ni le pouvoir, ni la capacité de réformer le fond, de remonter à la vraye ſource de leurs maux ; ils ſe virent ſans-ceſſe balotés par des paſſions aveugles. Cette fluctuation n'eſt dûe qu'au défaut de prudence & de lumieres. Cet état inquiet ne peut ceſſer, que lors que les nations plus éclairées reconnoitront que l'homme n'eſt pas fait pour régler le ſort des hommes ; que l'abus fut & ſera toujours à côté du pouvoir ; qu'obéir à des hommes, c'eſt obéir à des paſſions, des vices, des fantaiſies ſujettes à varier ; que pour être bien gouvernés, les peuples ne doivent obéir qu'à la juſtice, dont les regles ſont invariables, & qui ſeule peut fixer avec préciſion les bornes du pouvoir de ceux qui gouvernent, & les droits de ceux qui ſont gouvernés.

Des ſpéculateurs ont longtems diſputé pour découvrir quelle pouvoit être la forme du gouvernement la plus avantageuſe pour un Etat, ou la plus propre à procurer ou maintenir la félicité publique. Ils n'ont ſans-doute pas vu que toutes les formes étoient parfaitement indifférentes, pourvu que des loix ſenſées, ſoutenues par toute la force de la Société, contînſſent également les chefs, pour les empêcher d'abuſer du pouvoir, ou les ſujets pour les empêcher d'abuſer de la liberté. Un bon gouvernement eſt celui où perſonne n'a le pouvoir d'être injuſte ou d'enfreindre impunément les loix. Toute forme de gouvernement eſt avantageuſe, dès qu'elle laiſſe tout pouvoir à la loi.

Plusieurs politiques ont penſé que la *Monarchie*, c'eſt-à-dire le pouvoir ſouverain exercé par un ſeul homme, étoit le gouvernement le plus conforme aux beſoins d'un grand Etat. Mais eſt-il bien poſſible qu'un ſeul homme réuniſſe tous les talents, toutes les vertus néceſſaires pour gouverner un peuple nombreux? Un habile guerrier eſt rarement un habile légiſlateur, un habile juriſconſulte, un habile commerçant; & le Prince qui poſſede les arts de la paix, n'aura que difficilement les connoiſſances & les talents néceſſaires à la guerre. Un ſouverain ſans paſſions, eſt un être de raiſon. Les nations, pour avoir trop préſumé de leurs maitres, n'en ont rien obtenu; elles les prirent pour des Dieux, & elles ne furent ſouvent gouvernées que par des hommes, que leur puiſſance rempliſſoit communément de plus d'imperfections & de vices que les autres. Tant de cauſes conſpirent à corrompre les Rois, que l'on a lieu d'être ſurpris de leur trouver les

vertus ou les talents même les plus ordinaires.

On a cru voir sous le gouvernement d'un monarque les nations gouvernées comme les familles par un pere; mais l'expérience nous montre que les peres des peuples ne ressemblent que trop souvent au Saturne de la fable, qui dévoroit ses propres enfants. (8) Le gouvernement monarchique, mettant des forces énormes entre les mains d'un seul homme, doit par sa nature même le tenter d'abuser de son pouvoir, pour se mettre au-dessus des loix & pour exercer le Despotisme & la Tyrannie, qui sont les plus terribles fléaux des nations. D'un autre côté, par la nature même des choses, c'est-à-dire par l'impossibilité où un seul homme se trouve de conduire d'une main sûre le gouvernail d'un grand empire, les monarchies, dans le fait, se changent en de véritables aristocraties : les ministres & les grands se rendent souvent les maitres du sort, & des sujets, & du souverain. Dans les cours des Rois, il se forme presque toujours contre le bien public, une ligue également funeste aux nations & à leurs chefs.

Dans quelques nations la couronne est *élective;* la puissance royale ne passe point aux descendans de celui qui la possede. Mais les élections des Rois, accompagnées de factions, de troubles & de guerres deviennent pour l'ordinaire des époques très-fatales à la tranquillité des peuples. L'ambition des grands, qui seuls s'arrogent le droit de choisir un Souverain, permet rarement que l'on fasse des loix & que l'on prenne des mesures capables d'arrêter la licence qu'ils exercent dans ces occasions. Une élection par scrutin & fixée

(8) Homere appelle souvent les Rois *mangeurs de peuples.*

par la loi, sembleroit devoir prévenir efficacement les désordres dont les élections tumultueuses sont trop souvent accompagnées. Mais les réformes les plus simples & les plus faciles rencontrent des obstacles infinis dans les préventions des hommes en faveur de leurs antiques usages.

La plupart des Monarchies sont *héréditaires*; ainsi les nations sont devenues le patrimoine de leurs chefs, qui les transmettent à leur postérité. Cette forme de gouvernement, quoique très-usitée, paroit très-ridicule à quelques penseurs républiquains. Selon eux, si les peuples par ce moyen se garantissent des troubles & des embarras qui accompagnent d'ordinaire les élections des Rois, on trouve qu'elles ne se garantissent pas du malheur plus durable d'essuyer pendant une longue suite de siecles les inconvénients qui doivent résulter de l'impéritie, de la négligence, de l'ambition & de la violence d'une Dynastie ou famille toute entiere. Un bon Roi est une production si rare, que les peuples n'ont pas lieu de se flatter d'en avoir bien souvent. On en conclut que les nations n'ont pu, sans imprudence, confier irrévocablement leurs destinées au pouvoir d'une race qui, avec le sang, ne transmet pas l'art pénible de régner. Des hommes qui pour régner n'ont besoin que de naitre, peuvent-ils avoir des motifs bien pressants d'acquérir par un long travail, les talents & les vertus nécessaires au gouvernement? L'expérience de tous les temps prouve en effet qu'un Monarque vertueux peut à chaque instant être remplacé par un monstre ou par un insensé, capables d'anéantir tout d'un coup le bien qu'il a pu faire. Les annales de toutes les Monarchies, dans la plus longue suite des Rois,

en montrent à peine deux ou trois qui ſe ſoient donné la peine de gouverner par eux-memes, ou de ſonger au bonheur de leurs ſujets. La Royauté met une trop grande diſtance entre le Souverain & les ſujets, pour que le Monarque s'abaiſſe juſqu'à s'occuper de leurs beſoins.

Ces réflexions, peu favorables au Gouvernement Monarchique, ont fait croire à bien des gens que le Gouvernement *Republicain* étoit plus avantageux aux nations. Ils trouvent entr'autres que cette derniere forme eſt infiniment moins coûteuſe pour les peuples, qui ſouvent ont la douleur de ſe voir opprimés, appauvris & ruinés, ſous prétexte de ſoutenir la ſplendeur du Trône, c'eſt-à-dire la vanité des Cours & le faſte des Rois. Un zélé défenſeur de la liberté diſoit, que *l'attirail ſuperflu d'une Monarchie eſt plus que ſuffiſant pour fournir aux beſoins d'un Etat Républicain* (9).

D'un autre côté, l'on ne trouve preſque point de ſûreté & de fixité dans le ſort des citoyens d'un Etat, dont les deſtinées heureuſes ou malheureuſes dépendent uniquement des vertus & des vices, de la raiſon ou du délire, de la vigueur ou de la foibleſſe d'un ſeul homme, que tout ce qui l'environne s'efforce de tromper & de corrompre.

(9) Voyez Milton *Oeuvres politiques.* Les revenus que Philippe ſecond tiroit des ſept Provinces, qui forment aujourd'hui la République des Provinces-Unies, ne montoient qu'à 80000 écus (environ 400000 livres tournois); les revenus de la Province de Hollande ſeule montoient en l'année 1700 à 22,241,339 florins, qui font 46,706,811 livres tournois.

Voyez Idées Republicaines, page 29.

Cependant les partisans du Gouvernement Monarchique le louent par sa stabilité & sa durée, tandis que les Républiques sont sujettes à des secousses & des désordres continuels. Mais *les tumultes & les guerres civiles ne sont point, selon Sidney, les plus grands maux qui peuvent arriver aux nations.* La tranquillité & la durée du Gouvernement Monarchique, ne prouvent point sa supériorité sur le Gouvernement Républiquain. Le Despotisme lui-même paroît quelquefois régner paisiblement sur les nations qu'il engourdit dans ses fers. Les convulsions des Républiques ressemblent assez aux maladies aigues, auxquelles les tempéraments robustes & sanguins sont le plus exposés. La tranquillité des Monarchies & des Etats despotiques, ressemble à ces maladies chroniques, qui minent peu-à-peu le corps de l'homme, & lui causent une foiblesse dont il ne se releve jamais. Locke compare la paix que procure le Despotisme à l'antre de Polyphême, où Ulysse & ses compagnons étoient forcés d'attendre en silence leur tour pour être dévorés.

Mais est-il donc bien vrai que le Despotisme soit un état tranquille? Depuis le Sultan jusqu'au dernier de ses esclaves, tout est environné de terreurs. Le silence morne qui regne dans l'Empire d'un Tyran, n'annonce rien moins que la paix. On peut le comparer au calme perfide qu'on voit dans les chaleurs brûlantes, qui ne tarde point à être suivi d'affreux orages. *J'aime mieux*, disoit un Polonois, *une liberté environnée de périls, qu'un esclavage paisible* (10). Il est aisé

(10) *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*, disoit le Palatin de Posnanie, pere du Roi Stanislas Leczinski.

ſé de vivre en paix dans des Etats que l'on change en déſerts (11). Mais l'hiſtoire nous prouve que la paix d'un Deſpote eſt ſujette à être troublée par des révolutions qui, non-ſeulement le précipitent de ſon trône, mais encore lui coûtent la vie. Si la Tyrannie peut être permanente, les Tyrans qui l'exercent ſont de peu de durée.

AUX effervefcences ſubites, & ſouvent cruelles & longues des Républiques, on voit communément ſuccéder la langueur & l'engourdiſſement mortel que produit le Deſpotiſme, dans le ſein duquel les peuples vont ſouvent ſe repoſer des tranſports que leur ont cauſé leurs folies : dans l'eſpoir de ſe remettre, ils ſe ſoumettent à quelque tyran, qu'ils laiſſent travailler ſans obſtacles à leur deſtruction finale.

TOUTES les formes de Gouvernement ont & leurs avantages & leurs déſavantages. La Monarchie anéantit communément la félicité publique, pour contenter l'ambition & l'avidité d'un maître que ne peut jamais raſſaſier la Cour qui l'environne. Une Nobleſſe remuante, & pour qui la paix eſt un état violent, l'excite inceſſamment à la guerre : des armées nombreuſes dévorent ſa nation, qui peu à peu tombe dans l'indigence & la miſere : le Monarque, que ſes beſoins ont rendu injuſte & deſpotique, finit à force d'oppreſſions par ne régner que ſur des Etats changés en ſolitudes, & dépourvus de culture, de commerce, de force & d'induſtrie.

(11) *Ubi ſolitudinem faciunt, pacem appellant.*

La Démocratie, en proie aux cabales, à la licence, à l'anarchie, ne procure aucun bonheur à ses citoyens, & les rend souvent plus inquiets de leur sort, que les sujets d'un Despote ou d'un Tyran. Un Peuple sans lumieres, sans raison, sans équité ne peut avoir que des flatteurs & n'a jamais d'amis sinceres. Comment en auroit-il? Il dégoûte & punit souvent ceux qui le servent le mieux : il est ingrat, il craint ses bienfaiteurs, parce qu'il est ombrageux : il opprime la vertu, parce qu'il en est jaloux, il se livre à des scélérats, parce que les gens de bien l'abandonnent. Des charlatans politiques le conduisent de folies en folies, jusqu'à ce qu'il ait écrasé la liberté apparente dont il pouvoit jouïr sous le poids de ses propres fureurs.

L'aristocratie ne nous présente pas des scenes plus riantes. On y voit des Nobles, des Magistrats, des Sénateurs orgueilleux qui, concentrés en eux-mêmes, sacrifient l'Etat à leurs intérêts personnels. Le plébéien y essuie les dédain de ses maîtres altiers, dans lesquels il ne voit que des tyrans disposés à se pardonner réciproquement les iniquités qu'ils font essuyer à leurs sujets. Cependant il n'est point de bonheur pour ces Souverains eux-mêmes : forcés de vivre dans une jalousie continuelle, les collegues ne sont occupés qu'à s'observer les uns les autres, à se combattre sourdement, à se dresser des embûches : il n'est point de vraie liberté sous un gouvernement soupçonneux ; tout le monde y vit dans l'inquiétude, chaque citoyen craint son concitoyen. Qu'elle peut être la félicité d'un Etat d'où la confiance est bannie ?

Dans les différentes réformes que les hom-

mes ont faites pour améliorer leurs gouvernements, la raison, l'utilité réelle de l'Etat, le bien public ne furent presque jamais consultés. Tous les changemens qui furent tentés, n'ont été pour l'ordinaire que les ouvrages informes du trouble, de la discorde, du vertige, de l'ambition, du fanatisme. D'après de pareils mobiles, il n'est pas surprenant que, bien loin de rendre leur sort meilleur, les Nations n'ayent souvent fait que le rendre plus déplorable. Les peuples toujours enivrés des folies qu'on leur inspire, ne sont pour l'ordinaire que les instruments aveugles de quelques factieux, qui leur font espérer la fin d'abus souvent légers dont ils se plaignent, & qu'ils s'exagerent, & qui ne tardent pas à leur faire éprouver des maux plus réels que ceux qui leur donnoient de l'humeur.

Il n'existe point encore de constitution politique bien ordonnée sur la terre. Le hazard, la déraison, la violence ont jusqu'ici présidé à l'établissement des gouvernements, ainsi qu'à leurs réformes, & non la réflexion, la prévoyance, l'équité, l'amour de la Patrie. Les révolutions les plus sanglantes n'ont fait pour l'ordinaire que bannir des noms, que changer de vaines formes, sans jamais toucher à la source du mal; elles ont fait disparoitre des tyrans, en laissant subsister les racines de la tyrannie, toujours prêtes à repousser sous quelques formes nouvelles. A la suite des révolutions, les peuples rentrent sous l'ancien joug, ou sous quelque joug nouveau; dès que l'orage est passé, vous ne leur voyez prendre aucunes précautions pour l'avenir. Un Tyran mort ou chassé est remplacé par un nou-

veau Tyran, ſouvent plus implacable & plus méchant que le premier. Le vulgaire mécontent ne ſe conduit pas avec plus de ſagacité, que le chien qui s'en prend à la pierre qu'on lui jette, ſans aller juſqu'au bras qui l'a lancée.

QUELS effets vraiment utiles a-t-on vu réſulter dans un grand nombre de pays de tant de guerres civiles, de tant de révoltes, de tant de tyrans détrônés, expulſés, aſſaſſinés (12)? Le ſort des peuples a-t-il changé pour cela; en ſont-ils devenus plus libres, plus fortunés? Ces ſanglantes tragédies, ſi ſouvent réitérées dans l'Aſie, ont-elles procuré quelque ſoulagement à des eſclaves que l'ignorance & la ſuperſtition ſemblent avoir deſtinés à des chaines éternelles? Il faut des lumieres, de la prudence, de la vertu pour réformer une adminiſtration vicieuſe; il faut de la raiſon pour connoître le prix de la vraie liberté; il faut du courage & de la prévoyance pour l'établir ſur des fondements ſolides; la liberté qui s'acquiert par le déſordre, l'ambition & la licence ne peut être de longue durée.

NON; ce n'eſt point par des convulſions dangereuſes, ce n'eſt point par des combats, des regicides & des crimes inutiles que les playes des nations pourront ſe refermer. Ces remedes violents ſont toujours plus cruels que les maux que l'on veut faire diſparoître. C'eſt à l'aide de

(12) La mort du Roi Charles I. ne fut d'aucune utilité au Peuple Anglois; ſon Roi fut remplacé par Cromwell qui fut un Tyran. L'exemple de ce même Prince ne ſervit de rien à ſes deux fils; Charles II. fut un Tyran de belle humeur, continuellement occupé à opprimer ſes ſujets, Jacques II, ſon ſucceſſeur & ſon frere, ſe fit chaſſer par ſa cruauté & ſon fanatiſme tyrannique.

la vérité que l'on peut faire descendre Astrée parmi les habitans de la terre. La voix de la raison n'est ni séditieuse, ni sanguinaire. Les réformes qu'elle propose, pour être lentes, n'en sont que mieux concertées. En s'éclairant, les hommes s'adoucissent; ils connoissent le prix de la paix; ils apprennent à tolérer les abus que, sans danger pour l'Etat, on ne peut anéantir tout d'un coup. Si l'équité permet aux nations de mettre fin à leurs peines, elle défend au citoyen isolé de troubler la patrie & lui ordonne de sacrifier son intérêt à celui de la Société. C'est en rectifiant l'opinion, en combattant le préjugé, en faisant connoître aux Princes & aux Peuples le prix de l'équité, que la raison peut se promettre de guérir les maux du genre humain, & d'établir solidement le regne de la liberté.



CHAPITRE III.

De la Liberté.

QUOIQUE rien ne soit plus nécessaire au bonheur des peuples que la liberté, ceux qui furent chargés du soin de les gouverner, se crurent toujours fortement intéressés à les en priver, afin d'être eux-mêmes à portée de donner un libre cours à leurs propres passions. Le Despotisme a sa source dans le cœur même de l'homme, qui, s'il n'est retenu par la justice ou la force, cherche à se rendre lui-même indépendant des autres, & voudroit les subjuguer, dans l'espoir de les obliger à seconder ses vues. Il n'y a qu'u-

ne raiſon éclairée qui puiſſe guérir de ce préjugé fâcheux, & faire ſentir qu'on ne peut acquérir des droits réels, ou exercer une autorité légitime ſur ſes ſemblables, qu'en leur procurant des avantages & en leur montrant des vertus. Les Princes pour la plupart, méconnoiſſent ces vérités: ils trouvent bien plus court d'aſſervir tout d'un coup leurs ſujets, que d'acquérir par des travaux pénibles & ſuivis, les lumieres requiſes pour bien gouverner, ou que de ſe ſoumettre au joug de l'équité qui leur parut peu conforme à leurs intérêts perſonnels.

Le pouvoir arbitraire, le deſpotiſme, ou la faculté de faire plier les Nations ſous leurs volontés & leurs fantaiſies, fut communément l'objet de l'ambition des Souverains, le centre de leurs déſirs, le but de tous leurs efforts. Ils ne ſe crurent vraiment puiſſans, heureux & grands, que lorſque tout leur fut permis; ils ſe regarderent comme foibles & mépriſables, tant qu'il ſe trouva dans les ſociétés quelque obſtacle aſſez fort pour réſiſter à leurs paſſions. Uniquement occupés du projet de contenter leurs caprices du moment, incapables de porter leurs regards ſur l'avenir, perpétuellement excités par des Miniſtres qui, pour tyranniſer eux-mêmes, voulurent toujours faire des tyrans de leurs maîtres, les Rois méconnurent leurs propres intérêts qui n'auroient jamais dû ſe ſéparer de ceux de leurs Nations: ils ne ſentirent pas que nul pouvoir ſur la terre ne peut être aſſûré, s'il ne ſe fait des limites à lui-même (13).

(13) *Ea demum tuta eſt potentia quæ viribus ſuis modum imponit.*

Sallust.

En conséquence de ces fausses idées des Souverains, il y eut presqu'en tout tems & en tout pays une lutte continuelle entre les Peuples, qui tâcherent de défendre quelques portions de leur liberté, & les Princes, qui chercherent à l'anéantir tout-à-fait. Ceux-ci eurent communément l'avantage dans ce combat; les Princes dans toutes les Nations eurent toujours entre leurs mains, les mobiles les plus capables de déterminer les hommes à concourir à leurs desseins. Ils furent par-tout, & les maîtres des armées, & les dépositaires des trésors, & les dispensateurs des honneurs & des graces. Ils furent donc à portée d'écraser ceux de leurs sujets que leurs bienfaits ne purent séduire; ils les diviserent d'intérêts; & les nations ainsi partagées & trahies par des citoyens vendus ou intimidés, ne purent opposer qu'une résistance très foible aux efforts redoublés de leurs chefs, dont la volonté fut constante; qui employerent tantôt la force & tantôt la ruse; qui se servirent à propos de l'espérance & de la crainte, & dont l'ambition active tendit toujours vers son but, sans le perdre jamais de vue. Les Nations furent trop heureuses, quand elles purent conserver quelques moyens pour se défendre des coups portés à leurs droits naturels, par ceux qui n'étoient destinés qu'à les y maintenir.

Nonobstant des combats si inégaux, quelques peuples servis par les circonstances plutôt que par la prudence, sont parvenus à conserver ou à recouvrer, sinon une liberté entiere & solide, du moins une portion de liberté qui leur procura des avantages marqués sur les autres peuples, forcés, pour la plupart, de succomber

ſous le pouvoir de leurs maîtres. Néanmoins jusqu'à préſent les nations n'ont obtenu qu'une liberté précaire qui, faute d'être établie ſur des fondements ſolides, peut ſe perdre à chaque inſtant: celles qui ſe croyent les plus libres, & qui nous vantent avec emphaſe les avantages de leur heureuſe conſtitution, paroiſſent encore bien éloignées de ſe faire une juſte idée de la liberté, de ſavoir la diſtinguer de l'anarchie ou de la licence, de connoître les moyens de la rendre inébranlable (14).

Les anciens, quoique fort zélés pour la liberté, ne nous en ont pas tranſmis des idées bien préciſes. Cette liberté fut ſouvent pour eux, ainſi que pour les modernes, un mot vague, une Divinité inconnue qu'ils adoroient ſans ſe la définir. Pour les Athéniens, la liberté ne fut que la licence effrénée d'un peuple vain, léger, oiſif, injuſte & cruel avec gayeté, qui ſouvent crut l'exercer en commettant les crimes les plus noirs & les plus oppoſés à ſes vrais intérêts. Quelle pouvoit être la liberté d'un peuple qui puniſſoit le mérite & la vertu par l'oſtraciſme & la cigue, ou qui perſécutoit les Ariſtides, les Socrates, les Phocions ?

Les Romains ſe crurent libres, dès qu'ils n'eu-

(14) En Angleterre le Peuple ſe livre à la plus grande licence, & à des ſéditions très-fréquentes; ceux qui gouvernent la Nation n'ont encore pu établir aucune ſûreté dans les chemins, où les voleurs exercent leurs brigandages. Les Anglois craignent la *Police*, parce qu'ils la regardent comme un inſtrument qui, dans la main du Souverain, peut introduire le Deſpotiſme : ils aiment mieux être volés, que de confier au Monarque le ſoin de les garder, & celui-ci aime mieux laiſſer voler & aſſaſſiner ſes ſujets, que de leur permettre de ſe garder eux mêmes & ſans lui.

rent plus de Rois. Dupes d'un mot, ils furent dans tous les tems de la République des esclaves inquiets & turbulents, guidés par des tribuns ambitieux qui les souleverent à tout moment, & avec raison, contre des Sénateurs & des Patriciens confédérés pour exercer sur les Plébeiens, & l'usure, & la tyrannie la plus dure. Impatientés de leur joug, à la suite de dissensions, de guerres civiles & de proscriptions sanglantes; affoiblis par leurs fureurs, ces fiers Romains tomberent sous le joug d'un Dictateur, qui les transmit comme son héritage à des Empereurs détestables, sous lesquels ces ennemis du nom royal, furent des esclaves très-satisfaits d'avoir du pain & des spectacles (15), & dans les cœurs desquels il ne fut plus possible de réveiller aucun sentiment de liberté.

ON nous montre les Pompées, les Catons, les Cicérons, les Brutus comme des champions & des martyrs de la liberté romaine, tandis qu'en regardant la chose de plus près, on trouvera qu'ils n'ont été réellement que les défenseurs & les victimes des prétentions injustes du Sénat tyrannique, dont l'ambitieux César prétendit affranchir ses concitoyens : celui-ci, sous prétexte de délivrer sa Patrie du joug d'une Aristocratie oppressive, secondé par ses légions, la mit dans ses propres fers. Ainsi le peuple le plus libre devint l'esclave volontaire d'un citoyen rempli de courage & d'artifice qui, après l'avoir gagné par des largesses, des spectacles, des exploits glorieux, sçut habilement se servir du beau nom de liberté pour l'enchainer à jamais.

(15) *Panem & Circenses.*

VOYEZ JUVENAL. SAT. X. VERS. 81.

Faute d'avoir des idées vraies de la liberté, les Peuples furent communément les dupes de ceux qui facrifioient évidemment la Patrie à l'ambition qu'ils avoient d'y jouer eux-mêmes un rôle diftingué. Les factions dans les corps politiques peuvent être comparées aux héréfies & aux difputes dans la Religion : les Peuples y prennent part fans jamais y rien comprendre ; ils fe battent pour des mots auxquels on leur a dit d'attacher de l'importance. *Liberté* ne fut prefqu'en tout pays qu'un mot de ralliement dont des ambitieux impofteurs fe fervirent, comme les Prêtres du mot *Religion* pour enflammer la multitude. Des fourbes profitent de la crédulité du vulgaire & ne l'échauffent pour la liberté, que dans la vue d'exercer eux-mêmes la plus affreufe des licences.

La liberté, comme on l'a dit ci-devant, eft le pouvoir de prendre les moyens néceffaires pour fe procurer le bien-être. Cette liberté eft limitée par la raifon ou par l'intérêt de notre propre confervation, même lorfque nous nous trouvons feuls. Dans l'état de fociété, les limites de la liberté du citoyen font fixées, foit par l'équité naturelle qui lui défend de nuire aux autres, foit par des loix pofitives deftinées à lui faire obferver fes devoirs envers fes affociés.

Ainsi dans quelque état que l'homme fe trouve, quoiqu'il ait le droit d'être libre, quoique la liberté politique foit néceffaire à fon bonheur, il ne lui eft pas permis d'en abufer : feul ou dans l'état de nature, il eft puni de l'abus qui nuit à fon bien-être : dans la Société, il en eft puni par la loi qui protége fes affociés, comme elle le protege lui-même.

La Société n'eſt utile que parce qu'elle fournit à ſes membres les moyens de travailler librement à leur bonheur. D'où il ſuit que le gouvernement, fait pour exécuter les intentions de la Société qu'il repréſente, doit à ſes ſujets la liberté néceſſaire à leurs travaux, & doit aſſûrer cette liberté par des loix capables de réprimer tous ceux qui voudroient l'envahir. La liberté eſt donc une dette, & non une faveur : elle eſt un bien ſans lequel tous les autres avantages diſparoiſſent. La Société, le Gouvernement, la Loi ne ſont faits que pour nous tracer la route au bien-être, de façon à ne point mettre d'obſtacles au bien-être des autres.

Un Pays vraiment libre ſeroit celui où chaque citoyen, protégé par la Loi, jouïroit de la faculté de travailler à ſon propre bien-être, ou à ſon intérêt particulier, & où il ne ſeroit permis à perſonne d'agir contre l'intérêt général, ou de nuire au bien-être de ſes concitoyens. Une Société eſt libre quand tous ſes membres ſans diſtinction ſont ſoumis à l'équité, qui eſt invariable, & non à la volonté de l'homme ſi ſujette à changer. Une liberté juſte ne laiſſe à chacun que le pouvoir de chercher ſon avantage propre, ſans préjudice de celui d'un autre. On n'eſt plus libre, on eſt licencieux, dès qu'on s'écarte des regles immuables de l'équité, de la vertu, de la morale, que nulle inſtitution ne peut jamais contredire, que nulle Société ne peut anéantir ſans ſe détruire elle-même.

La liberté ne conſiſte donc pas, comme quelques gens l'imaginent, dans une égalité prétendue entre les concitoyens : cette chimère adorée dans les Etats Démocratiques, mais totalement in-

compatible avec notre nature, qui nous rend inégaux pour les facultés, soit du corps, soit de l'esprit. Cette égalité seroit encore injuste, & dès-lors incompatible avec le bien de la Société, qui veut que les citoyens les plus utiles à la chose publique soient les plus honorés, les mieux récompensés, sans être pour cela dispensés de la loi générale qui prescrit à tous des regles uniformes. La vraye liberté consiste à se conformer à des loix qui remédient à l'inégalité naturelle des hommes, c'est-à-dire, qui protégent également le riche & le pauvre, les grands & les petits, les souverains & les sujets. D'où l'on voit que la liberté est également avantageuse à tous les membres de la Société.

QUAND on nous dit que les loix doivent être stables & permanentes, on ne veut pas indiquer par là que jamais ces loix ne puissent être changées: les circonstances & les besoins des nations n'étant pas éternellement les mêmes, leurs loix sont faites pour se régler sur ces circonstances & ces besoins. (16) Les loix ont toute la fixité & la stabilité convenable, quand personne ne peut les changer, sans l'aveu de la nation, pour qui ces loix sont faites. Par-tout où quelqu'un est le maître de changer les loix sans l'approbation de la Société, il ne peut pas y avoir de liberté.

QUELQUE soit la forme du Gouvernement, l'on est libre par-tout où il n'est permis à per-

(16) On assure que dans la République de Gènes, la durée de toute loi est fixée à cinquante ans, au bout desquels le Sénat délibere pour savoir si elle doit être abrogée, ou si l'on doit continuer de l'observer. Les loix que le sage Locke avoit faites pour la colonie de la Caroline, ne devoient durer que cent ans.

ſonne d'exercer la licence ou de toucher aux loix : on eſt eſclave par-tout où ceux qui gouvernent, peuvent ſe mettre au-deſſus de la juſtice & des loix. La loi aſſûre la liberté, elle ne la détruit pas ; elle eſt faite pour lier les mains de tous ceux qui voudroient envahir la liberté des autres ou les priver de leurs droits. Tout Souverain qui veut empiéter ſur la liberté de ſon Peuple, eſt un prévaricateur, un uſurpateur, un ennemi de la Société. La liberté ne donne pas le droit de réſiſter à l'autorité, ou de s'exempter des regles ; elle donne le droit de faire ce qu'on doit vouloir & non pas ce qu'on veut. En un mot, être libre, c'eſt n'obéir qu'aux loix.

Un citoyen n'exerce pas ſa liberté en réſiſtant à une autorité légitime; il eſt alors un inſenſé qui briſe la barriere deſtinée à le garantir lui-même. *Tout citoyen*, dit Locke, *qui renverſe un gouvernement équitable, ſe rend coupable du ſang & des maux de ſes concitoyens.* Tout ſouverain qui anéantit les loix, eſt un forcené qui s'expoſe à la licence des citoyens qu'il a lui-même déchaînés.

Les paſſions des hommes doivent être, ou contenues par la raiſon, ou réprimées par la crainte. Tout homme qui ne craint rien ſur la terre, ou qui n'écoute pas la raiſon, devient un être inſociable. Une nation qui connoît le prix de ſa liberté, doit déſarmer l'ambition de ſes chefs, la priver de la force dont elle pourroit abuſer, lui preſcrire des regles qu'elle ne puiſſe enfreindre ſans danger. En un mot, c'eſt évidemment à la Société qu'il appartient de régler la maniere dont elle veut être gouvernée, & de juger ſi les regles ſont fidélement obſervées.

Mais, comme on a vu, la violence & le dé-

ſordre ont ſeuls préſidé, ſoit à l'établiſſement, ſoit aux réformes des gouvernements. Les nations ſans expérience ont rarement ſu ce qu'elles devoient exiger de leurs ſouverains, & n'ont eu ni la force, ni la prudence, ni la prévoyance néceſſaires pour leur preſcrire des régles d'adminiſtration; quand elles en ont fait, elles ont été ſi vagues & ſi peu préciſes, qu'il fut toujours facile à l'audace de les étendre; ou à l'adreſſe de les éluder. Les loix qui reglent le pouvoir ſuprême devroient être les plus ſimples & les plus claires de toutes; elles ſont les plus importantes au bonheur ſocial; dans les cas incertains ou douteux, c'eſt à la nation ſeule qu'appartient le droit de les interprêter, de les étendre ou de les raſſûrer, en un mot, de faire connoître ſes vraies intentions.

Il n'exiſte pas encore de forme de gouvernement, par laquelle la liberté publique ſoit convenablement aſſûrée & l'ambition des chefs efficacement contenue. La liberté eſt incertaine & chancelante dans les nations mêmes qui en paroiſſent le plus fortement épriſes; elle eſt totalement bannie de toutes les autres contrées de la terre où ſon nom même eſt entiérement ignoré. (17)

(17) Un peuple de Labor & de Kachemire appellé *Seyk* eſt gouverné par quatre Magiſtrats élus tous les ans par leurs concitoyens. Le Souverain de cette nation eſt un livre placé ſur un thrône avec un ſabre, un bouclier & un poignard: par ces ſymboles ce Peuple Républicain déſigne qu'il n'eſt gouverné que par la loi qui punit, qui protege & qui commande également aux chefs & aux citoyens. Les quatre Magiſtrats ſont chargés de conſulter le livre & d'annoncer au Peuple les oracles de la loi qui ſont reçus avec une vénération

CHAPITRE IV.

Du Gouvernement mixte. Des Repréſentans d'une Nation.

DANS la vue de remédier aux abus & aux inconvéniens de chacun des Gouvernements dont nous avons parlé, quelques peuples ont imaginé des Gouvernements *mixtes*, c'eſt-à-dire, dans leſquels l'autorité ſouveraine fut partagée & contrebalancée par des corps chargés de ſtipuler les intérets de la Société, & de reclamer en ſon nom contre les abus dont elle peut ſouffrir. La néceſſité de ces corps eſt déja un vice dans la conſtitution d'un Etat, où les intérêts du Souverain ne devroient jamais être oppoſés à ceux de ſes ſujets. Ceux-ci connurent très-rarement, les vrais moyens de ſe mettre en garde contre une autorité deſtinée à les protéger & à les rendre heureux.

LES nations, compoſées d'une ſoule d'individus peu d'accord, ne purent pas communément ſtipuler par elles-mêmes leurs propres intérêts: elles furent obligées de choiſir des *Repréſentants*, c'eſt-à-dire, des citoyens qu'elles chargerent de parler en leur nom, d'expoſer au Souverain leurs

tion profonde. D'autres relations nous apprennent que ce Peuple eſt ſans culte ainſi que ſans Monarque, & qu'il eſt le plus vertueux & le plus courageux de l'Indoſtan.

VOYEZ LE JOURNAL DES BEAUX ARTS, MARS 1771 PAG.408. ET SS. ET DOW. HIST. DE L'INDOSTAN.

intentions, leurs befoins & leurs vœux. Dans prefque tous les pays foumis au Gouvernement Monarchique, nous voyons quelque corps chargé de délibérer avec le Prince fur les affaires publiques. Le Sénat Romain établi par Romulus fut un corps de Repréfentants, ou un Confeil national établi par le Souverain lui-même. Suivant Tacite, toutes les nations de la Germanie jouïffoient d'un Gouvernement mixte, dans lequel le chef délibéroit avec les guerriers les plus diftingués ou les nobles, qui concouroient avec lui dans la confection des loix & dans les affaires d'importance. On retrouve la même forme de Gouvernement chez les Scythes, les Tartares, les Sarmates, les anciens Saxons; & chez les Modernes parmi les Polonois, les Suédois, les Allemands, les Anglois, les François, &c.

Les Gouvernements pour la plupart, comme on a vu ci-devant, fe font établis par la force des armes. Les peuples vaincus reçurent la loi des vainqueurs, qui communément les gouvernerent d'une façon militaire. Réduits en efclavage, ces peuples n'eurent point de part à l'administration publique, ils ne furent comptés pour rien dans l'Etat; les guerriers coopérateurs de la conquête, devinrent les feuls Repréfentants de la nation, & réglerent fon fort conjointement avec le Souverain. Mais ces Repréfentants, établis par la force ou par la volonté du Prince, fongerent rarement à ftipuler les intérêts d'un peuple méprifé; ils ne penferent qu'à leurs propres intérêts, qui déciderent de tout & devinrent la loi générale; ils profiterent de la foibleffe des Rois pour limiter l'autorité fuprême, que ceux-ci ne purent maintenir contre des guerriers turbulents

&

& féditieux qui jamais ne connurent d'autre loi que la force. Ainſi ces Repréſentants devinrent des Tyrans également incommodes & pour les Souverains & pour les Sujets. Tel fut l'état des choſes durant le brigandage ſyſtématique connu ſous le nom de *Gouvernement Féodal*, qui, pendant un grand nombre de ſiecles, régla le ſort de preſque toutes les Nations Européennes, & qui ſubſiſte encore, en tout ou en partie, chez quelques peuples modernes. Les nobles ou les grands ſont preſqu'en tout pays les Repréſentants nés des nations; en conſéquence, les nations ſont communément ſacrifiées aux intérêts des grands, qui, après les avoir ſéparés de ceux de la Société, finiſſent tôt ou tard par devenir les eſclaves d'un Prince habile.

Les Rois profiterent habilement des diviſions continuelles de ces Repréſentants, armés pour les ſoumettre à l'autorité ſouveraine. Dans la vue de contrebalancer leur pouvoir, ils admirent le peuple, ſous le nom de *Communes* ou de *Tiers-Etat*, dans les aſſemblées nationales, où celui-ci fut repréſenté par des citoyens de ſon corps. De cette maniere, la partie la plus nombreuſe de la nation obtint le droit de prendre part aux affaires & de ſtipuler ſes propres intérêts. Mais comme ces intérêts ne s'accorderent que rarement avec ceux des Princes, ceux-ci ſe ſervirent des forces & des richeſſes dépoſées dans leurs mains, pour diviſer, intimider, corrompre les Repréſentants de leurs nations, qui eurent ſouvent autant à redouter la trahiſon ou la vénalité de ceux qu'elles avoient chargés de ménager leurs droits, que les entrepriſes violentes ou les artifices de la puiſſance ſuprême. Les Souverains, qui toujours

tendirent au Defpotifme, ont fouvent réuffi à détruire peu-à-peu les corps anciennement chargés de tempérer & de balancer leur pouvoir : ces corps font anéantis dans plufieurs contrées ; mais quand les Rois n'ont pu parvenir à les faire difparoitre, ils fe font fervis de l'appas des titres, des récompenfes, des places, des richeffes, pour mettre dans leurs propres intérets ceux qu'ils voyoient chargés des intérêts de leurs peuples. Ainfi la repréfentation devint illufoire, & la Puiffance fouveraine trouva pour l'ordinaire, dans les Repréfentants des nations, des hommes toujours difpofés à entrer dans fes vues, & à munir fes volontés de leurs fuffrages vénaux.

C'EST ainfi que par l'activité des Princes ou de leurs Miniftres, par la perfidie des Repréfentants des peuples, par la divifion des intérets des différents Ordres de l'Etat, par la négligence ou l'inexpérience des nations, la liberté fe perd peu à peu, & finit fouvent par faire place à un Defpotifme avéré, qui parvient quelquefois à l'éteindre totalement dans le cœur même des fujets.

LE problême le plus important en politique, c'eft de trouver le moyen d'empêcher que ceux qui n'ont aucune part au Gouvernement ne deviennent la proie de ceux qui les gouvernent. Quels remedes oppofer à l'ambition des Princes, toujours prêts à tout envahir ? Comment une nation peut-elle fe mettre en garde contre les trahifons de ceux qu'elle charge de parler en fon nom ? Comment garantir fes Repréfentans des féductions de la Puiffance Souveraine, qui diftribue tous les biens que les hommes défirent ? Ces effets ne peuvent s'opérer que par le moyen de bonnes loix, faites pour fixer les droits & des Souverains

& des Repréſentans du Peuple, & pour réunir d'intérêts tous les membres de la Société.

Une trop grande maſſe de pouvoir & de richeſſes confiée au Monarque, des prérogatives trop étendues, des droits indéfinis, ſont des choſes qui l'inviteront toujours à empiéter ſur les droits légitimes de ſon peuple. Un Prince toujours armé deviendra tôt ou tard le maître abſolu d'un peuple déſarmé; celui-ci n'aura jamais la force de parer les coups inopinés que l'autorité ſouveraine voudra lui porter. Tant de nations ne ſont aſſervies, que parce qu'en tout pays leurs chefs ont à leurs ordres des mercenaires, des hommes ſans patrie, ou qui ne connoiſſent pas d'autres liens que ceux qui les attachent aux intérêts de leurs maitres. C'eſt de la Société que doivent dépendre les citoyens qu'elle ſtipendie; c'eſt a la Société qu'ils doivent jurer d'etre fideles: nulle puiſſance ne peut avoir le droit d'armer contre la patrie les enfans qu'elle nourrit; c'eſt pour ſe défendre qu'une nation a des armées. Ce n'eſt pas pour être aſſervie qu'elle entretient des ſoldats: une nation armée tient dans ſes mains ſa propre ſûreté. Dans un pays jaloux de ſa liberté, tout citoyen devroit être en état de porter les armes. Si le métier de la guerre faiſoit partie de l'éducation publique, nulle force ne pourroit uſurper les juſtes droits d'un peuple.

Les deniers publics, levés ſur le travail & les poſſeſſions des citoyens, ſont deſtinés à ſervir aux vrais beſoins de l'Etat; ils ne ſont pas faits pour entretenir la ſplendeur & la vanité d'une Cour, ou pour corrompre les Repréſentants du peuple. Ce n'eſt pas pour alimenter la pareſſe de quelques courtiſans inutiles, ou pour récompen-

ſer les conſeils perfides de quelques favoris, que les citoyens ſacrifient une portion de leurs biens. Les tréſors d'une nation ne peuvent ſans une prévarication manifeſte, être employés à la corruption ou à payer des traîtres. La nation elle-même doit confier les fonds deſtinés au maintien de la choſe publique, à des hommes choiſis qui lui en rendent un compte fidèle à elle-même, ſous peine d'être ſévérement punis. Les malverſations & les vols publics, ſont-ils donc les ſeuls que les loix doivent autoriſer ?

Pour être fidèlement repréſentée, la Nation choiſira des citoyens liés à l'Etat par leurs poſſeſſions, intéreſſés à ſa conſervation ainſi qu'au maintien de la liberté, ſans laquelle il ne peut y avoir ni bonheur ni ſûreté. En vain une Société remettroit-elle ſon ſort entre les mains d'hommes avares, vicieux, débauchés, ſans conduite, ſans lumieres, ſans probité, qui ne connoîtroient point les droits de l'équité ; le peuple ne ſe trompe guères ſur les hommes qu'il a ſous les yeux ; quiconque a du mérite & des talents ſe fait bientôt connoître à ſes concitoyens. Une nation doit choiſir des gens de bien, ſi elle veut être tranquille ſur ſes intérêts.

Pour avoir des Repréſentants dignes de ſtipuler les intérêts de la patrie, la vénalité, la corruption, la licence & la brigue doivent être rigoureuſement bannies des élections ; un peuple qui vend lâchement ſes ſuffrages doit s'attendre à être lâchement revendu. La voie tranquille du ſcrutin doit être préférée à ces élections tumultueuſes, qui néceſſairement font diſparoître le ſang-froid de la raiſon. Quels fruits peut-on ſe promettre de Repréſentants élus au milieu de la

crapule, & dans des orgies auſſi turbulentes que le feſtin des Centaures & des Lapithes!

Satisfaits du choix honorable de leurs concitoyens, ou, ſi l'on veut, du ſalaire fixé par la nation, les Repréſentants s'engageront de la façon la plus ſolemnelle à ne recevoir ni faveurs, ni penſions, ni graces du Trône, ſous peine d'être déchus par le fait du droit de ſtipuler les intérêts de leurs concitoyens. Que ceux-ci d'ailleurs ſe conſervent le droit de révoquer les pouvoirs qu'ils trouveront avoir remis en des mains infidèles. N'eſt-il donc pas dans l'ordre que les Repréſentants dépendent de leurs Conſtituants, qui ſeuls doivent juger s'ils ſont bien ou mal repréſentés?

Nul Repréſentant d'un Peuple ne doit être perpétuel, ni tranſmettre ſon droit à ſa poſtérité. Les intérêts de tout homme ſont ſujets à varier: tout corps permanent ſe fait des droits & des intérêts à part. La naiſſance ne donne ni les talents, ni la ſageſſe, ni les vertus néceſſaires pour remplir des fonctions, deſquelles dépend le bien-être d'une nation entiere. Le mérite perſonnel doit conduire à cette magiſtrature honorable.

La faculté d'élire des Repréſentants ne peut appartenir qu'à de vrais citoyens, c'eſt-à-dire, à des hommes intéreſſés au bien du Public, liés à la patrie par des poſſeſſions qui lui répondent de leur attachement. Ce droit n'eſt pas fait pour une populace déſœuvrée, pour des vagabonds indigents, pour des ames viles & mercenaires. Des hommes qui ne tiennent point à l'Etat, ne ſont pas faits pour choiſir les adminiſtrateurs de l'Etat.

Par le mot *Peuple*, on ne déſigne point ici

une populace imbécille qui, privée de lumieres & de bon sens, peut à chaque instant devenir l'instrument & le complice des Démagogues turbulents qui voudroient troubler la Société. Tout homme qui a de quoi subsister honnêtement du fruit de sa possession; tout pere de famille qui a des terres dans un pays, doit être regardé comme citoyen. L'artisan, le marchand, le mercenaire, doivent être protégés par l'Etat, qu'ils servent utilement à leur maniere; mais ils n'en sont de vrais membres, que lorsque, par leur travail & leur industrie, ils y ont acquis des biens fonds. C'est le sol, c'est la glèbe qui fait le citoyen; un Politique moderne a dit avec raison, que *la terre constitue la base physique & politique d'un Etat.*

Une représentation sagement distribuée, pourroit remédier aux inconvénients qui résultent de la trop grande étendue d'une nation. Dans ce cas, chaque province ou district pourroit avoir une assemblée de Représentants ou d'Etats Provinciaux, établie dans chaque district, qui choisiroient quelques-uns de leurs membres ou députés pour se rendre à l'Assemblée Nationale, ou aux Etats Généraux. Ces Etats particuliers donneroient leurs instructions à leurs Députés, & leur prescriroient la conduite qu'ils auroient à suivre, d'après le vœu du district ou de la province.

Enfin les Etats ou Représentants d'une nation, doivent avoir le droit de s'assembler à volonté, pour travailler aux affaires publiques, ou bien à des tems fixés; sans avoir besoin d'une convocation expresse: ils doivent pareillement se séparer de leur plein gré. L'expérience nous montre que les Princes, toujours ennemis des obstacles qui s'opposent à leurs volontés arbitraires, ne sont

pas empreſſés à convoquer les Repréſentans de leurs Peuples ; ou bien ils diſſolvent leurs aſſemblées ; dès qu'ils ne prévoyent pas pouvoir les amener à leurs vues.



CHAPITRE V.

De la Liberté de penſer. Influence de la Liberté ſur les Mœurs.

LA libre communication des idées, l'inſtruction, la publication des découvertes utiles ſont des choſes intéreſſantes pour toute Société. Tout bon citoyen doit ſes talents & ſes lumieres à ſes aſſociés. Ainſi, dans un pays bien gouverné, l'homme eſt en droit de penſer, de parler & d'écrire ; cette liberté eſt une digue puiſſante & néceſſaire contre les complots & les attentats de la tyrannie. Un bon avis, un écrit peuvent être quelquefois des ſervices importans. Il n'eſt point de citoyen qui ne doive contribuer à la félicité de ſon pays ; l'homme qui penſe, inutile & déſagréable ſous le Deſpotiſme, ſert ſa Patrie par ſes recherches & ſes réflexions. L'apathie, l'indifférence pour le bien public ne peuvent être des vertus, que dans des eſclaves ; elles n'en ſont pas pour l'homme de bien qui doit s'intéreſſer au bonheur de ſa Patrie.

Celui qui, ſous prétexte de ſervir la Société, ne cherche qu'à la troubler en calomniant ſes chefs, en allarmant mal-à-propos ſes concitoyens, en plongeant le poignard dans le cœur

de ſes aſſociés, un tel homme, dis-je, n'exerce point ſa liberté, mais ſa méchanceté. On ne trouble point par des écrits un pays bien gouverné; une adminiſtration équitable a dans ſa conduite même de quoi confondre l'impoſture. La vertu eſt un bouclier impénétrable à la calomnie. Priver les citoyens de la liberté de parler & d'écrire, ſous prétexte qu'ils peuvent en abuſer, eſt auſſi peu ſenſé, que de les empêcher d'avoir des flambeaux pour s'éclairer, ſous prétexte que l'on peut s'en ſervir pour produire un incendie.

La liberté de penſer en matiere de Religion, ne peut être ravie aux hommes, que par une injuſtice auſſi abſurde qu'inutile. Chaque homme ayant reçu la religion de ſes peres, y eſt attaché par habitude, & la ſuppoſe néceſſaire à ſon bonheur éternel. Il n'appartient donc qu'à la tyrannie de vouloir lui arracher ce qui lui paroît indiſpenſable à ſon bien-être. Nonobſtant ces réflexions ſi ſimples, on ne voit pas, même dans les nations les plus libres, une tolérance complette en matiere de religion. Le Chriſtianiſme, inſociable par ſon eſſence, ne permet guères aux partiſans de ſectes différentes de s'aimer. En tout pays la Religion du Prince opprime & fait ſentir ſon antipathie à ceux qui refuſent de l'admettre. Rien de plus contraire à l'humanité, à la juſtice, à la ſociabilité parfaite, que toutes les Religions nationales qui prétendent jouïr excluſivement de l'approbation du ciel; elles deviennent communément tyranniques, ennemies de la liberté de l'homme, & foulent aux pieds les devoirs les plus ſaints de la morale.

Les ſectes multipliées ne deviennent dangereuſes dans un Etat, que lorſque l'une d'entr'el-

les s'arroge le droit de perſécuter ou d'opprimer les autres. La violence ſeule fait éclore des fanatiques, & produit des troubles dans l'Etat. La liberté de penſer & d'écrire eſt un contrepoiſon aſſûré contre les folies & les tranſports du fanatiſme. La raiſon cultivée en liberté, répand ſes lumieres chez un peuple libre, & amortit peu-à-peu l'influence des chimeres & des terreurs paniques. D'ailleurs ſous un gouvernement heureux & ſage, les impoſteurs n'ont pas de motifs pour échauffer les eſprits; ce n'eſt que dans une nation opprimée & mécontente, que les fourbes trouvent des matériaux diſpoſés à s'allumer. Une nation vraiment libre ſeroit bientôt heureuſe & raiſonnable, & par conſéquent très-difficile à troubler.

On nous dira peut-être que les pays libres que nous voyons aujourd'hui, ſont ſujets à des troubles fréquents, & à des factions continuelles. Mais il eſt aiſé de voir que ces déſordres viennent de ce que, même dans les nations les plus libres, la liberté n'eſt point encore établie ſur une baſe aſſez ſolide. On eſt forcé de craindre ſans-ceſſe pour elle, ſur-tout quand on a lieu de voir qu'elle eſt ſans-ceſſe ouvertement & ſourdement attaquée par des ennemis puiſſants, & défendue par des amis foibles ou des traîtres. D'ailleurs, comme on a déjà dit, les agitations auxquelles des pays libres ſont ſouvent expoſés, ſeroient elles-mêmes préférables à la ſtagnation mortelle que le deſpotiſme produit. Mais nous avons déjà fait voir ce que l'on doit penſer de la tranquillité que le Deſpotiſme procure; & tout nous prouve que c'eſt dans les contrées où il regne avec le plus de violence, que l'on voit les révolutions les plus ſubites, les plus terribles, les plus fatales aux Souverains.

Les révoltes des peuples ſont toujours des effets de l'oppreſſion & de la tyrannie : les peuples ne prennent de la défiance & de la haine pour leurs chefs, qu'après avoir apperçu des marques réitérées de leur mauvaiſe volonté. L'injuſtice des Souverains briſe les liens de la Société ; leur licence invite les peuples à la licence ; leurs attentats provoquent des attentats, ou forcent les Nations à les punir & à ſe faire juſtice elles-mêmes. Si les Princes étoient plus juſtes, les Sujets ſeroient plus tranquilles . s'ils n'attentoient pas à tout moment ſur les droits des hommes & ſur leur liberté, ils ne fourniroient pas ſi ſouvent des prétextes aux entrepriſes des factieux, des eſprits inquiets & turbulents. En général les hommes préférent le repos au mouvement : leur pareſſe, leur timidité, l'amour du repos, les liens ſi puiſſants de l'habitude les retiennent, tant qu'ils croyent entrevoir le terme de leurs peines. Ne voyons-nous pas des peuples très-malheureux, qui ſouffrent en ſilence, & qui n'oſent rien entreprendre pour améliorer leur ſort ? Il n'y a pour l'ordinaire que l'excès de la tyrannie, qui mette les nations en feu ; c'eſt alors les Tyrans que l'on doit regarder comme les vrais incendiaires. Locke nous dit, qu'*une longue ſuite d'oppreſſions, d'abus, de négligences, d'injuſtices, de prévarications font aſſez connoître à tout citoyen raiſonnable, l'état de ſon pays, & en cas que pour lors la nation vienne à s'expliquer, il ſaura qu'il ne doit pas ſe ranger du côté des brigands & des pirates.*

C'est, je le répete, à la Nation, ſource unique & véritable de toute autorité légitime, qu'il appartient de juger ſi elle eſt bien ou mal gouvernée, bien ou mal repréſentée ; ſi ſes loix lui ſont utiles

ou nuiſibles. Un Gouvernement, quel qu'il ſoit, eſt fait pour la Nation, & non la Nation pour le Gouvernement. Les Rois ſont faits pour les Peuples, & non les Peuples pour les Rois. Une Nation eſt donc en droit de révoquer, d'annuller, d'étendre, de reſtreindre, d'expliquer, d'altérer tous les pouvoirs qu'elle a donnés : quand elle combat un Tyran, elle combat un furieux, elle ſe défend de ſes coups, ce n'eſt pas elle qui ſe révolte, c'eſt le Tyran. Si chaque individu de notre eſpece a le droit de ſe défendre contre l'aggreſſeur qui l'attaque, par quelle étrange juriſprudence une Nation en corps ſeroit-elle privée d'un droit que l'on ne peut conteſter au dernier des citoyens ? Un Peuple peut, non ſeulement réſiſter au Tyran qui l'outrage & qui travaille à ſa ruine, mais encore il peut le traiter en ennemi : s'il a violé les loix, de quel droit réclameroit-il la protection de ces loix ? Deſtinées à ſervir de bouclier à ceux qui rempliſſent leurs engagements envers la Société, elles ſont faites pour châtier tous ceux qui s'en déclarent les ennemis.

Mais ſi les Nations jouïſſent inconteſtablement du droit de punir les Tirans qui les outragent, ce droit n'appartient aucunement au citoyen iſolé ; celui-ci ne pourroit ſans crime ſe rendre juge dans ſa propre cauſe. Le plus juſte des Princes, le plus cher à ſon peuple ne ſeroit pas à couvert des attentats d'un fanatique ou d'un ſcélerat, s'il étoit permis à tout citoyen de juger ou de punir les chefs de la Société. C'eſt à des Loix fondamentales, dictées par la juſtice, la prévoyance, le ſang froid, qu'il appartient de fixer les droits des Princes & les bornes de l'obéiſſance des Sujets. C'eſt d'après ces loix, & non

d'après le caprice ou le reſſentiment du citoyen ſouvent aveugle, que les Souverains doivent être jugés. (18)

TOUJOURS inquiets ſur des droits qu'ils ſavent n'être fondés que ſur l'opinion & le préjugé; toujours jaloux d'une autorité qu'ils ne veulent partager avec perſonne; toujours avides d'un deſpotiſme qu'ils ne peuvent exercer ſans allarmes & ſans danger, les Princes regardent communément tous ceux qui réclament en faveur des Peuples, comme des ennemis de toute autorité, tandis qu'ils en ſont les amis les plus ſinceres. Si nul Citoyen n'eſt intéreſſé à vivre dans la ſervitude, nul Souverain n'eſt intéreſſé à exercer la tyrannie, qui, comme tout le démontre, devient toujours fatale à celui qui l'exerce, & met en danger ſa vie ainſi que ſon autorité.

INDÉPENDAMMENT de l'équité qui veut que le Souverain rempliſſe ſes devoirs, il eſt de ſon intérêt d'être exactement inſtruit des beſoins, des vœux, des diſpoſitions de ſon Peuple: celui-ci ne peut s'exprimer paiſiblement que par la voix de ſes Repréſentans, qui partagent ſes beſoins & forment les mêmes deſirs. Lorſque les loix fon-

(18) Suivant les Loix de Sparte, les Ephores étoient les Juges des Rois, & les puniſſoient au nom de la Nation, quand ils l'avoient mérité: ce Tribunal avoit même le droit de les condamner à la mort. Si Charles I. Roi d'Angleterre fut un Tyran, il fut condamné par des rebelles, qui de leur autorité privée s'établirent Juges du Souverain ſans l'aveu de la Nation. Les peuples preſqu'en tout pays, ou n'ont pu faire des Loix, ou ont ſi peu prévu les cas, que la violence termine ſeule les querelles des Nations avec leurs Chefs. Juſqu'ici dans aucune contrée les hommes ne ſont parvenus à faire, ni des Loix fondamentales ſolides, ni des *Capitulations* ſtables & raiſonnables avec les Souverains.

damentales d'un Etat ont négligé d'établir des corps chargés de ſtipuler les intérêts des Nations; ou lorſque la Tyrannie eſt parvenue à fermer la bouche de ceux qui étoient originairement deſtinés à parler en leur nom, par la néceſſité même des choſes, il ſe forme des corps qui repréſentent aux Souverains les vérités, que leurs Courtiſans & leurs Miniſtres leur laiſſoient ignorer. En les réduiſant au ſilence, le Prince ne déclare-t-il pas hautement qu'il ne veut pas connoître la vérité, qu'il approuve les abus dont ſes ſujets ſe plaignent, qu'il prétend les éterniſer? Les eſclaves d'un tyran n'ont perſonne qui lui parle pour eux; ils ne lui parlent que par des révoltes, des révolutions, des aſſaſſinats. Les Janiſſaires ſont en Turquie les ſeuls Repréſentans de la nation. Pour les fautes d'un Viſir, ils égorgent un Sultan, qui ſouvent ne ſe doute pas que ſon Peuple eſt mécontent. Dans les Gouvernements Deſpotiques, les plus grandes révolutions ſont communément amenées par les cauſes les plus légeres & les plus imprévues. Le Deſpote eſt toujours expoſé aux coups de ſes eſclaves, qui jamais ne voyent qu'en lui la ſource de leurs maux; il eſt exterminé ſouvent avec plus de promptitude & moins de formalité que le dernier de ſes Sujets. C'eſt toujours la tyrannie qui arme les mains des hommes contre elle-même. Tels ſont les effets de ce gouvernement dangereux pour lequel les Princes ont la folie de ſoupirer, faute d'en appercevoir les dangers.

Dans un Etat Deſpotique, le Deſpote le plus débonnaire eſt ſouvent traité avec autant de fureur que le tyran le plus coupable, il eſt puni pour les crimes de tous ſes miniſtres. *Ton régne*

est fini, disoit un Effendi au Sultan Achmet, *tes sujets révoltés ne te veulent plus pour maitre, ils demandent à grands cris ton neveu. Que ne m'a-t-on plutôt appris la verité*, répondit le Sultan accablé. Mais quel est le téméraire qui oseroit parler vrai à un maitre dont un seul mot peut anéantir son esclave? Conseiller un Despote, *c'est* dit un Persan, *laver ses mains dans son propre sang*. Ce n'est que dans un pays libre que le Souverain peut entendre la vérité, & jouïr en sureté d'un pouvoir légitime.

On ne peut trop le répéter aux Princes; nulle Puissance sur la terre n'est assurée, si elle ne reconnoit des bornes, toujours assez fixées par la justice & la raison. Un pouvoir illimité entre la main de l'homme doit, par la nature même de l'homme, dégénérer en abus, & devenir aussi funeste pour celui qui l'exerce, que pour ceux contre lesquels ce pouvoir est exercé. Tout prouvera dans le cours de cet ouvrage, que l'intérêt du Souverain ne peut jamais sans danger se séparer de celui de la Société qu'il gouverne; cet intérêt demande que l'autorité suprême soit guidée par la morale, également nécessaire au bonheur & de ceux qui gouvernent, & de ceux qui sont gouvernés.

Il y a dans le pouvoir absolu quelque chose de si séducteur pour ceux qui ne l'ont point envisagé sous son vrai point de vue, qu'il est toujours très-difficile d'en soustraire une portion à ceux qui sont accoutumés à l'exercer tout entier; à ceux qui font consister leur gloire dans la faculté de suivre aveuglément leurs fantaisies; à ceux qui ont entre les mains des forces pour défendre ce pouvoir. L'affranchissement des peuples ne peut

être que l'ouvrage de la juſtice, de la ſageſſe, des lumieres, des grandes vues de ceux qui gouvernent; ou bien, à ce défaut, de la prudence des nations, que des circonſtances heureuſes peuvent quelquefois mettre à portée de réformer les abus qui les ont long-tems affligées.

Ce n'eſt qu'en éclairant les hommes, que l'on peut eſpérer de les rendre & meilleurs & plus heureux qu'ils ne ſont. Les Peuples & les Souverains ſont également intéreſſés aux progrès des lumieres, & ces lumieres ne peuvent être que le fruit de la liberté. Ce n'eſt que dans un pays libre, que l'homme apprend à penſer: tout homme qui ne réfléchit point eſt auſſi peu capable de régler ſes mœurs que de ſe rendre heureux. Le républicain eſt fier; le ſujet du deſpotiſme eſt ſouple & poli; le citoyen libre a du reſſort, de l'énergie, du courage; il connoît ſes droits, il ſent ſa dignité, il s'eſtime lui-même, il fait cas de l'eſtime des autres. Ces diſpoſitions, inconnues des ames avilies qui rampent ſous le deſpotiſme, viennent de l'idée de la ſécurité, de la connoiſſance des appuis que la Société procure, de la certitude où l'on eſt que perſonne n'eſt en droit de nuire. Dans une nation libre, chaque citoyen ſe ſent défendu par la loi & ſoutenu par tous ſes concitoyens; il ſait que ſa perſonne & ſes biens ne ſont point à la merci du plus fort, & que nulle puiſſance ne peut lui arracher des avantages qui lui ſont garantis par tous ſes aſſociés.

Ainsi la liberté ennoblit l'homme, éleve ſon ame, lui inſpire le vrai ſentiment de l'honneur, le rend capable de généroſité, d'amour du bien

public, d'enthousiasme pour la patrie, de noblesse & de vertu.

Ce n'est que dans un pays libre qu'il existe une patrie digne d'être aimée & défendue par ses enfans. La patrie n'est qu'une maratre peu faite pour etre aimée, quand elle est asservie sous les caprices d'un Tyran. C'est dans le sein d'une nation libre, que l'on trouve des vertus publiques: c'est-là que des citoyens opulents cherchent à plaire à la nation, à mériter son estime, à s'illustrer par des monuments utiles. Des esclaves abjects n'ont d'autre but que de plaire à leur despote & de gagner ses faveurs par des bassesses. Le pouvoir absolu amortit l'amour de la patrie; l'idée du bien public lui fait ombrage; rien ne se fait pour la nation; tous les monuments & les travaux n'ont pour objet que de repaître le faste, la vanité, la fantaisie du maître; le public dédaigné n'est jamais compté pour rien; dans les entreprises les plus ruineuses pour lui, on ne consulte que la commodité du Prince, & jamais, celle des Sujets méprisés. Le bon citoyen est une plante exotique & rare qui ne peut point prendre racine dans un terrein que le despotisme a desséché.

La raison cultivée est le plus sûr antidote contre la corruption des mœurs. Mais la raison ne se cultive que dans un pays de liberté. Le despotisme, ainsi que la superstition, est l'ennemi né de la raison humaine; il ne veut commander qu'à des esclaves privés de raison, de lumieres & de mœurs.

Si dans les pays qui jouïssent de la plus grande liberté nous voyons régner des vices & des désordres aussi grands que dans ceux qui sont asservis,

vis, c'eſt que juſqu'ici les Nations les plus libres n'ont point aſſez refléchi aux objets faits pour contribuer efficacement au bonheur national; elles n'ont point ſenti l'importance de l'éducation, la néceſſité de former dès l'enfance des citoyens vertueux; elles n'ont point reconnu les vices de ces inſtitutions antiques, qui livrent la jeuneſſe entre les mains des hommes les moins capables de la rendre utile à la Société. Les légiſlateurs de ces nations, entraînés par la routine, ou livrés eux-mêmes à des paſſions & à des vices nuiſibles, n'ont point ſenti la liaiſon néceſſaire de la vertu avec le bien public, & des lumieres avec la vertu. Ils n'ont pas vu que la liberté ne peut être bien défendue que par des ames nobles, honnêtes, généreuſes, & qu'elle ne peut longtems ſubſiſter, quand elle n'a pour ſoutien que des ames vénales ou des hommes corrompus. Enfin ces légiſlateurs n'ont point aſſez veillé ſur les mœurs du Peuple, qui communément privé de raiſon, ne ſait jamais diſtinguer la liberté de la licence. Le Peuple étant par-tout la portion la moins inſtruite & la plus inconſidérée d'une nation, eſt fait ſur-tout pour attirer l'attention du légiſlateur, & doit être contenu par des loix équitables & par une police ſévere qui l'empêche de troubler la Société ou de commettre des injuſtices.

Mais, par un effet naturel de la pareſſe ou du peu de prévoyance des hommes, ils s'endorment promptement, dès qu'ils jouïſſent du bien-être préſent, & s'occupent très peu de l'avenir. La liberté, continuellement attaquée par l'ambition active, demande à être défendue par des citoyens vigilants. L'engourdiſſement & le ſommeil ſont

auſſi nuiſibles à la liberté, que les factions & les diſſenſions civiles (19). Le deſpotiſme fait mettre tout à profit; quand il ne peut réuſſir de vive force, il s'introduit à la faveur de la langueur où les richeſſes & le repos plongent ſouvent les Nations. L'oppreſſion & le malheur, quand ils n'écraſent pas les hommes tout-à-fait, les tiennent éveillés & preſſent fortement le reſſort de leurs ames; voila pourquoi du ſein oppreſſé d'un eſclave dont l'ame n'eſt point encore briſée, l'on entend quelquefois ſortir des cris plus perçants que ceux des citoyens d'une Société qui jouït d'une partie de ſes droits.



CHAPITRE VI.

Réflexions ſur le Gouvernement Britannique.

SI les Nations doivent eſpérer de ſe voir quelque jour plus ſages & plus fortunées, ces effets, comme on vient de le dire, ne peuvent être attendus que du progrès des lumieres, du développement ultérieur de la raiſon humaine, des expériences réitérées, des réflexions ſérieuſes ſur le paſſé, le préſent & l'avenir. S'il eſt rare de trouver des hommes qui réflechiſſent, il eſt plus rare encore de trouver des nations dont les idées ſe tournent avec ſuite, même ſur les objets les plus intéreſſants pour elles. Les expé-

(19) *Libertas per inertiam amittitur.*

SALLUST.

riences des peres ſont communément perdues pour les enfants. Les révolutions antérieures ſont bientôt oubliées par les ſociétés préſentes. Le gros des hommes ſe laiſſe entraîner par l'habitude, & ne ſe donne gueres la peine de méditer ſur les choſes qui ſe paſſent ſous ſes yeux ; on croit que ce qui ſubſiſte a toujours ſubſiſté, & ne peut être autrement qu'il n'eſt. (20)

VOILA ſans-doute la cauſe de cette indifférence preſque générale que l'on trouve dans les hommes ſur les objets qui ſeroient en droit de les intéreſſer le plus ; voilà la cauſe de l'indolence qu'ils montrent, lorſqu'il s'agit de la réforme des mœurs ou des abus politiques. Chacun ſouffre ; chacun ſe plaint ; chacun deſireroit que les choſes allaſſent autrement, mais bientôt on ſe conſole, par l'idée qu'elles n'ont jamais été & ne ſeront jamais plus ſagement diſpoſées. C'eſt ainſi que preſque tout le monde raiſonne, C'eſt ainſi que la pareſſe des hommes vient à bout d'amortir & de vaincre en eux juſqu'à la tendance naturelle qui les excite à chercher le bien-être. Les Nations, comme les individus, perpétuellement occupées d'objets frivoles, dans leſquels l'opinion & le préjugé leur font placer la félicité ſuprême, perdent à chaque inſtant de vue les objets ſolides, & ſur leſquels leur félicité durable devroit s'établir. Des peuples, contents de jouir d'une portion de

(20) *Vivimus ad exempla, nec ratione componimur, ſed conſuetudine abducimur.* VOYEZ SENEC. EPIST. 124. *Aſſiduitate quotidianâ & conſuetudine oculorum aſſueſcunt animi, neque admirantur, neque requirunt rationes earum rerum quas vident.*

VOYEZ CICERO. DE NAT. DEORUM. LIB. II. CAP. 2.

liberté ſouvent très petite & très précaire, s'enthouſiaſment du commerce, s'enivrent de la paſſion des richeſſes, ſacrifient tout à cette idole vaine, s'engagent à tout moment dans des guerres fatales, ſe ruinent pour s'enrichir; & remplis de ces idées extravagantes, ne ſongent ni à remédier aux abus dont ils ſouffrent le plus, ni à ſe procurer le bonheur intérieur & domeſtique, ni à cimenter par de bonnes loix la liberté publique qu'ils ſont expoſés à voir diſparoître à tout moment. Voilà comment les hommes cherchent toujours le bonheur au-dehors, courent après ſon image, & ne voyent pas que c'eſt chez eux qu'il faudroit l'établir.

Appliquons ces réflexions à la Nation Britannique, la plus libre que l'on trouve maintenant ſur la terre; dont le gouvernement paſſe pour le chef-d'œuvre de la ſageſſe humaine; qui jouït des plus grandes richeſſes & du commerce le plus étendu, & qui pourtant, toujours en proie à des factions continuelles, ne renferme que des habitants mécontents de leur ſort, & ſouvent plus malheureux que les eſclaves du Deſpotiſme même.

Il ne ſuffit pas d'être riche pour être heureux, il faut encore ſavoir employer ſes richeſſes d'une façon propre à procurer le bonheur. Il ne ſuffit pas d'être libre pour être heureux; il faut ne point abuſer de la liberté, ne point la laiſſer dégénérer en licence, ne point en faire un uſage injuſte. Il ne ſuffit pas d'être libre pour conſerver ſa liberté; il faut en connoître le prix, la regarder comme le plus grand des biens, & ne point la ſacrifier à des intérêts ſordides ou à la paſſion ſervile de l'argent,

qui, plus que toutes les autres, eſt propre à dégrader les ames, à rétrécir le cœur, à conduire l'homme à l'eſclavage.

LE Peuple Anglois, célèbre dans l'hiſtoire par ſon amour pour la liberté, qui long-tems le fit combattre avec ſuccès contre ſes Rois, eſt gouverné par un Monarque dont le pouvoir eſt ſuppoſé juſtement balancé par deux Corps chargés de concourir avec lui dans la légiſlation & dans l'adminiſtration des affaires. L'un de ces Corps eſt compoſé des Nobles, des Grands, des *Pairs* du Royaume; l'autre, des Repréſentants du Peuple, choiſis par le Peuple lui-même, qui forment la *Chambre des Communes.*

DANS l'eſprit de bien des gens, cette conſtitution paſſe pour le plus grand effort de l'eſprit humain : on croit jouïr par ſon moyen des avantages de la Monarchie, de ceux de l'Ariſtocratie, & de la liberté Démocratique. Mais pour juger ſainement d'une machine ſi compliquée, il faut contempler le jeu de ſes différents reſſorts.

UNE Ariſtocratie compoſée des Grands, dont l'éclat n'eſt jamais qu'une émanation du trône, doit par ſa nature même craindre le pouvoir du Peuple & favoriſer celui du Prince, ſource viſible des titres, des honneurs civils & militaires, des penſions & des graces. Ainſi les intérêts de la portion ariſtocratique ſe confondent évidemment avec ceux du Monarque, & ne peuvent preſque jamais s'en ſéparer. Le Roi eſt donc aſſuré de la pluralité des ſuffrages dans la Chambre des Seigneurs. D'ailleurs il y trouve dans les *Seigneurs ſpirituels*, ou dans les Evêques qu'il a nommés, un parti toujours dévoué à ſes volontés. Le Clergé fut en tout temps & en toute

contrée bien plus disposé à flatter les Princes dans leurs entreprises, qu'à défendre la liberté des peuples. Le Pretre, ainsi que le Despote, ne veut que des esclaves, & craint sur-tout la liberté de penser.

Tous les citoyens d'un Etat sont également intéressés au maintien de la liberté ; toutes les distinctions des rangs, tous les priviléges devroient disparoître, quand il s'agit d'un objet si important, fait pour servir de base au bonheur social. Les Grands, comme le Peuple, ont un même intéret; leur grandeur n'est rien, quand elle ne dépend que du caprice d'un maître. La distinction vaine & barbare du *Noble* & du *Roturier*, est-elle faite pour subsister dans un pays dont tous les citoyens doivent travailler de concert à soutenir les droits de la raison & de la justice, sans lesquelles la liberté ne peut être solide ? Est-ce donc être libre & grand, que de jouïr de priviléges contraires à l'équité ? „ La „ distinction odieuse & humiliante de *Nobles* & „ de *Roturiers* ne signifie dans son origine que „ des tyrans & des esclaves, des insolents & „ des malheureux " (21).

La Chambre des Communes, qui forme la partie démocratique du gouvernement Anglois, est une assemblée nombreuse, & conséquemment tumultueuse & discordante de Représentants qui, élus une fois, ne prétendent plus être comptables à leurs Constituants, & ne peuvent pas être privés du droit de les représenter ou de parler pour eux. Ainsi ces Représentants peuvent, sans courir aucun danger, trahir les intérets du peu-

(21) Voyez Ide'es Republicaines pag. 7.

ple & vendre sa liberté au Monarque : celui-ci en vertu de ses *prérogatives* est le dispensateur unique des trésors de la nation, qui par là lui fournit les moyens d'acheter les suffrages de ceux qu'elle charge de parler en son nom. D'où l'on voit clairement que le Souverain & ses Ministres sont à portée de se rendre les maîtres absolus des Représentants du Peuple.

Ces Représentants sont élus par une populace composée en grande partie de citoyens indigents, que leur misere dispose à donner leurs suffrages aux candidats qui voudront les payer. C'est au milieu des rixes, des cabales, des combats sanglants d'une troupe ainsi composée, le plus souvent plongée dans la crapule & l'ivresse, que s'élisent les hommes qui seront chargés de défendre la liberté publique contre les entreprises d'un Monarque & d'un Ministere en état de corrompre par mille moyens les adversaires qu'on leur oppose. Des Représentants de cette trempe lui livreront sans peine les droits d'un peuple qui, pour les choisir, a déjà trafiqué de ses suffrages.

Que peut-il résulter de cette conduite aussi ridicule que désordonnée ? Le voici ; une nation à qui sa liberté a coûté tant de sang & de travaux, n'a pu acquérir jusqu'ici que le droit de vivre dans des transes continuelles ; pour n'avoir point eu la prudence de se réserver le pouvoir de punir des Représentants prévaricateurs, elle est forcée de souffrir en silence à leurs plus indignes perfidies. Les prérogatives immenses accordées à un Roi qu'elle fait l'exécuteur des loix auxquelles seul il donne leur sanction ; qu'elle rend dépositaire du trésor public ; qu'elle laisse

maître absolu des armées, ces prérogatives, dis-je, suffisent pour le mettre à portée de subjuguer, quand il sera entreprenant, tous ceux qu'il ne pourra gagner par ses largesses, ses titres & ses places.

Une très-longue expérience prouve que, dans la Grande-Bretagne, le *Patriotisme* de ceux qui se montrent opposés à la Cour ou au parti du Ministere n'a pour objet que d'importuner le Souverain, de contrarier les actions de ses Ministres, de renverser leurs projets les plus sensés, uniquement pour avoir part soi-même au ministere, c'est-à-dire aux dépouilles de la Nation. Le Patriote Anglois n'est communément qu'un ambitieux qui fait des efforts pour se mettre en la place des ministres qu'il décrie; ou bien un homme avide qui a besoin d'argent, ou bien un factieux qui cherche à rétablir une fortune délabrée. Des patriotes de cette trempe sont-ils donc faits pour prendre sincèrement à cœur les intérêts de leur pays? Dès qu'ils jouïssent des objets de leurs vœux, ils suivent les traces de leurs adversaires, & deviennent à leur tour les objets de l'envie & des criailleries de ceux qu'ils ont déplacés; ceux-ci paroissent à leur tour de vrais patriotes aux yeux d'un peuple inquiet, qui croit toujours que ses vrais amis sont les ennemis de ceux qui sont actuellement repris dans les mêmes pieges.

D'ou l'on voit qu'un Peuple ainsi gouverné doit nécessairement être entrainé dans des factions éternelles, vivre dans une défiance & des allarmes continuelles; il doit craindre le pouvoir, le crédit & les artifices d'un Monarque ambitieux ou d'un ministere adroit. Il doit crain-

dre la complaiſance des Grands pour ce Monarque qui eſt la ſource de leur propre grandeur. Il doit craindre la perfidie des Repréſentans qu'il charge de ſes propres intérêts, & que tant de cauſes peuvent ſéduire. Enfin il doit craindre ſa propre folie.

UNE Nation déchirée par des cabales, des factions, des émeutes populaires, où les droits d'aucun ordre de l'Etat ne ſont clairement fixés, dont les loix d'ailleurs ſont multipliées, inintelligibles, contradictoires; une telle Nation, dis-je, peut-elle être jamais tranquille ou contente? Tous les citoyens d'un Etat n'ont qu'un intérêt, c'eſt de vivre en paix, d'être bien gouvernés, d'avoir de bonnes loix, de jouïr en ſûreté des avantages que la nature & l'induſtrie peuvent procurer. Mais quel bonheur & quelle ſûreté peut-il y avoir pour un peuple que la brigue, le déſordre, l'intérêt ſordide de quelques marchands avides peuvent à chaque inſtant précipiter dans des guerres inutiles pour les vrais citoyens, dans des dépenſes énormes qui font naître des dettes énormes, dont l'Etat eſt accablé pendant une longue ſuite d'années ſans pouvoir jamais ſe libérer (22). Enfin la liberté peut-elle être ſûre un inſtant, entre les mains d'une troupe de dépoſitaires perfides qui préferent l'argent à l'honneur & à la liberté.

POUR être un vrai Patriote, il faut une ame grande, il faut des lumieres, il faut un cœur honnête, il faut de la vertu. Le Patriotiſme eſt une paſſion noble, fiere, généreuſe; il eſt incompatible avec l'avarice, paſſion toujours

(22) Voyez la IIIe. Partie chap. VII.

ſordide, baſſe, inſociable. Un peuple enivré de l'amour de l'argent ne trouve rien de plus eſtimable que l'argent ; il craint la pauvreté ou la médiocrité comme le comble de l'infortune, & ſacrifiera tout au déſir de s'enrichir. Un peuple commerçant ne voit rien de comparable à la richeſſe, chacun veut l'obtenir; ſi cette paſſion épidémique gagne tous les ordres de l'Etat, le Repréſentant du Peuple n'en ſera point exempt, il traitera de la liberté publique avec le Prince & ſon Miniſtre, qui auront bientôt *le tarif des probités de leur pays.* (23)

UNE Nation vénale, vicieuſe, corrompue, peut-elle donc long-tems conſerver ſa liberté? Elle ne fait cas de cette liberté, qu'autant qu'elle lui procure les moyens de s'enrichir. La liberté, pour être ſentie & conſervée, demande des ames nobles, courageuſes, vertueuſes ; ſans cela elle dégénere en licence, & finit par devenir la proye du maître qui aura de quoi corrompre. Un Peuple ſans mœurs n'eſt pas fait pour être libre ;

(23) Ce mot eſt du célebre Robert Walpole, premier Miniſtre d'Angleterre ſous le regne de George II. En 1729, on propoſa dans le Parlement de la Grande-Bretagne une formule de ſerment, par laquelle chaque Repréſentant du peuple devoit s'engager à ne recevoir aucuns bienfaits de la Cour ; mais cette propoſition fut rejettée par la Chambre des Seigneurs, dont la plupart des membres ſont dévoués au Miniſtere. Les dépenſes ſecrettes du Miniſtere depuis 1731 juſqu'à 1741, montoient à 1,453,400 livres ſterlings (environ 25 millions de livres tournois.) Voyez *Seaſonable hints froman honeſt man*, publié in-octavo en 1761. Les bons citoyens en Angleterre regardent la loi appellée *Septennial act*, qui fixe la durée de chaque Parlement à ſept ans, comme un grand coup porté à la liberté nationale.

un Peuple injuſte pour les autres ; un Peuple brûlé de la ſoif de l'or ; un Peuple conquérant ; un Peuple ennemi de la liberté d'autrui ; un Peuple jaloux même de ſes concitoyens ou des ſujets d'un même Etat, a-t-il des idées vrayes de liberté ? La liberté véritable doit être accompagnée de l'amour de l'équité, de l'humanité, d'un ſentiment profond des droits du genre humain ; ces ſentimens ne peuvent être que le fruit d'une éducation vertueuſe & généreuſe, bien différente de cette éducation ſervile que l'on donne aux hommes en tout pays.

Que peut-il donc manquer à la félicité complette d'un Peuple qui ſe vante de jouïr de la conſtitution la plus heureuſe & de la plus grande liberté ? Que reſte-t-il à déſirer pour une Nation dans les ports de laquelle les richeſſes du monde entier vont aborder ? Il lui manque une éducation généreuſe, des mœurs honnêtes, des notions véritables de juſtice, en un mot, des diſpoſitions contraires à une ſoif inextinguible des richeſſes, dont l'abondance n'eſt propre qu'à étouffer dans les ames les vertus les plus nobles, les plus utiles à la Société.

Peuples d'Albion ! d'où viennent ces allarmes continuelles, ces factions qui vous déchirent, ces chagrins ſombres qui vous dévorent & qui ſe peignent ſur votre front ? Comment ces tréſors qui s'accumulent dans vos mains, loin d'aſſûrer votre bonheur ne font-ils que le troubler ſans-ceſſe ? Pourquoi dans le ſein même de l'abondance & de la liberté vous voit-on rêveurs, inquiets, & plus mécontents de votre ſort, que les eſclaves frivoles qui ſont les objets de vos mépris ? Apprenez la vraye cauſe de vos craintes

& de vos peines. Jamais l'amour de l'or ne fit de bons citoyens. La liberté ne peut être fermement établie, que ſur l'équité, & courageuſement défendue, que par la vertu. Laiſſez à des Deſpotes la gloire folle & deſtructive de faire des conquêtes & de répandre à grands flots le ſang de leurs ſujets. Pour vous, contents de jouïr en paix des bienfaits de la nature, n'allez pas les anéantir par des guerres inſenſées, qui ne ſeroient utiles qu'à une poignée de commerçants inſatiables, & qui ſeroient ruineuſes pour vos vrais citoyens. Cultivez donc, ô Britons! la ſageſſe & la raiſon : occupez-vous à perfectionner votre gouvernement & vos loix. Liez à jamais les mains cruelles du pouvoir arbitraire. Ne vous endormez point dans une ſécurité préſomptueuſe, dont l'ambition éveillée profiteroit pour vous charger de fers. Craignez un luxe fatal aux mœurs & à la liberté. Redoutez les effets du fanatiſme religieux & politique. Veillez à votre ſûreté & à celle de l'Europe ; humiliez les Tyrans, enchaînez leur ambition, protégez la juſtice opprimée ; & pour lors votre Iſle fortunée deviendra le modele des Nations, le foyer de la liberté, au feu duquel tous les Peuples de la terre viendront s'éclairer & s'échauffer.



CHA-



CHAPITRE VII.

Des intérêts des Princes ou de la Politique véritable.

CONFONDRE les intérêts de l'homme avec celui des êtres que la nature rend nécessaires à son propre bonheur, voilà comme on a vu l'objet de la morale. Réunir d'intérêts les Souverains & leurs Peuples, voilà, comme nous allons le prouver, l'objet de la Politique. Cette réunion heureuse seroit promptement effectuée, si les Princes daignoient s'instruire de leurs intérêts véritables; ils reconnoîtroient alors que le Despotisme, cette façon de gouverner qui ne suit d'autre regle que le caprice & la passion, ne peut être avantageux, ni à celui qui l'exerce, ni à ceux contre qui l'on voudroit l'exercer: ils sentiroient que la Tyrannie anéantit la sûreté du Souverain en détruisant l'affection des Sujets: ils verroient que des loix équitables sont les soutiens les plus fermes, & des Nations, & des Trônes; ils s'appercevroient que le Prince ne peut se rendre heureux tout seul, ou se faire un bien-être distingué de celui de la Société dont il est le chef: ils trouveroient que la vertu seule fait fleurir les empires; que sans elle il n'est ni vraye puissance, ni vraye grandeur, ni vraye gloire, ni sûreté véritable. Tout leur prouveroit que la vertu du Maître fait éclore la vertu des Sujets, dont l'effet est de produire, & la félicité

publique, & la félicité particuliere. Enfin tout les convaincroit que la morale eſt la même pour le Monarque que pour le Citoyen ; pour les Nations que pour chacun des Membres dont elle eſt composée, & que nulle puiſſance ne peut impunément violer ſes regles immuables, dont la baſe ſe trouve dans la nature de l'homme.

QUEL intérêt un Souverain peut-il avoir à gouverner ? Quels avantages peuvent faire déſirer la Puiſſance Suprème ? Surquoi peut être fondée l'ambition, cette paſſion qui fait ſouhaiter de commander aux autres hommes ? Le Pouvoir Souverain ne procure des biens réels à celui qui le poſſede, que parce qu'il dépoſe dans ſes mains les mobiles les plus puiſſants, les plus capables d'engager, d'inviter, d'obliger tous les membres d'une Société à concourir à ſes vues, à ſeconder ſes projets, à contribuer à ſon propre bien-être, à lui montrer l'attachement, le reſpect, la déférence, la ſoumiſſion, les ſentimens qui ſont dus à l'autorité ſuprême.

EST-IL un homme plus grand, plus reſpectable, plus fort, plus digne d'amour qu'un Prince qui, placé ſur un Trône où il eſt expoſé aux regards de tout ſon Peuple, y jouït de la tendreſſe de tous les cœurs, & voit chaque citoyen perſonnellement intéreſſé aux ſuccès, au contentement, à la conſervation, au maintien de l'autorité d'un chef qui le défend, qui le chérit, qui s'occupe de ſes beſoins, qui veille à ſa ſûreté ? Un bon Roi eſt l'ami de chacun de ſes Sujets, & trouve dans chacun d'eux un ami véritable.

QUE manque-t-il à un Souverain pour être auſſi grand, auſſi puiſſant, auſſi glorieux, auſſi

heureux que la nature humaine le comporte? Accablé de tous les biens que l'homme puiſſe déſirer; entouré d'hommes empreſſés à deviner tous ſes ſouhaits; en ſpectacle aux yeux d'une nation entiere dont il ne tient qu'à lui de ſe rendre l'idole; diſtributeur des graces, des honneurs, des richeſſes, des diſtinctions qui ſont l'objet de tous les vœux, comment ſe fait-il qu'un Prince traîne communément une vie languiſſante & malheureuſe? Dégouté de tout pour l'ordinaire, il ne ſait jouïr de rien; il ignore la maniere de faire ſervir à ſon bonheur tous les moyens qu'il tient entre ſes mains; raſſaſié, fatigué des plaiſirs & des amuſements les plus piquants, il cherche dans le tumulte des guerres, dans des amuſements frivoles ou ſouvent criminels, dans une vaine pompe, dans des fètes ruineuſes, dans des dépenſes auſſi immenſes qu'inutiles, des moyens de s'éviter lui-même, & des remedes momentanés contre l'oiſiveté qui l'accable.

Est-il bien concevable qu'un Souverain puiſſe être ſujet à l'ennui? Ce ſupplice, réſervé à l'oiſiveté, eſt-il fait pour tourmenter un Prince dont tous les moments peuvent être agréablement remplis? Comment les occupations multipliées de la Souveraineté, les détails auſſi curieux que variés de l'Adminiſtration, la ſcene toujours diverſifiée de la Politique, peuvent-ils donner place au dégoût & produire la ſatieté? Le Prince, direz-vous, ſe repoſe ſur ſes Miniſtres du ſoin de gouverner ſon Empire. Eh bien; qu'il gouverne lui-même, qu'il rempliſſe en perſonne les fonctions les plus auguſtes qu'un mortel puiſſe exercer; qu'il apprenne à goûter à chaque inſtant de ſa vie le bonheur le plus grand, le plus pur, le plus

diverſifié, le plus conſtant que l'on puiſſe éprouver en ce monde; qu'il apprenne à faire chaque jour des heureux; qu'il jouïſſe par lui-même du plaiſir ſi doux de tarir les larmes de l'affliction; de voir couler les pleurs de la reconnoiſſance; qu'il ſoulage la miſere; qu'il banniſſe l'oppreſſion; qu'il réforme les abus; qu'il corrige les loix; qu'il s'occupe des beſoins de ſon Peuple; & chaque moment de ſon regne ſera marqué par des plaiſirs nouveaux : il entendra perpétuellement retentir dans ſon oreille les applaudiſſements & les bénédictions de ſes ſujets; il ſe repaîtra, non de la fumée de la flatterie, mais d'une gloire ſolide. Il rentrera avec joie en lui-même, où il aura établi le ſiege de ſon bonheur; il goûtera ſans interruption la ſatisfaction de s'aimer, ſentiment qu'il verra ſincérement applaudi, non par les flatteries ſuſpectes de quelques courtiſans, mais par les acclamations & les vœux d'un peuple tout entier. Il jouïra d'avance des hommages de la poſtérité, à qui l'hiſtoire tranſmettra les actions, dont la proſpérité & la félicité de ſes peres auront été les effets mémorables.

Telles ſont les ſources inépuiſables de joie que la vertu réſerve aux Souverains qui auront appris à connoître ſes charmes. Les plaiſirs les plus vifs perdent peu-à-peu leur activité, ils finiſſent par cauſer des dégoûts & ſe changer en peines. Les objets les plus ſéduiſants fatiguent la vue à la longue; le beau lui-même devient indifferent; mais la vertu procure ſeule un contentement inaltérable. L'homme peut-il jamais ſe laſſer de ce qui le ramene ſans-ceſſe agréablement ſur lui-même? Un bon Roi jouït de tous les bonheurs qu'il répand ſur ſes Peuples; il raſſem-

ſemble dans ſon cœur toutes les joies de ſes Sujets.

Si les Grands chargés de l'éducation des Rois, au lieu de les énorgueillir & de leur apprendre de bonne heure à mépriſer les hommes, leur enſeignoient à les aimer, les leur montroient comme les inſtruments de leur propre bonheur; ſi, au lieu de les endurcir, ils les accoutumoient à ſentir, les Rois auroient de la vertu. Des plaiſirs bruyants, des voluptés mépriſables, des édifices ruineux, des ſpectacles frivoles, les conquêtes même les plus brillantes leur paroîtroient-elles comparables à la ſatisfaction ſi pure de pouvoir ſe dire chaque jour, „ ce jour n'eſt point „ perdu; un Edit conſolant, une loi juſte & „ bienfaiſante vont m'attirer les bénédictions de „ tout un Peuple attendri? Mes Provinces les „ plus éloignées prononceront mon nom avec „ tranſport; il n'eſt pas un ſeul de mes ſujets „ à qui je n'aie procuré de la joie; je ſuis le Pe„ re d'une famille immenſe, & tous mes Enfants „ ſont ſatisfaits de mes ſoins. Mes voiſins ſe„ ront forcés de me rendre des hommages; leurs „ ſujets porteront envie aux miens, & déſire„ ront vivre ſous mes loix. Mes ennemis ja„ loux ſeront eux-mêmes obligés de reſpecter „ ma puiſſance; ils la verront ſoutenue par tou„ tes les forces d'un Peuple fidele, dont les inté„ rêts ſont confondus avec les miens. "

Il ne reſte aucuns vœux à former pour un Prince équitable & bienfaiſant qui a ſçu mériter la confiance & l'amour de ſes ſujets. Souhaiteroit-il un pouvoir illimité? En eſt-il un plus abſolu que celui qu'on exerce de concert avec une nation entiére? Voudroit-il que ſon autorité

fut refpectée? En eft-il une plus fainte & plus facrée que celle dans laquelle chacun trouve fa propre félicité, & dont le mépris entraîneroit fa propre infortune? Ambitionneroit-il d'être aimé? Quoi de plus propre pour faire naître le fentiment de l'amour dans les cœurs, que des bienfaits continuels & variés? Lui faudroit-il des richeffes, des fecours, des impôts? Un Monarque équitable ne peut-il pas difpofer fans violence des biens de fes fujets, lorfqu'ils favent qu'il n'en ufera que pour les rendre plus heureux, ou pour conferver leur bonheur? Demanderoit-il des armées pour défendre la patrie? Tout citoyen pénétré des avantages dont il jouït ne devient-il pas un foldat prêt à verfer fon fang pour une Société dont le chef lui procure des biens auffi chers que la vie, & fans lefquels cette vie perdroit elle-même tous fes charmes?

Que de travaux, d'inquiétudes, de dépenfes, de machinations & de chagrins les Souverains s'épargneroient à eux-mêmes! Que de murmures, d'afflictions, de larmes & de fang épargneroient-ils à leurs Sujets! Que de fourberies, de perfidies, de négociations infidieufes, de guerres, de parjures honteux les Princes s'épargneroient à eux-mêmes! s'ils étoient plus équitables, & s'ils renonçoient aux maximes d'un Machiavélifme odieux qui fait trop communément la bafe de la Politique des Rois.

La vraie Politique eft toujours conforme à la Morale & ne peut jamais s'écarter de fes principes. Celle des Souverains, ainfi que de chacun de leurs fujets, eft d'être juftes, modérés, de bonne foi, vertueux. L'équité eft la fauve-

garde, & des Nations, & des Princes, & des Particuliers. Elle les défend également contre les paſſions déſordonnées : elle proſcrit la violence, les conquêtes, les uſurpations, les perfidies entre les nations ; elle rend les traités inviolables & ſacrés ; elle met en ſureté la vie, la perſonne, les biens, la liberté du citoyen. Elle maintient la concorde, l'union, la paix entre les différents peuples de la terre, de même qu'entre les membres d'une cité. Elle aſſure l'empire des loix tant naturelles que civiles. Si les hommes étoient juſtes, le mal moral ſeroit banni de la terre ; ſi les Princes étoient juſtes, leurs Sujets ſeroient juſtes ; & leurs Etats jouïroient de toute la félicité dont ils ſont ſuſceptibles.

Reconnoissons donc la fauſſeté ainſi que la perverſité d'une Politique qui met les Princes au-deſſus des regles éternelles de la Morale, & qui leur fait dédaigner le ſoin de cultiver la raiſon de leurs ſujets. Des Souverains injuſtes & perfides trouveront des ennemis dans tous les Peuples qui les entourent. Des Maîtres dépourvus de vertus, n'auront pour Sujets que des eſclaves ſans vertus. Les vices des Souverains & des ſujets ne peuvent que les rendre mutuellement malheureux, & conduire les uns & les autres à des calamités ſans fin.

L'espérance & la crainte, voilà les grands mobiles des actions humaines : ils ſont entre les mains de ceux qui gouvernent les hommes. Les récompenſes & les châtiments mettent la puiſſance ſouveraine à portée de modérer les paſſions & de diriger les volontés, ſoit vers le bien, ſoit vers le mal. Les Princes donnent toujours les impulſions les plus fortes à la machine Po-

litique, dans laquelle il entre une multitude de ressorts que le Gouvernement doit faire agir de maniere à produire le bien général. Mais ce bien général ne peut être l'effet que des efforts de tous; & pour que tous y conspirent, il faut que le Prince ou la force motrice les porte au même but.

Chaque membre dans la Société tend au bien-être à sa maniere. Souvent peu d'accord avec lui-même, ses mouvements sont sujets à varier, il marche peu sûrement, il chancelle à chaque pas, par les chocs divers, & souvent opposés, qui le poussent suivant des directions différentes. C'est au Gouvernement à lui donner des impulsions utiles & à le soutenir dans la direction qu'il lui donne. Le grand art du Politique seroit de faire ensorte que dans la machine compliquée de la Société, il n'y eut point de ressorts superflus, inutiles, contraires au jeu universel, mais que tous conspirassent au même but sans varier. Ce problême sera parfaitement résolu, lorsque dans un Etat le mérite & la vertu pourront prétendre aux récompenses, & quand l'inutilité, le vice & le crime auront toujours à craindre le châtiment ou le mépris.

Souverains de la terre! soyez justes. Tenez une balance équitable entre tous vos sujets. Soyez fidéles à récompenser la vertu, à honorer l'utilité, à distinguer le vrai mérite; soyez exacts à punir le crime; montrez du mépris à l'homme inutile & vain; privez le vice de vos bienfaits; bannissez de votre présence le Grand lui-même quand il méconnoit ses devoirs; ne donnez les places qu'à des citoyens distingués par leur probité, leurs vertus & leurs talents; & bientôt vos

ſujets auront de la vertu, acquerront les qualités néceſſaires pour vous plaire, & s'efforceront à l'envi de ſe rendre utiles à la Société. Un Prince qui, fermement attaché aux regles de l'équité, ne répandroit ſes graces & ſes faveurs que ſur les gens de bien, & qui montreroit un front ſévere aux méchants, prècheroit la Morale & la réforme bien plus efficacement que tous les Prètres & les Moraliſtes du monde.

Que les Miniſtres du Très-Haut tonnent du haut de leurs chaires contre la corruption du ſiecle: qu'ils menacent les mortels du courroux des puiſſances inviſibles; qu'ils entr'ouvrent ſous leurs pas les cavernes embraſées de l'autre vie; les puiſſances viſibles ſeront bien plus fortes que les Dieux. L'exemple du Prince, ſes bontés & ſes diſgraces ſeront plus efficaces que les promeſſes de biens inconnus, que les menaces de châtimens éloignés auxquels on peut aiſément ſe ſouſtraire. Les exhortations les plus touchantes de la Religion ne feront jamais ſur les cœurs une impreſſion auſſi forte, qu'un ſeul mot, un regard, un ſigne, un bienfait, un reproche, un refus d'un Souverain vertueux lui-même & fortement réſolu à faire régner les mœurs dans ſes Etats (24).

(24) *Rex velit honeſta, nemo non eadem volet.* SENEC. IN THYEST. Eraſme parlant de Geradas le Spartiate dit „ qu'il „ comprit très-bien que les vices ne pouvoient pas naître „ dans les endroits où ils n'avoient point été ſemés, & qu'ils „ s'affoibliſſoient par l'ignominie. Et c'eſt là, ajoute-t-il, la „ façon la plus douce de corriger les mauvaiſes mœurs & d'exciter à l'amour de la vertu. „ *Prudenter intellexit ibi non poſſe naſci vitia, ubi non admittuntur vitiorum ſeminaria, eaque ubique jacere quibus pro honore tribuitur ignominia. Atque hæc eſt clementiſſima ratio medendi pravis moribus, ex-*

RIEN de plus ſage que le Proverbe Perſan qui dit, *veux-tu faire croître le mérite? Seme les récompenſes.* Si les Souverains montroient de l'eſtime aux citoyens les plus vertueux, il n'y auroit bientôt dans la Société qu'une heureuſe émulation de vertu. Ne leur ſeroit-il donc pas infiniment plus facile d'exciter entre leurs ſujets une émulation d'honneur, que d'exciter entr'eux une émulation de baſſeſſes, d'opprobre & d'infamie? La vertu procure de la gloire; le vice ne procure que de la honte & du repentir; quel que ſoit le ſuccès du vice, tous ceux qui réuſſiſſent par ſon moyen, ſont forcés eux-mêmes d'en rougir. Si l'on ne parvenoit aux honneurs & aux places que par le mérite & la vertu, de combien d'avantages ne jouïroit-on pas? On goûteroit d'abord la ſatisfaction intérieure attachée au mérite; on obtiendroit l'eſtime des autres; enfin l'on jouïroit de l'objet de ſon ambition. Quel eſt donc l'aveuglement, la négligence ou la mauvaiſe volonté de tant de Princes qui, pouvant faire naître les bonnes mœurs, les talents & la vertu dans leurs Etats avec tant de facilité, ne ſentent pas les avantages qui en réſulteroient pour eux!

citandique virtutis ſtudium. Voyez ERASMI APOPHTEGM. LIB. I.

De tous les moyens qu'un Prince peut employer pour mettre la vertu en honneur & pour ainſi dire, à la mode, il n'en eſt pas de plus puiſſant que l'exemple. „ Tout le monde, dit Claudien, ſe modèle ſur le Prince : les édits n'ont „ pas autant de pouvoir ſur les eſprits des hommes que la „ vie du Souverain.

. . . . Componitur Orbis
Regis ad exemplum : nec ſic inflectere ſenſus
Humanos edicta valent ut vita regentis.

VOYEZ CLAUDIAN. DE IV. CONS. HONORII. Vers 296.

La Chine eſt le ſeul pays connu où la Politique ſe trouve, par la conſtitution même, intimement liée avec la Morale. L'antiquité de cet Empire a, ſans-doute, fait connoître à ceux qui l'ont autrefois gouverné, qu'un Etat ne peut proſpérer ſans la vertu. Depuis plus de vingt ſiècles les Empereurs & les Grands de cette Nation, déſabuſés de la ſuperſtition qu'ils laiſſent à la lie du Peuple, ſe ſont bien gardés de l'incorporer avec la Morale, avec laquelle ſes principes toujours ſurnaturels & merveilleux ne peuvent rien avoir de commun. Mais ſi la Religion a perdu ſon crédit auprès des chefs de cette Nation, la ſcience des mœurs en a rempli la place. Nul homme dans la Chine ne peut parvenir aux emplois, ou avoir part à l'adminiſtration de l'Etat, à moins d'être exempt des religions populaires ; on a ſenti dans cette vaſte contrée que la Morale étoit la ſeule religion de tout homme raiſonnable. En conſéquence, une étude approfondie de la ſcience des mœurs eſt la ſeule voie pour s'avancer, pour obtenir la Magiſtrature, pour parvenir au Miniſtere. Parmi nous cette étude réſervée à quelques penſeurs obſcurs, ſeroit un titre pour exclure du maniement des affaires & de la faveur de ceux qui gouvernent les Etats.

A la Chine, au lieu des leçons fanatiques & myſtérieuſes des fondateurs de ſectes, les préceptes raiſonnables d'un ſage, depuis plus de deux mille ans, réglent la marche d'un Empire qui n'a guéres moins d'étendue que toute l'Europe entiere. Ses loix ont été trouvées ſi remplies de ſageſſe, qu'elles ont ſubjugué juſqu'aux Tartares farouches qui ſe ſont rendus maitres de ce vaſte

pays ; par un effet très-rare de son pouvoir sur les Princes, la raison a vaincu les vainqueurs de la Chine. Des Empereurs devenus tyrans ont disparu, leurs races ou dynasties ont été détruites ; le fer & le feu ont ravagé les Villes & les Provinces ; mais la Morale du sage Con-fut-zé, fondée sur la base éternelle de la vérité, a survécu à ces tempêtes, & dirige encore la marche d'un Gouvernement qui se fit respecter par les conquérants les plus sauvages.

Des Empereurs qui se glorifient d'être appellés les *Pères & Méres* de leurs Peuples, ne dédaignent pas de se charger eux-mêmes du soin d'instruire leur famille nombreuse : les Edits de ces Princes ne sont communément que des leçons utiles de Morale, dans lesquelles ils donnent à leurs enfans des préceptes sur l'amour paternel, la piété filiale, les devoirs de l'homme, sur l'humanité envers les malheureux. Tantôt le Souverain excite entre ses sujets l'émulation du travail, tantôt il exhorte les riches à se rendre chers à la nation par des monuments utiles, par des canaux, des aqueducs, des ponts & des chemins &c. Tantôt il recommande aux maitres la douceur envers leurs domestiques : il fait sentir aux pères l'intérêt qu'ils ont de donner une éducation honnête à des enfans, à qui il enseigne la docilité. En un mot, le Monarque, ainsi que les Ministres, Gouverneurs & Mandarins qui le représentent, sont continuellement occupés de l'instruction du Peuple ; lui remettent fréquemment sous les yeux les devoirs propres à le rendre heureux, lui indiquent des moyens de faciliter ses travaux. Ils sont même parvenus à inspirer aux hommes les plus grossiers la politesse

& la déférence mutuelle que l'on ne rencontre parmi nous, que dans les perſonnes les mieux élevées.

Mais ce Gouvernement éclairé a ſenti que les leçons les plus utiles ne feroient ſur les eſprits qu'une impreſſion paſſagere, ſi elles n'étoient fortifiées par des récompenſes ſenſibles. Peu content donc de récompenſer par des places & des dignités, ceux qui ſe ſont diſtingués par l'étude de la Morale, le Gouvernement agit encore ſur les cœurs des citoyens, par des diſtinctions honorables, par des largeſſes, par des éloges Publics qu'il décerne à ceux qui ſe font remarquer par leur activité, leur induſtrie, leur zèle pour la Patrie, ainſi que par leur fidélité à remplir leurs devoirs. Une action éclatante de vertu, des talents rares, ſont annoncés à tout l'empire par les nouvelles publiques, & mettent ceux qui ont mérité cet honneur à portée de jouïr des applaudiſſements de tous leurs concitoyens (25).

Pour peu que l'on réfléchiſſe ſur des uſages ſi louables, on reconnoîtra que des Souverains ver-

(25) Voyez *l'Hiſt. de la Chine* du R. P. Duhalde. Les *Mémoires de* la Chine du R. P. le Comte. Les *Lettres Edifiantes* tom. XV. Les dernieres relations de l'Indoſtan nous parlent d'un peuple voiſin du Bengale qui s'eſt heureuſement préſervé de l'eſclavage & des vices affreux qui affligent toutes les nations dont il eſt entouré. La juſtice, la bienfaiſance, l'humanité, l'hoſpitalité y ſont exercées, non ſeulement entre les concitoyens, mais encore envers les étrangers. Quand quelqu'un y perd ſa bourſe ou quelqu'autre choſe ſur le chemin, celui qui les rencontre les ſuſpend au premier arbre, & donne avis au Magiſtrat de ce qu'il a trouvé.

Voyez Hollwell Relation des Evenements du Bengale, Partie II.

tueux, dès qu'ils le voudront, feront à portée de réformer les mœurs, de bannir le vice de leurs Etats, d'y faire naître l'activité, d'y établir le régne de la vertu. On nous dira, peut-être, que ces usages établis à la Chine n'ont pas fait de ses habitans des hommes plus vertueux que d'autres; & que bien des relations s'accordent à les peindre comme des fourbes, des voleurs, des hommes très vicieux. Nous répondrons qu'au moins certaines vertus, la piété filiale sur-tout, y sont très religieusement observées, & que d'ailleurs nul Peuple sur la terre n'a poussé plus loin son industrie. Enfin nous dirons que, nonobstant ses institutions si sages, le Gouvernement Chinois est despotique, & que le Despotisme par sa négligence permet à toutes sortes d'abus de s'introduire, ou par ses violences & ses caprices anéantit les effets des institutions les plus utiles; la forme reste & le fond disparoît.



CHA-

CHAPITRE VIII.

Des qualités & des vertus néceſſaires au Souverain.

MORALISTES Philoſophes, Prêtres & Politiques! écrivez des volumes pour nous montrer les qualités & les vertus que doit avoir un grand Prince. Entrez dans un détail immenſe ſur les connoiſſances qu'il doit acquérir, les talents qu'il doit poſſéder, les grandes choſes qu'il doit faire, la conduite qu'il doit tenir à l'égard de ſes ſujets & de ſes voiſins. Miniſtres du Seigneur! appeſantiſſez-vous, ſur-tout, ſur les vertus religieuſes qu'il doit montrer, & ſur les pratiques minutieuſes auxquelles il doit ſe ſoumettre pour plaire à l'Eternel. Le Prince ne vous lira point; ou s'il daigne vous lire, vos écrits ne feront que le décourager. Pour rendre le Prince tel qu'il doit être, le citoyen raiſonnable lui dira, *ſoyez juſte*; par-là vous ſerez heureux vous-même & vos Peuples ſeront heureux.



CHA-



CHAPITRE IX.

Causes de l'abus du pouvoir ou de la corruption des Princes.

Les Princes sont de tous les hommes ceux que la vérité devroit le plus intéresser, & ceux qui sont le moins à portée de l'entendre. Tout conspire à leur donner des idées fausses d'eux-mêmes, de leurs droits, de leur autorité, de leur puissance, de leur grandeur & de leurs Sujets. Les Nations seroient aussi heureuses qu'elles pourroient le désirer, si pour instruire leurs chefs, on prenoit la centiéme partie des peines & des précautions que l'on prend pour les tromper & les corrompre.

L'art de régner, le plus important de tous les arts, est le seul qu'on ait droit d'exercer sans l'avoir jamais appris. Pour gouverner les hommes & décider de leur sort, il suffit communément d'ètre né ou de descendre d'une race particuliëre. Presqu'en tout pays, les Peuples ont supposé que la naissance conféroit toutes les qualités du cœur & de l'esprit, nécessaires pour l'administration des Empires. Devons-nous donc être surpris de trouver si peu de bons Princes sur la terre ? A peine en mille ans rencontre-t-on dans l'histoire, un Souverain qui ait le mérite, les talens, les vertus de l'homme le plus ordinaire. Et cependant l'histoire nous montre bien plus souvent les Rois comme ils auroient dû être

que comme ils ont été ; les hommes font difpofés à élever jufqu'aux nues les moindres vertus des Souverains : pour être un grand Prince, il fuffit quelquefois d'avoir montré quelque bonne volonté, quand bien même on ne l'auroit jamais exécutée. Tout homme qui vit en Société, a des idées de juftice, connoît ce qu'il doit aux autres, fe fent intéreffé à leur plaire, veut mériter leur affection & leur eftime, eft jaloux de fa réputation préfente & de la mémoire qu'il peut laiffer après lui ; fes fentimens font trop fouvent inconnus de ceux que le fort deftine à gouverner les Peuples.

AVEC les peines que l'on fe donne pour cacher aux Princes ce qu'ils doivent aux autres, avec l'ignorance où on les tient des rapports qui les lient avec leurs Sujets, fi l'on doit être furpris de quelque chofe, c'eft de ne pas les voir cent fois pires qu'ils ne font. Ceux qui font chargés d'élever un jeune Prince, lui apprennent avec foin ce que fes Peuples lui doivent ; rarement lui parlent-ils de ce qu'il doit à fes Peuples. Profternés aux pieds de leur difciple, ces vils inftituteurs ne l'habituent, ni à régler fes paffions, ni à modérer fes défirs, ni à réfifter à aucune de fes fantaifies. Qui eft-ce qui auroit le courage de contredire un enfant dans lequel fon Gouverneur voit déjà fon Maître? Rien de plus important que de brifer de bonne heure les volontés de l'homme, afin de l'accoutumer à faire céder fes caprices aux loix de la raifon. Mais on craint d'affliger les Princes ; on écarte de leurs yeux tous les objets propres à les émouvoir ; on ne leur permet point de connoître les infortunes des hommes ; ils femblent faits pour

ignorer qu'il exiſte des malheureux ſur la terre ; leur cœur ne s'attendrit jamais ſur les maux de leurs ſemblables. D'ailleurs les Souverains croyent-ils avoir des ſemblables ? Ne ſont-ils pas des Dieux que leur rang ſépare du reſte des mortels ?

Que faire d'un enfant volontaire, inappliqué, continuellement diſſipé, corrompu par la flatterie dès le moment qu'il eſt né, que tout le monde entretient de ſa grandeur future, à qui ſes maîtres ne parlent qu'en tremblant, que ſon Gouverneur eſt forcé d'appeller MONSEIGNEUR ? Comment trouver de la docilité dans un jeune homme impérieux, que, depuis ſon berceau, tout enivre ſans-ceſſe & d'orgueil & d'encens ? Comment faire ſentir les droits de l'équité, de l'humanité, de la décence à un être à qui tout le monde s'empreſſe de céder, à qui perſonne n'a le courage de réſiſter ? Il eſt preſqu'impoſſible qu'un Prince, ſur-tout s'il eſt né ſur le Trône, ait la plus légere idée de juſtice ou de vertu. Les meilleurs Rois ont été ceux qui avant de régner, ont éprouvé les coups du ſort, ou bien ont vécu dans une condition privée.

Les Nations les plus groſſieres nous donnent quelquefois des exemples de ſageſſe, qui devroient faire rougir celles qui ſe croyent civiliſées. Chez un Peuple Négre de l'Afrique, l'uſage veut que l'héritier préſomptif de la couronne ſoit, au moment de ſa naiſſance, enlevé de la cour de ſon pere, & relégué dans un village, où juſqu'à la mort du Roi, il vit dans une ignorance complette du ſort illuſtre qui l'attend. Dans les Nations gouvernées par des Monarques héréditaires, les loix devroient au moins pourvoir à l'éduca-

tion de ceux qui ſont faits pour régner. Un Empereur de la Chine n'ayant trouvé dans ſon fils aucune des qualités convenables à un grand Prince, déſigna pour ſon ſucceſſeur un citoyen vertueux dont il avoit reconnu les talents. *J'aime mieux*, dit-il, *que mon fils ſoit mal & mon Peuple bien, que ſi mon fils ſeul étoit bien, & tout mon Peuple mal.*

Est-il une trahiſon plus criminelle & plus funeſte à la patrie, que celle de ces inſtituteurs qui pervertiſſent les Princes par leurs flatteries, ou qui négligent d'inſpirer le goût de la vertu à des hommes dont les volontés régleront un jour le ſort des Nations? Eſt-il un forfait comparable à celui de ces empoiſonneurs, qui dès l'enfance, ne ſément dans les cœurs de leurs élèves que de l'orgueil, de la dureté, du mépris pour les hommes; diſpoſitions cruelles, dont les Peuples recueilleront pendant des ſiècles les fruits abominables? Quelle trahiſon plus infâme que de former à ſon Pays un chef capable de le détruire? N'eſt-ce pas empoiſonner un Peuple entier, que de flatter un Prince qui deviendra l'arbitre de ſon ſort?

La vraie Morale n'entre communément pour rien dans l'éducation des Princes: ce n'eſt pas dans les cours qu'on apprend la vertu: ces cours ſont les cloaques des Nations, tout y reſpire la licence, la volupté, la débauche, la perfidie, le menſonge; tout conſpire à détourner de la raiſon, de la réflexion, de la probité. L'école des courtiſans n'eſt que l'école de la diſſipation, de l'intrigue & du crime; un jeune Prince n'y prend que des leçons de vanité, de diſſimulation, de tyrannie; il y apprend à regar-

der les hommes comme des ètres d'une espèce différente de la sienne, comme les jouets de ses propres caprices, comme une race abjecte & peu digne de ses soins. Quelles idées peuvent se former dans la tète d'un mortel à qui tout persuade que Dieu, en le faisant naître, a voulu qu'il fût le maître absolu de la personne, des biens, de la vie de ses sujets?

Sous un Gouvernement Despotique, qui toujours est ombrageux, le successeur au Trône ne peut communément acquérir ni connoissances ni talents. Ses lumieres & ses vertus causeroient des inquiétudes au Despote régnant, fait pour craindre les qualités dont il se sent lui-même dépourvu. La sûreté de l'Etat ou plutôt la tranquillité du maitre & de ses favoris exige que son héritier soit retenu dans l'ignorance, engourdi dans la molesse & même totalement abruti. Le tyran regarde son fils comme un ennemi: il aime bien mieux le voir stupide que dangereux. Le Prince qui doit régner un jour sur les Ottomans, privé de toute instruction, confiné dans un sérail, entouré de vils Eunuques, ne lit que *l'Alcoran*, & ne voit le *Divan* qu'après la mort du Sultan. Des breuvages dont l'effet est de rendre hébèté rassûrent un Mogol contre les craintes qu'il pourroit avoir de ses propres enfants (26).

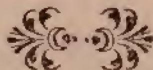
L'ÉDUCATION que même dans des contrées plus éclairées l'on donne aux Princes, ne paroît avoir

(26) *Scha-Abadin-Kan*, Visir de l'Indostan, fit assassiner *Alum-gir* son maître, afin de se maintenir dans sa place, & choisit le plus stupide des Princes du sang Royal, pour le placer sur le trône. Le même Visir avoit déjà fait déposer & aveugler *Scha-hamet*, qui régnoit en 1754.

avoir pour but que de leur endurcir le cœur & de leur rétrécir l'esprit; des Prêtres intéressés, des dévots imbécilles, des hommes de parti, sont ceux que l'on choisit de préférence pour former les arbitres de la terre. Ils ne leur enseignent que des merveilles, des fables, des dogmes inconcevables, des notions bien plus propres à détruire la raison dans son germe, qu'à la développer. Pour tous devoirs, on leur impose les pratiques minutieuses de la superstition; pour toutes vertus, on leur inspire des vertus religieuses totalement étrangeres au bien de la Société: au lieu de faire naître en eux les sentimens de l'équité, de l'amour du bien public, de la grandeur d'ame, de la vraie gloire, qui pourroient leur mériter l'attachement & l'estime des gens de bien, on les remplit d'un saint zèle pour des opinions puériles, pour des futilités théologiques, pour des factions religieuses; ce zèle en fera quelque jour des tyrans, des persécuteurs, des fanatiques, des bourreaux. On leur forme une conscience erronée qui les portera, pour les intérêts d'une cabale, à commettre sans remors les crimes les plus noirs. Si on leur parle de la crainte de Dieu, de ses jugements redoutables, des terreurs d'une autre vie; ces idées effrayantes sont bientôt effacées par la facilité qu'on leur montre à expier les plus grands forfaits. D'ailleurs les Rois traitent avec les Dieux de couronne à couronne; les Dieux de la terre ont lieu de croire qu'ils trouveront de l'indulgence dans les Dieux du ciel, dont on leur dit qu'ils sont les lieutenants, les représentans, les images.

On dit & l'on répette sans-cesse qu'il n'est point d'autre frein pour les Princes que la reli-

gion : on peut répondre que dans ce cas les Princes n'ont aucun frein. Voyons-nous dans le fait que ce frein imaginaire ſoit capable de contenir des paſſions que tout conſpire à ſemer dans leurs cœurs, à nourrir, à fortifier ? Trouve-t-on, en bonne foi, que la crainte d'un Dieu vengeur des Peuples qu'on outrage, rende ces potentats plus équitables, plus humains, plus modérés, plus fideles à leurs ſerments, plus attentifs à gouverner ? Les menaces d'une Religion auſtere ſont-elles donc aſſez fortes pour les empêcher de ſe livrer à la volupté, à des plaiſirs deshonnêtes, aux vices les plus honteux ? D'ailleurs la religion des cours n'eſt pas la même que celle des peuples ; elle en impoſe encore bien moins aux Princes qu'à leurs Sujets, ſur leſquels elle ne fait déjà que très-peu d'effet. Une religion de cour s'accommode aux circonſtances, ſe prête à toutes les paſſions & n'en retient aucune. Ce n'eſt pas dans le ciel, c'eſt ſur la terre qu'il faut chercher des barrieres que l'on puiſſe efficacement oppoſer aux penchants impétueux des maîtres du monde. Une éducation véridique & des loix ſoutenues par la Nation ; voilà les vrais moyens de contenir les paſſions des Rois, & de les empêcher de devenir des Tyrans.



CHA-



CHAPÎTRE X.

De la fausse Politique. Du Despotisme & de la Tyrannie.

D'APRÈS les idées funestes d'une fausse Politique dont on remplit l'esprit des maîtres de la terre, ils ne gouvernent point, ils tyrannisent; au lieu de protéger leurs Sujets, ils leur déclarent la guerre. Par ce renversement des notions les plus claires de la Morale & de la Politique, le Gouvernement, destiné dans son origine à défendre, à rapprocher, à rendre les Peuples heureux, est devenu pour eux le plus grand des fléaux, au point que bien des gens ont douté si les foibles avantages qu'il procure aux Nations, pouvoient contrebalancer les maux sans nombre que leur font souffrir sans intermission ceux qui les gouvernent : l'anarchie leur paroît un mal momentané, tandis que les calamités produites par le Despotisme n'ont point de terme. Voilà sans-doute ce qui fait que, comme on a vu, des penseurs ont décidé que la vie sauvage ou le renoncement total à la Société, procureroient aux hommes un sort plus doux que la vie sociale, qu'ils ont vu perpétuellement agitée par les passions discordantes & des chefs & des membres de la Société.

LE Souverain est le chef ou la tête qui fait mouvoir les ressorts du Corps Politique. Pour n'avoir point fait attention à la liaison intime &

néceſſaire qui devoit invariablement ſubſiſter entre la tête & le corps, la Politique eſt devenue, preſqu'en tout Pays, un tiſſu de myſteres à la vue deſquels le bon-ſens demeure confondu. La ſcience du Gouvernement, pour s'être éloignée des principes naturels & ſimples de la Morale, eſt devenue une ſcience énigmatique, ſurnaturelle, dont les principes & les maximes ſont dans une contradiction perpétuelle avec la droite raiſon. L'ignorance des Peuples, la baſſeſſe des Cours, les flatteries blaſphématoires des Prêtres, ont transformé les Princes en Divinités, (27) qui bientôt ſe ſont montrées auſſi cruelles, auſſi capricieuſes, auſſi bizarres que celles dont la terreur avoit peuplé l'Olympe. Par une ſuite de ces apothéoſes, il n'y eut plus ni proportions ni rapports entre un Monarque & ſes Sujets. Comme les foibles mortels ne ſont pas en droit de rien diſputer à leurs Dieux, tout fut permis aux Dieux de la terre ainſi qu'à ceux du ciel; la réſiſtance, les murmures, les plaintes les plus douces, les remontrances les plus légitimes furent interdites aux Peuples. De quel droit en effet de chétives créatures pourroient-elles s'oppoſer aux volontés d'une puiſſance toute Divine, dont les droits ſont appuyés par l'autorité céleſte qui repréſente celle de la Divinité même?

SUIVANT les idées générales que les hommes ſe ſont formées de la Divinité, à laquelle ils

(27) Chacun ſait qu'Alexandre enivré de ſes conquêtes, ſe fit reconnoître pour un Dieu dans toute l'étendue de ſes Etats. Les villes grecques firent différens décrets pour lui décerner cette qualité. Les Lacédémoniens en firent un en ces mots, *puiſqu'Alexandre veut être un Dieu, qu'il ſoit un Dieu.* VOYEZ ÆLIAN, VAR. HIST. LIB. II. CAP. 19.

attribuent essentiellement la justice & la bonté, l'autorité de Dieu lui-même sur les hommes ne peut être raisonnablement fondée que sur les biens qu'ils en attendent, & non sur la terreur que son pouvoir peut inspirer. Le pouvoir d'un Dieu sur ses créatures ne seroit qu'une tyrannie, si elle n'avoit pour base que la puissance & la force. La dépendance où l'homme est de ce Dieu ne seroit qu'une servitude abjecte, involontaire, révoltante, si elle n'étoit motivée que sur la peur. Ainsi, par le pouvoir absolu que le Despote s'arroge sur les Peuples, il s'éleve insolemment au-dessus de la Divinité, & s'attribue des droits dont elle ne peut pas jouïr. D'où l'on voit que, dans les principes même de la Religion, le Pouvoir Despotique est une insulte continuelle à la Divinité qu'il prétend représenter sur la terre.

Ce pouvoir n'est pas moins contraire aux principes de la Morale, à laquelle la vraie Politique ne peut jamais déroger. La Morale, comme on n'a cessé de le prouver, fonde ses préceptes, ses obligations, ses devoirs sur les intérêts & les besoins réciproques des hommes, que la nature a rendus nécessaires à leur bonheur mutuel. D'où il suit qu'il n'existe ni morale, ni obligations, ni devoirs pour un Monarque divinisé, qui doit dès-lors s'imaginer qu'il n'a besoin de personne; qui se sent assez fort pour se faire craindre, & pour se mettre lui-même à l'abri de toutes craintes; qui se croit au-dessus de l'opinion publique; qui s'embarrasse fort peu de l'attachement & de l'estime de son Peuple; dont la conscience & les remors sont perpétuellement étouffés par la voix toujours écoutée des syrènes qui l'empêchent

d'entendre les ſoupirs & les cris de ſa Nation & les dangers dont il eſt menacé. Comment un Souverain qui s'imagine qu'il eſt d'une autre eſpèce que le commun des mortels, qu'il eſt le repréſentant de la Divinité ſur la terre, qui croit peut-être de bonne foi qu'il eſt un Dieu lui-même, comment, dis-je, peut-il ſe ſoumettre à des devoirs ? Un être de cette trempe doit être indigné de tout lien qui le gêne ; il doit ſe croire diſpenſé de tout à l'égard des mortels qui l'entourent, pour leſquels il conçoit le plus profond mépris. Il eſt très-peu de Princes à qui l'on ne perſuade qu'ils ſont paitris d'un autre limon que le reſte des hommes. Pour oſer dire à un Roi qu'il eſt *homme comme un autre*, il faut un courage dont lui-même & toute ſa cour ſeroient épouvantés.

Il n'eſt point de maxime plus propre à corrompre les Princes & plus deſtructive pour les Peuples que celle qui perſuade aux uns & aux autres, que *les Rois ne ſont comptables de leur conduite qu'à Dieu ſeul*. L'impunité portera toujours les hommes à la licence. En diſant aux Souverains qu'ils n'ont d'autre juge que la Divinité, on a viſiblement anéanti pour eux toutes les digues qui pouvoient les contenir. Entraînés alors par les mauvais penchants que tout conſpiroit à leur donner, ils ne ſe ſont plus embaraſſés, ni des jugemens des hommes, ni de la puiſſance des loix, ni de l'affection de leurs ſujets, trop foibles pour les ramener à leurs devoirs (28).

(28) . . . . . *Nihil eſt quod credere de ſe*
Non poſſit cum laudatur diis æqua poteſtas.
Juvenal. Sat. IV. Vers. 70.

Il ſubſiſte preſque par-tout un Pacte entre le Tyran & les Prêtres. Ceux-ci lui diſent : „ commets tous les crimes que tu voudras, & nous „ les expierons : tyranniſe les autres, mais ſois- „ nous dévoué. Le Ciel te livre tes Peuples, „ pourvu que tu reſpectes les droits ſacrés de „ ſes Miniſtres. Obéis-nous à nous-mêmes, & „ nous te ferons obéir comme aux Dieux." D'après les conditions de ce traité, les Tyrans ont fait cauſe commune avec les Prêtres, en les gagnant par des largeſſes & des immunités ; en appaiſant par leur moyen le Ciel en courroux, les Princes les plus corrompus n'ont pas douté que les jugements d'un Dieu vénal ne leur fuſſent favorables dans l'autre monde, même après avoir déſolé le monde actuel. Les Souverains les plus méchants ne ſont pas ceux qui ſe ſont le moins ſignalés par leur dévotion, par leur ſoumiſſion aux Miniſtres de la Religion, par leur généroſité à leur égard. Machiavel conſeille tres-prudemment à ſon Tyran d'affecter aux yeux des Peuples un grand reſpect pour la religion (29).

Nil pudet aſſuetos ſceptris. Lucan. Lib. VIII.
. . . . . *Virtus & ſumma poteſtas*
Non coeunt. Lucan. Lib. VIII.

(29) Louis XI. étoit l'homme le plus dévot & le plus méchant de ſon royaume : il portoit une figure de la vierge Marie à laquelle il demandoit la permiſſion toutes les fois qu'il vouloit commettre quelques grands crimes. Philippe II. montra toute ſa vie le plus grand zèle pour le maintien de la Religion Romaine dans ſes Etats. Cependant il fut très-débauché, & tout ſon régne ne fut qu'une longue ſuite de perfidies, d'aſſaſſinats, d'empoiſonnements, de parjures & de tyrannies. Mouley-Iſmaël, Empereur de Maroc, étoit le Muſulman le plus dévot de ſon pays, cependant on a ſure qu'il égorgea de ſa propre main plus de cinquante mille de ſes ſujets ;

Par une pente très naturelle, les Tyrans doivent être portés à la superstition. Un Souverain ne devient Tyran, que parce qu'il est ignorant & sans vertu ; son ignorance le rend crédule, & sa méchanceté lui rend nécessaires les prétendus moyens que ses Prêtres lui fournissent d'expier ses forfaits & de mettre en repos sa conscience agitée. C'est communément sous les plus mauvais Princes, que le Prêtre jouït du plus grand crédit.

Graces aux préjugés avilissants que la superstition & la flatterie ont accrédités sur la terre, la plupart des corps politiques présentent des troncs décharnés, sur lesquels se trouvent entées des têtes énormes, qui attirent à elles toute la substance des Nations : ces corps fléchissent & chancellent sous un poids qu'ils ne soutiennent qu'avec peine ; ils n'ont gueres la force de contrebalancer une masse terrible qui les entraîne à la ruine commune. Dans chaque Société civile se trouve un être unique, destiné par le Ciel à ne rien faire pour elle, ou à la faire servir à ses propres caprices.

Ainsi la Politique est devenue en bien des contrées une vraie conspiration contre les Peuples. Suivant l'ordre naturel des choses, le tout est préférable a sa partie, il sembloit en conséquence qu'une Nation entiere doit être préférée à un seul citoyen qu'elle a choisi pour la représenter. On pourroit supposer que le représentant doit dépendre de ses constituants. On croi-

jets ; c'étoit communément au sortir de la Mosquée où il prêchoit lui-même, qu'il faisoit ses exécutions, dont ses propres enfans furent souvent les victimes.

roit que celui qui gouverne eſt fait pour le Peuple gouverné, enfin on diroit que c'eſt en vue d'aſſûrer leur bien-être, & non de le détruire, que des êtres raiſonnables ſe ſoumettent à l'autorité de l'un d'entr'eux. Mais ſuivant les principes d'une Politique vraiment myſtérieuſe & totalement inconcevable, toutes ces idées ſe trouvent renverſées; la partie l'emporte ſur le tout; des millions d'hommes ne ſont faits que pour un ſeul homme; cet homme iſolé ne ſe croit nullement intéreſſé au bonheur de ceux qui ne lui obéiſſent que dans l'eſpoir des avantages qu'ils attendent de lui. En un mot, la Société toute entiere eſt abſorbée dans la ſplendeur du Trône qu'elle ſoutient, & qui emprunte d'elle tout l'éclat dont elle eſt éblouïe.

DANS preſque toutes les parties de notre globe, le Souverain eſt tout, ſa Nation n'eſt rien. *Il n'y a point ici de nation, je n'y connois qu'un Maître & des Sujets*, diſoit arrogamment un Viſir à quelqu'un qui oſoit lui parler des intérêts de ſa Nation. En effet, une Nation privée de liberté n'eſt plus rien, elle eſt dépouillée de tout ce qui pourroit la faire connoître, chérir & reſpecter de ſes enfants. Réduite à trembler elle-même, elle n'en impoſe à perſonne: privée de ſes propres tréſors, du droit de punir & de recompenſer, tout le monde l'abandonne pour tourner ſes regards ſur ceux qu'elle a rendus les maîtres de ſon ſort: ceux-ci s'attachent des ingrats qui méconnoiſſent la ſource de l'autorité, des richeſſes, des honneurs qu'on ne leur diſtribue qu'à condition de tenir la Patrie ſous le joug. Les citoyens qui lui reſtent fidèles ou qui ont le courage de repréſenter ſes droits, ſont regardés

comme des audacieux, comme des perturbateurs, des hommes dangereux, & leurs châtiments paroiſſent juſtes & mérités à ceux-même dont ils défendent la cauſe. Ainſi les Nations n'ont rien à elles, pas même leurs façons de penſer, qui leur ſont ſuggérées par ceux qui les tiennent en tutelle.

DANS des pays ainſi conſtitués, le Pacte ou le Contract qui lie le Souverain à ſon Peuple, ne paroît qu'une chimere. Un Prince qui ſe croit redevable à Dieu ſeul de la couronne, s'embarraſſe fort peu des titres qui n'ont pour eux que la raiſon & l'équité. Oſer parler de ce Pacte, ſeroit une témérité ſéditieuſe. Ou bien ſi l'on admet l'exiſtence de ce Pacte, il ne lie que les Sujets, ſans aucunement gêner le Souverain.

AINSI, en vertu de l'étrange Contract qui enchaîne les Peuples, ceux-ci, ſans nul profit, ſe ſont engagés à contribuer par leurs travaux à la ſplendeur, à l'agrandiſſement, aux fantaiſies d'un Maître qui, non ſeulement ne s'engage à rien, mais encore, qui ſe réſerve le droit de nuire à tous, ſans laiſſer à perſonne celui de réclamer. En un mot, on diroit que dans chaque Nation il exiſte un être privilégié, deſtiné par le Ciel à commander à des Peuples nombreux qui, transformés en automates, doivent ſe perſuader que leurs biens, leur liberté, leur vie, ne leur appartiennent pas; qu'ils ne ſont ſur la terre que pour travailler ſans relache & périr ſelon les fantaiſies du Dieu viſible, au pouvoir duquel la Providence les abandonne.

SI les notions flatteuſes de la ſuperſtition ſont propres à pervertir les Princes, elles ne ſont pas moins faites pour anéantir, ou pour rendre peu ſûres les idées de juſtice dans l'eſprit des Sujets:

partout on prèche aux Peuples une obéiſſance *paſſive* & machinale aux volontés quelconques de leurs Maîtres les plus injuſtes : par-tout on leur défend d'y réſiſter ; par-tout où régne le Deſpotiſme, des Eſclaves ont pour maxime qu'on n'eſt jamais coupable en exécutant aveuglément les ordres de ſon Sultan. Quelles idées de morale & d'équité peuvent avoir des hommes qui s'imaginent que la volonté d'un Tyran peut rendre l'oppreſſion, la rapine, la cruauté légitimes ? Quelles idées de la morale divine peuvent ſe former des êtres, à qui l'on dit que Dieu protege des Tyrans, & veut qu'ils ſoient obéis !

Les conventions de la plupart des Peuples de la terre avec leurs impitoyables maîtres, reſſemblent aſſez à celles d'un voyageur qui, attaqué dans un bois par des brigands, leur abandonne tout pour obtenir la vie, & qui ſe trouve encore en outre obligé de travailler pour eux, & de porter le butin qu'ils lui ont enlevé. Tout Deſpote, tout Souverain injuſte ne poſſede qu'un titre frauduleux que la crainte ſeule force ſes Sujets de reconnoître ; ils n'oſent pas examiner ce titre, & encore moins l'annuler ; parce qu'ils s'imaginent que les efforts qu'ils feroient pour récupérer leurs propres droits, les rendroient encore plus malheureux qu'ils ne ſont. Voilà la poſition dans laquelle ſe trouvent tant de Nations aſſervies ; elles ont rarement le courage d'eſpérer un ſort plus doux. Le plus ſouvent elles s'habituent tellement à leurs chaînes, qu'elles n'imaginent point qu'il ſoit poſſible de s'en paſſer. La Tyrannie la plus marquée, les injuſtices les plus criantes, les violences les plus maniſeſtes finiſſent par ne point révolter, & pa-

roiſſent à la longue des actes d'un pouvoir légitime à des Peuples entiers. L'eſclavage dégénéré en habitude, eſt un mal incurable. L'univers eſt rempli d'eſclaves contens, aſſez lâches pour aimer leurs chaînes, aſſez fous pour en rire, aſſez bas pour s'en glorifier. Les Turcs reſpectent, comme Dieu lui-même, les Sultans dont à tout moment ils éprouvent les frénéſies; ils attachent de l'honneur à périr par leurs ordres; chez eux la ſûreté perſonnelle eſt réputée le partage ignoble des hommes les plus vils (30).

Si l'on ne connoiſſoit pas les effets de l'habitude fortifiée par l'ignorance, rien ne devroit paroître plus étonnant que la facilité avec laquelle les hommes s'accoutument au gouvernement le plus injuſte. A force d'éprouver les coups de la puiſſance, du crédit, de la grandeur, les idées d'équité s'effacent totalement des eſprits, ou plutôt ne peuvent jamais s'y former. On s'imagine qu'il eſt dans la nature, des êtres à qui tout eſt permis, & qu'il en eſt d'autres qui ſont faits pour tout ſouffrir de la part des premiers. Rien de plus rare que des hommes qui ſe faiſent des idées vraies de l'équité: ſi leur nombre étoit plus grand, on verroit bien moins de Tyrans & d'Eſclaves ſur la terre. L'ignorance & la pareſſe des hommes, voilà les ſeuls appuis du pouvoir abſolu & de la fauſſe Politique.

C'est encore l'ignorance, la pareſſe, l'incapacité des Souverains qui les font ſoupirer après

(30) Les habitans de l'Empire de Maroc regardent comme un grand honneur de périr par les ordres du Monarque: & ſe perſuadent que ceux qu'il tue de ſa propre main vont droit en Paradis.

un pouvoir abſolu. Il faut de la vigilance, de la juſtice, de la fermeté pour gouverner un Peuple: il ne faut que de la force pour le tyranniſer. Si l'inexpérience & l'inertie font les Deſpotes, elles font auſſi les Eſclaves. A l'aide du Deſpotiſme, le Souverain eſt diſpenſé du ſoin de rien apprendre; le plus inepte & le plus pervers ſe trouve auſſi capable de commander à des Nations, que le Prince le plus ſage & le plus éclairé.

Dans le plus grand nombre des Nations, le Monarque eſt trop fier par s'abaiſſer juſqu'à gouverner ou régner par lui-même. Communément il ne ſemble fait que pour jouïr dans la molleſſe & dans l'oiſiveté, du travail des Nations; pour recevoir en idole leur encens, leurs tributs, leurs hommages; pour végéter dans l'indolence, ou pour diverſifier ſes ennuis par des plaiſirs achetés aux dépens de la ſueur & des larmes de ſes Sujets. On diroit que la plûpart des Princes ne ſont au monde que pour qu'on place à leur inſçu leur nom à la tête d'un édit. (31)

Rien de plus rare qu'un Souverain qui ſe donne la peine de remplir les fonctions de ſon état. L'éducation qu'on donne aux maîtres de la terre, les rend communément plus propres à être eux-mêmes eſclaves, qu'à gouverner les autres; ils ne ſont le plus ſouvent dans les mains de leurs Miniſtres, de leurs Courtiſans, de leurs Sultanes, que des automates que chacun à ſon tour fait mouvoir à ſon gré. C'eſt rarement à ſon Mo-

(31) Les Siamois ignorent le nom du Souverain régnant: quand ce Prince donne audience, il ne parle point, il s'explique par ſignes.

narque, c'eſt à ſes Viſirs que les Nations ſont aſſervies. Un Prince ſans lumieres, quand même il n'auroit pas de paſſions dangereuſes, adopte aveuglément toutes celles des Femmes, des Eunuques, des Proxénêtes, des Favoris qui le gouvernent lui-même : le Souverain & ſon Etat ſont chaque jour immolés à leurs intrigues, à leurs complots, à leurs folies criminelles. Le Sultan redoutable n'eſt ſouvent que le premier eſclave de l'eſclave qui trouve le ſecret de s'emparer de lui. (32)

Sous des Princes ſans talents les Miniſtres ſont les Rois. Ainſi, les Souverains ne deſirent le Deſpotiſme, qu'afin de mettre leurs eſclaves à portée de ſe rendre leurs maîtres. Un Prêtre ambitieux parloit bien en Miniſtre quand il diſoit à ſon Monarque, que *ſa Majeſté ne pouvoit être coupable devant Dieu tant qu'elle ſuivoit l'avis de ſon conſeil* (33). Ailleurs ce Politique admiré inſinue à ſon maître qu'il doit bien ſe garder d'appeller au Miniſtère ou aux grandes places des gens de bien, *parce qu'ils ne ſont pas aſſez faciles en affaires.* Des Princes à qui l'on parle ſur ce ton, ſont-ils donc des Monarques ? N'eſt-ce pas leur conſeiller ſans détours d'abandonner

(32) Pline (hiſt. nat. liv. chap. 30) aſſure qu'un Peuple d'Ethiopie conféroit la dignité royale à un chien, auquel on rendoit les honneurs divins ; c'étoit par ſes mouvements que l'on jugeoit de ſes intentions (*motu ejus imperia augurantur*). Quelqu'un diſoit que, *ſi les Rois étoient les images de la Divinité, la plupart d'entr'eux ne lui reſſembloient que parce qu'ils laiſſoient tout faire aux cauſes ſecondes.*

(33) Voyez le *Teſtament Politique du Cardinal de Richelieu*

à d'autres les rênes du Gouvernement, que leurs mains débiles ſont incapables de ſoutenir? Les Rois ſeroient-ils donc trop grands pour gouverner eux-mêmes? Quel attachement peut attendre de ſon Peuple, un Prince qui l'abandonne aux vexations, aux caprices, aux cabales de quelques tyrans ſubalternes, & qui ne paroît exiſter que pour donner la ſanction royale à leurs oppreſſions? Quelle conſidération perſonnelle peut s'attirer un Souverain qui, par ſa négligence & ſon apathie, ſemble annoncer à toute la terre qu'il n'eſt pas fait pour régner? Enfin quelle reconnoiſſance peuvent attendre de ceux mêmes qu'ils comblent de faveurs & de graces, des Princes qui, incapables par eux-mêmes de faire du bien, ne le font que ſur les ſuggeſtions ou par les intrigues de ceux qui les entourent?

DANS toutes les Nations policées, les loix privent un citoyen en démence de la faculté de gérer ſes propres affaires; il n'en eſt pas de même quand il s'agit des affaires d'un Etat. On diroit que les Peuples, pour être gouvernés, n'ont beſoin que d'un ſimulacre, & qu'il leur importe peu que celui qui regne ſur eux ſoit raiſonnable. Ni l'enfance, ni la décrépitude, ni la ſtupidité, ni la folie la plus complette n'ôtent le droit de commander aux hommes. On a vu des Nations célébres aimer mieux devenir la proie des factions les plus ſanglantes & de l'anarchie la plus affreuſe, que de priver des Princes en démence du droit de régler le ſort des humains (34).

UNE maxime ancienne dit que *le bien-être du*

(34) Voyez Mezerai Hiſt. de Charles VI.

Peuple doit être la loi ſuprême. (35) Par le renverſement qu'introduit une Politique abſurde, on eſt parvenu à faire croire que le bien-être de ceux qui gouvernent doit être la premiere des loix; d'après ces principes on voit que les Princes ſe ſont habilement ſubrogés à la Société; ainſi, ſervir l'Etat, c'eſt ſervir celui qui a conquis l'Etat & qui ſouvent le traite en pays de conquète: la grandeur d'ame, l'honneur, la valeur conſiſtent à braver pour lui les dangers & la mort: le devoir du citoyen & du noble eſt de ſe ſacrifier à ſes ordres les plus injuſtes, à ſon ambition effrénée, & plus ſouvent encore à celle de ſes Miniſtres. Le genre humain n'eſt-il donc fait que pour être le jouet du caprice de quelques individus! (36)

(35) *Salus Reipublicæ ſuprema lex eſto.*

(36) *Humanum paucis vivit Genus.*

LUCAN. LIB. 4.



CHA-



CHAPITRE XI.

De la Guerre.

SI, comme on vient de voir, l'inertie, la molesse, l'oisiveté des Princes est souvent funeste aux Nations, leur activité, quand elle n'est pas tempérée par la justice, la prudence, les intérêts de l'Etat, est tout autrement destructive pour elles. On a déjà fait remarquer ci-devant que les chefs des Peuples les plus civilisés n'ont pu encore se guérir de la frénésie de la guerre, qui décèle en eux des dispositions vraiment sauvages, & directement contraires au bonheur des Sociétés pour qui la paix sera toujours le plus grand des biens.

Est-il rien en effet qui mette plus d'obstacles à la félicité publique, aux progrès de la raison humaine, à la civilisation complette des hommes, que les guerres continuelles dans lesquelles des Princes inconsidérés se laissent entraîner à tout moment ? C'est dans cette Politique vraiment barbare & déraisonnable, que nous trouverons la source des maux les plus cruels & les plus durables qu'éprouvent les Nations.

Les loix de Crète & de Sparte n'avoient rapport qu'à la guerre, & sembloient supposer que la paix n'étoit pas faite pour les hommes. Les Gouvernements modernes semblent avoir conservé le même esprit. On diroit que les Nations n'ont été placées sur la terre que pour se haïr,

ſe tourmenter, ſe détruire les unes les autres; le repos eſt pour leurs chefs un état violent dont ils imaginent mille prétextes pour ſortir. Par un effet de cette manie toujours ſubſiſtante, & les Peuples & les Rois ſont dans une miſere continuelle; au ſein même de l'abondance, ils ne jouïſſent de rien; les Nations les plus opulentes ſe dépeuplent, ſe ruinent en pure perte & n'ont preſque jamais le tems de ſe remettre des ſecouſſes fréquentes & douloureuſes que leur donnent des maîtres deſtinés à les conduire paiſiblement au bonheur: elles reſſemblent à des malades que l'imprudence de leur régime replonge à tout moment dans des rechutes, parce qu'une convaleſcence trop courte n'a pu les rétablir. Ce n'eſt communément que la néceſſité, c'eſt-à-dire l'impoſſibilité de continuer la guerre; ce n'eſt qu'un épuiſement total des reſſources, qui déterminent les Princes à la paix: cette paix, toujours inquiette & peu ſûre, ne ſemble être elle-même deſtinée qu'à recueillir de nouvelles forces pour combattre de nouveau. Auſſi-tôt qu'une Nation commence à reſpirer, à rétablir ſon commerce, à ſe livrer à l'induſtrie, à cultiver ſes terres, un vertige de cour vient tout d'un coup arrêter tous ſes projets: les campagnes ſont dépeuplées pour former des armées; des impôts accablants écraſent le cultivateur; le commerce eſt détruit ou gêné; toute activité eſt ſuſpendue; tout tombe dans la langueur; & l'attention du Gouvernement, abſorbée par la guerre, ne peut ſe porter ſur aucun des objets néceſſaires au bien-être intérieur.

Par une ſuite des préjugés ſauvages dont les Peuples ſont imbus & que ceux qui les gouver-

nent ſemblent vouloir éterniſer, une éducation martiale eſt preſque la ſeule que l'on donne aux Princes, ainſi qu'aux Grands dont ils ſont environnés : on ne ſeme & l'on ne cultive que rarement en eux les vertus pacifiques ; elles paroiſſent ignobles au Souverain, & ſont dédaignées par une Nobleſſe impétueuſe, à qui l'on perſuade que c'eſt uniquement dans le courage que conſiſte l'honneur. C'eſt ainſi que le Prince & ſa Cour s'accoutument à trouver de la gloire dans la violence, & ne voyent point d'amuſement plus digne d'un grand cœur que d'exterminer des hommes. D'après ces notions fatales dans leſquelles tout conſpire à entretenir les Rois & ceux qui les approchent, les Nations ſont entraînées dans des guerres perpétuelles par des maîtres dont on a fait des tigres altérés de ſang, qui ne connoiſſent rien de plus beau que d'en répandre, & que le calme jetteroit dans l'inaction & l'ennui.

D'UN autre côté le Deſpotiſme a toujours beſoin de ſoldats pour ſe maintenir ; c'eſt un état de guerre d'un Maître allarmé contre des Eſclaves chagrins qu'il faut retenir ſous le joug. Même durant la paix le Deſpote, entouré d'une cour avide & de ſes cohortes, n'eſt-il pas continuellement occupé à combattre les loix, la liberté de ſon Peuple, à réprimer les plaintes que ſes oppreſſions peuvent exciter ? C'eſt par la force qu'on ſoutient un Gouvernement établi par la force. C'eſt, comme on a vu, par la conquête que le Deſpotiſme s'introduit ; ainſi les Princes, pour la plupart, vivent dans leurs Etats comme dans un pays conquis dont ils craignent la révolte.

SOUS prétexte de veiller à la défenſe de l'Etat,

les Gouvernements tiennent ſur pied en tout tems des armées nombreuſes, dont le but réel eſt de perpétuer la tyrannie. Si les Nations ne prenoient les armes que pour leur propre défenſe, pour leur propre ſûreté, pour leurs intérêts véritables, en un mot, pour des cauſes légitimes, les guerres ſeroient très-peu fréquentes. En effet, à quoi ſont dues ces guerres périodiques qui dépeuplent, appauvriſſent, enſanglantent à tout moment la terre, & qui en font le ſéjour du carnage? C'eſt à l'ambition des Rois, à leurs prétentions injuſtes, à leur cupidité ſans bornes, à leur déſœuvrement inquiet, à l'incapacité, où ils ſe trouvent pour l'ordinaire, de s'occuper en paix du bien-être intérieur de leur pays. Pour jouer un grand rôle dans le monde; pour faire valoir des titres frauduleux ou douteux, ſouvent même dans la vue de faire une vaine parade de puiſſance, ils immolent à leurs intérêts perſonnels, à l'agrandiſſement de leurs familles, à leurs vanités enfantines, à des jalouſies mal fondées, à des rêveries, le repos, les forces, les richeſſes, l'induſtrie, la félicité de tout un Peuple.

Que les mobiles des plus grands événements de ce monde ſont faits pour paroître petits aux yeux de la raiſon! Des diſputes ſur l'étiquette, des prétentions puériles, des querelles de preſſéance, la mauvaiſe humeur d'un Miniſtre ou d'une Maîtreſſe, l'impertinence d'un Ambaſſadeur, la brutalité d'un Pirate ou d'un Corſaire, un mot mal entendu; en voilà plus qu'il n'en faut pour mettre le monde en feu!

La guerre n'eſt juſte, que quand elle eſt néceſſaire: la guerre eſt néceſſaire, quand le bien-être

d'une Nation eſt véritablement en danger. Une Nation eſt en danger, quand des voiſins injuſtes veulent la priver d'un Gouvernement équitable, d'un Prince néceſſaire à ſon bonheur, de la liberté, de la jouïſſance de ſes droits légitimes. Enfin la guerre eſt juſte & néceſſaire, lorſque ſans elle on ne peut être aſſûré de la paix. (37) Une guerre eſt injuſte, quand elle n'a pour objet que d'étendre la puiſſance, de faire valoir les prétentions peu fondées, de contenter l'avidité, de repaître la vanité, d'augmenter la puiſſance, déja trop étendue d'un Souverain ſans équité, dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux du Peuple qu'il gouverne. Les Nations font quelquefois des guerres très-injuſtes pour agrandir des tyrans contre qui elles auroient les plus juſtes droits de la faire.

Les Nations ſont-elles donc faites pour ſe ruiner & s'égorger dans des querelles qui ne devroient aucunement les intéreſſer ? En ſeront-elles plus heureuſes de ce que leur chef poſſédera une ville, ou même une Province de plus ? La défenſe rigoureuſe de jamais prendre les armes pour s'agrandir au-dehors, devroit être une loi fondamentale & irrévocable pour toute Nation prudente & raiſonnable : elle mettroit les Souverains dans l'heureuſe impoſſibilité de troubler leur tranquillité mutuelle. Un Peuple aſſez ſage pour s'impoſer une loi pareille, deviendroit bientôt l'arbitre & l'ami de tous les autres : au moins ne ſeroit-il pas à chaque inſtant la victime des préten-

(37) *Juſtum eſt bellum quibus eſt neceſſarium, & pia arma quibus nulla niſi in armis relinquuntur ſpes.*
Voyez Tit. Liv. Lib. IX. Cap. 1.

tions perſonnelles de ſes maîtres, à qui communément le ſang humain ne coûte rien.

De même que *nul homme ne peut ſervir deux maîtres*, nul Prince ne peut bien gouverner deux Etats. Un Souverain qui veut régner avec ſageſſe ſur un Peuple quelconque, n'a t-il donc pas déjà ſuffiſamment d'affaires? Augmenter les Etats, ce n'eſt jamais qu'augmenter la difficulté de les bien gouverner, & multiplier les prétextes de la guerre. Que les divers Etats dont ce globe eſt compoſé ſeroient petits, s'ils étoient proportionnés aux talens de ceux qui les gouvernent! S'il eſt ſi peu de gens qui ſachent régler ſagement une famille, eſt-il ſurprenant que ſi peu de Souverains ſachent régler ſagement un Etat? La vaſte étendue d'un empire y amène tôt ou tard le deſpotiſme, & le deſpotiſme tôt-ou-tard amene ſa deſtruction.

Quels motifs réels des Nations peuvent-elles avoir d'être ennemies les unes des autres? Eſt-il rien de plus contraire à l'équité, à l'humanité, à la raiſon, que d'entretenir entre les Peuples ces haines héréditaires, abſurdes & déraiſonnables qui diviſent les malheureux habitans de la Terre? Chaque pays ne fournit-il donc pas à ſes habitans de quoi déployer leur induſtrie & leurs talents? Chaque Etat n'offre-t-il pas à tout Prince raiſonnable un aſſez vaſte champ pour exercer ſon grand cœur, ſa juſtice, ſa bienveillance & ſes ſoins? Eſt-ce une preuve de ſageſſe en lui, que de ne ſavoir s'occuper qu'à faire des malheureux, incapables de lui procurer à lui-même ni grandeur, ni puiſſance, ni bonheur?

Dans toutes les guerres, les Souverains prétendent n'avoir jamais pour but que le bien-être

futur ou la ſûreté de leurs Etats, le maintien de la balance du pouvoir, le déſir d'augmenter le commerce & les richeſſes de leurs ſujets. Les imprudents ! ne voyent-ils pas que ces guerres entrepriſes par l'avidité, ne tendent qu'à diſſiper tout d'un coup des forces ſubſiſtantes, des richeſſes toutes acquiſes, pour en acquérir d'incertaines & d'imaginaires ? Rien de plus rare que de voir les acquiſitions & les conquêtes dédommager véritablement des dépenſes qu'elles ont coutées ; la Politique des Princes ſe borne communément à faire de très-petites choſes avec de très-grands moyens. Les ſuccès les plus éclatans ne font pour l'ordinaire que diminuer des forces réelles, pour s'en procurer d'idéales. La *balance du pouvoir* n'eſt dans le vrai, qu'une balance de foibleſſe. Les Princes par leurs guerres ne font que s'énerver réciproquement, & ſouvent le vainqueur eſt plus à plaindre que le vaincu. 38) Faire la guerre, c'eſt répandre les tréſors amaſſés par le commerce & l'induſtrie de ſes propres Sujets, ſur des Nations qui n'ont ni commerce ni induſtrie ; c'eſt enrichir des Peuples étrangers à ſes propres dépens : avoir de grands ſuccès, c'eſt augmenter le nombre de ſes ennemis & des jaloux, ſous les efforts deſquels on ſe verra quelque jour forcé de ſuccomber. Tout Prince ambitieux, toute Nation avide déviennent bientôt des ennemis communs, dont la puiſſance fait ombrage, & qu'on cherche à détruire. Ainſi les guer-

(38) Un homme d'eſprit diſoit que *la balance de l'Europe conſiſte dans les ſotiſes qui ſe font de toutes parts.* Cicéron a dit. *In quorum bello ſolum id ſcires eſſe miſeriorem qui viciſſet.*

res les plus heureuſes n'amenent point la paix; elles amenent des guerres nouvelles excitées par la défiance & les craintes, qu'une ambition remuante fait naitre dans les eſprits voiſins. De là cette inquiétude univerſelle répandue dans tous les Gouvernements, qui les force de tenir en tout tems ſur pied des armées formidables, également ruineuſes pour tous les Etats, & dont l'effet eſt de rendre la paix même inutile aux Nations.

POUR conquérir une nouvelle Province ou pour s'agrandir, afin de jouer un plus grand rôle parmi les puiſſances qui l'entourent, un Souverain belliqueux s'expoſe quelquefois à perdre ſes anciens Etats. Nonobſtant l'extravagance d'un jeu ſi périlleux, auquel les Peuples ou les Loix devroient fortement s'oppoſer, le hazard ou ſes talents le ſauve de ce danger : de retour dans ſon Pays que fera-t il ? Il ſait qu'une guerre attire une autre guerre ; il ſent la néceſſité de faire bonne contenance, afin d'en impoſer à ceux qu'il vient de dépouiller : il ſe voit donc forcé de tenir ſur pied des légions ſans nombre ; il lui faut bien plus d'hommes que ſon Etat n'en peut fournir ; il lui faut plus d'argent qu'il n'en peut obtenir par des impôts raiſonnables ; alors il dépeuple ſes campagnes & ſes villes pour avoir des ſoldats ; pour remplir ſes tréſors, il eſt forcé d'employer la violence & la fraude ; tout eſt écraſé par ſes concuſſions ; il a une Province de plus, mais ſon Domaine ancien eſt totalement ruiné ; il ſe croit plus puiſſant, & tout devroit lui montrer qu'il eſt réellement plus foible ; il a l'ambition de fonder un grand Empire, mais il commence par le détruire, & ne laiſſe à ſa poſtérité que l'avantage

de gémir pendant des ſiècles, des funeſtes effets de ſon humeur inquiete & de ſes immenſes travaux. Voilà donc ce qu'on appelle un Héros, un grand Politique! tout homme ſage l'appellera un inſenſé, un mauvais calculateur, un fléau du genre humain.

Le vulgaire ſtupide a de tout tems admiré & révéré comme des Héros & des Dieux quelques brigands célebres que l'hiſtoire ne nous fait connoître que par leurs affreux maſſacres. Quels droits peuvent avoir à l'eſtime des hommes, tant de Gladiateurs mémorables qui, comme les déluges, les volcans & les contagions ne ſe ſont illuſtrés que par leurs triſtes ravages? Quelles idées ſauvages de gloire peuvent s'être formé des êtres aſſez extravagants pour nous vanter les hauts faits d'un Alexandre, d'un Céſar, d'un Pompée! (39)

On dit que Tamerlan ne livroit des batailles que pour ſe procurer le merveilleux plaiſir de former des pyramides avec les têtes de ceux qu'il avoit égorgés. Néron, ce Tyran renommé par ſa folie cruelle, dans un moment de ca-

(39) Pline nous apprend que le grand Pompée, après avoir triomphé de pluſieurs Peuples de l'Aſie, bâtit de leurs dépouilles un Temple à Minerve, à l'entrée duquel il fit mettre l'inſcription ſuivante, bien digne d'être approuvée par des Romains. *Cn. Pompée le Grand général, après avoir terminé une guerre de trente ans; après avoir défait, mis en ſuite, tués & faits priſonniers* DEUX MILLIONS CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE HOMMES; *après avoir coulé à fond ou pris huit cent quarante ſix vaiſſeaux; après avoir ſoumis mille cinq cent trente huit villes & fortereſſes; après avoir ſubjugué tous les pays contenus entre la mer rouge & le palus méotide, s'acquite juſtement de ce vœu à Minerve.*
Voyez Plin. Hist. Natur. Lib. VII. C. 36.

price fit mettre le feu à la ville de Rome, tandis que du haut d'un monument élevé il contemploit les flammes qui réduisoient sa capitale en cendres. Il n'est personne qui ne frémisse de cette action aussi barbare qu'insensée; cependant combien de Princes également detestables, ont été célébrés dans l'histoire pour s'être amusés à mettre tout l'univers en flammes! Combien de conquérants se sont fait un passe-tems de détruire des Villes, de ravager des Provinces, de jouïr, du haut de leurs Trônes, des malheurs du genre humain! Que de Nérons dans le monde, à qui les hommes ont la sotise d'adjuger des lauriers! Combien de Princes inquiets semblent, comme Caligula, se plaindre de ce que leur regne n'est point marqué par de grandes calamités.

La plupart des Nations seroient en droit d'adresser à leurs maîtres sanguinaires le discours qu'un Derviche osa tenir à *Kouli-Kan*, dans le moment où ce vainqueur barbare de l'Indostan ordonnoit le massacre des habitans de Dehli. *Si tu ès un Dieu, agis en Dieu. Si tu ès un Prophête, conduis-nous dans la voie du salut. Si tu ès un Roi, rends ton peuple heureux & ne le détruis point.* La réponse du conquérant est conforme à celle que pourroient faire tant de héros glorieux devant lesquels l'univers s'extasie. *Je ne suis point un Dieu, & je n'agis point en Dieu. Je ne suis point un Prophête, chargé de montrer la voie du salut. Je suis celui que Dieu envoie aux Nations qu'il a resolu de visiter dans sa colere.*

Peuples inconsidérés! poussez des cris de joie; allumez des feux; faites chanter vos triomphes par vos Poëtes; rendez au ciel des actions de graces pour tant d'hommes que vos guerriers

ont eu le plaisir d'égorger. Eh! ne voyez-vous pas que le sang de vos concitoyens, cruellement prodigué, s'est mêlé avec celui de vos ennemis prétendus! hélas! bientôt vous allez pleurer de vos propres succès. Ils ont dépeuplé vos campagnes : ils vont forcer vos maîtres de vous accabler d'impots. Votre postérité malheureuse se ressentira pendant des siecles de vos cruelles victoires. Retenez donc pour toujours la fougue de vos chefs imprudents ; qu'ils se désabusent ainsi que vous, de ces idées fausses de gloire, qui ne font de leurs contrées que des déserts, & de vos villes que des séjours de larmes.

QUEL est, en effet, le cœur honnête qui ne seroit point déchiré à la vue du détail immense des calamités que la frénésie ambitieuse d'un seul homme produit souvent en un instant dans le monde! Quel affreux tableau pour une imagination sensible que celui qui ne présente que des villes embrasées, des campagnes fumantes, des laboureurs en pleurs levant leurs bras au Ciel en voyant les moissons, les fruits de leurs travaux devenir en un instant la proie des flammes, *des meres éplorées arrachant leurs filles tremblantes des mains du soldat effréné!* Qui peut penser sans frémir à la longue suite de douleurs propagées dans toute une nation par la destruction subite de tant de miliers d'hommes, de peres de familles, de parents, d'amis, qu'une seule bataille fait disparoître? Périssent donc ces Monstres qui d'un œil sec ordonnent ou contemplent de pareilles horreurs! Périsse à jamais l'ambition qui sacrifie l'élite d'une Nation, le repos d'un Etat, la félicité publique, au desir insensé de laisser un nom fameux dans l'histoire! Que les hommes qui ont

le front de chanter ces forfaits ſoient eux-mêmes voués à l'opprobre éternel!

PUISQUE les Miniſtres du Très-Haut nous aſſûrent que la Religion eſt un frein ſi puiſſant pour contenir les paſſions des Rois, que ne s'en ſervent-ils pour rappeller à la juſtice, à l'humanité, à la *charité* tant de Potentats indomptés qui ne ſemblent placés ſur la terre que pour la déſoler? Au lieu de bénir lâchement les drapeaux de la guerre, pourquoi les Prêtres *d'un Dieu de Paix* ne les déchirent-ils pas ſur ſes autels? ou du moins, pourquoi ne lancent-ils pas leurs anathèmes contre ceux qui ont la cruauté de prodiguer ſans vraie cauſe la vie des citoyens? Toute ame honnête eſt conſternée, en ſongeant à l'étonnante facilité avec laquelle un Prince, du fond de ſon cabinet ou ſérail, ſigne un arrêt de mort contre des millions de ſes Sujets. Eſt-il ſur ce globe malheureux un ſeul pouce de terre qui n'ait été à plus d'une repriſe engraiſſé de ſang humain!

AINSI, ne cherchons pas dans la colere des Dieux, les cauſes des dépopulations, des famines, des revers, de la ruine & des miſères de tant d'Etats. D'où vient que dans les contrées les plus favoriſées du Ciel, l'on ne rencontre à chaque pas que des ſolitudes effrayantes, habitées par quelques poignées de malheureux qui languiſſent ſous le poids de l'indigence? Eſt-ce donc les puiſſances inviſibles que ces Peuples doivent implorer pour demander la fin des infortunes qui les accablent? Non ſans-doute, des guerres interminables, les rigueurs d'un Deſpotiſme inſenſé, l'arbitraire de l'impôt, les extorſions des traitants, l'injuſtice des gens en place, l'indolence ou l'inſenſibilité des Princes, ainſi que leur ambitieuſe

activité, les conſeils affreux de leurs Miniſtres, les frénéſies que les préjugés inſpirent aux Nations; voilà les véritables cauſes des maux dont ce monde eſt le théâtre. Les Dieux feroient rarement irrités contre les hommes, ſi ceux qui les gouvernent avoient de l'équité.

Les voyageurs nous diſent que dans preſque toutes les Nations ſauvages, un malade fait appeller à ſon ſecours des jongleurs, des ſorciers ou des prêtres, à qui l'on ſuppoſe du crédit ſur les eſprits malins, que l'on croit les auteurs des accidents les plus naturels qui arrivent aux hommes. Sous prétexte de chaſſer la maladie, ces fourbes prononcent des conjurations en langage inconnu, invoquent les eſprits, feignent de converſer avec eux, pouſſent des hurlements affreux, étourdiſſent le pauvre infirme par des bruits effrayants; font mille contorſions & ſingeries, enfin forment des danſes auxquelles, nonobſtant ſa foibleſſe, ils forcent le malade de prendre part, juſqu'à ce qu'épuiſé de fatigue, il tombe à terre, d'où ſouvent il ne ſe relève jamais. Quelque ſoit le ſuccès du remède, le médecin eſt payé; il en eſt quitte quand le malade eſt mort, pour dire à ſes parents que les puiſſances inviſibles acharnées à ſa perte n'ont pas voulu s'appaiſer. Cette méthode ne reſſemble-t-elle pas à celle que ſuivent les Prêtres des Nations les plus éclairées? C'eſt toujours par des prieres, des conjurations, des cérémonies, qu'ils promettent aux Peuples de faire ceſſer leurs infortunes. C'eſt toujours à la colere du Ciel, qu'ils attribuent la durée des maux, qui ne ſont dûs qu'aux délires d'une adminiſtration inſenſée.

Si c'eſt dans l'ordre phyſique de l'univers que

l'on puiſe les preuves les plus fortes de l'exiſtence & des ſoins d'une Providence remplie d'intelligence, de puiſſance & de bonté, quelles incertitudes ne doit pas jetter ſur ces preuves le déſordre moral & politique dont ce monde eſt continuellement le théâtre? L'ordre moral, l'ordre politique, la bonté permanente des Princes & des Gouvernements, les vertus des Citoyens auroient-ils donc fait moins d'honneur à la Divinité, que le mouvement réglé des Aſtres, que le retour périodique des Saiſons? Le Dieu qui gouverne la nature & qui régle les deſtinées des hommes, ſeroit-il moins bien repréſenté par des Souverains juſtes & bons, que par des Tyrans impitoyables, par des Sultans avides, par des Conquérants farouches, perpétuellement occupés à ravager la terre, à troubler la paix & l'ordre des Sociétés? Ce Dieu puiſſant eût-il moins clairement manifeſté ſa puiſſance, en forçant les Princes & les Peuples à faire le bien, qu'en forçant les planètes à décrire une route invariable? N'eût-il pas été plus avantageux à l'homme d'être néceſſairement déterminé à la vertu dans chaque inſtant de ſa durée, ou de plaire néceſſairement à ſon Dieu, que de jouïr de la funeſte liberté de ſe déterminer au mal & d'encourir par là la colere du Ciel?





CHAPITRE XII.

Du Machiavelisme, ou de la Perfidie en Politique.

LA superstition & la flatterie ayant changé les Souverains en des êtres d'une nature différente des autres hommes ; en ayant fait des Divinités sur la terre, leur ayant adjugé des droits divins, ces Princes divinisés eurent une morale à part, une jurisprudence faite pour eux-seuls & incommunicable au reste des mortels. Si la religion ne produit des effets utiles que sur un très-petit nombre d'hommes, il est évident que ce sont les loix, l'éducation, l'opinion publique, la crainte du déshonneur ou du châtiment, qui contiennent efficacement le grand nombre, & qui les empêchent de se livrer à leurs passions. Le citoyen a partout quelque chose à craindre ; les Princes sont exempts de toute crainte, & peuvent impunément se permettre tout ce que leur intérêt leur suggére.

UN des préjugés les plus fortement enracinés dans l'esprit du vulgaire, c'est que la licence est l'appanage de la puissance. On regarde comme heureux celui qui a le pouvoir de tout faire, ou dont les volontés déréglées ne rencontrent point d'obstacles. Quoique les hommes n'osent accuser les Dieux d'injustice, cependant toutes les religions tant anciennes que modernes, les ont faits injustes, licencieux, emportés, déraisonnables ;

les Théologiens en ſont quittes pour dire que les Dieux ont une juſtice à part, ou qui ne reſſemble en rien à la juſtice des hommes. C'eſt ainſi que la ſuperſtition, plus que toute autre choſe, contribue à renverſer les idées de l'équité naturelle !

Si les Dieux inviſibles du ciel ont joui du droit d'être injuſtes ou de violer les régles de la morale humaine, les Dieux viſibles de la terre ſe ſont arrogé le meme droit, & les Peuples éblouis par l'éclat & la puiſſance de leurs maitres, n'ont point oſé le leur conteſter. Les Souverains ſe ſont donc fait un code à part, d'apres lequel tout crime heureux ſe juſtifie. Les plus grands forfaits ſe pardonnent aux Princes & ſont applaudis par les Nations, quand elles en voyent réſulter un très-grand avantage. Voler, dans un citoyen obſcur, eſt une action odieuſe & puniſſable ; mais faire des conquêtes, lever des impôts onéreux, ravir le néceſſaire à ſes Sujets, ſont des actions glorieuſes ou autoriſées par l'uſage (40). Aſſaſſiner un homme, c'eſt troubler l'ordre ſocial, c'eſt commettre un crime digne de mort ; mais aſſaſſiner des Nations entieres & conduire hardiment ſes Sujets à la boucherie, marque une ame héroïque qui mérite les louanges, & des contemporains, & de la poſtérité. Violer ſes ſermens, manquer à ſes engagements, fauſſer ſa parole, ne point payer ſes dettes, ſont des choſes puniſſables par les loix & déshonorantes pour un homme privé ; mais pour un Souverain, la *raiſon d'état*, *le droit de bienſéance*, *l'intérêt de la nation*, *le malheur des tems*, ſont

(40) *Sua retinere, privata domus, de alienis certare, Regia laus eſt.*

TACIT. ANNAL. LIB. V.

ſont des raiſons qui l'autoriſent à faire tout ce qui lui convient, ſans avoir rien à craindre. Les crimes les plus noirs, les perfidies les plus horribles, les injuſtices & les violences les plus marquées, les parjures les plus honteux, finiſſent par s'adoucir aux yeux des hommes, aſſez aveugles d'ordinaire, pour croire que tout doit être permis à ceux qui jouïſſent d'un grand pouvoir. Les *Coups d'Etat* ſont communément des crimes dont les effets ſont immenſes ; mais ils ne laiſſent pas de valoir à un Prince ou à ſon Miniſtre les titres de grands politiques & d'hommes d'Etat. En un mot, on s'eſt fait des idées ſi fauſſes & ſi perverſes de la Politique, que bien des gens ont cru qu'elle étoit totalement incompatible avec la morale ordinaire; en conſéquence, preſqu'en tout pays elle eſt devenue un ſyſtème de fourberies, de menſonges, de mauvaiſe foi, d'artifices, de violence & de crimes. On s'imagina qu'il étoit impoſſible de régner ou de gouverner, en ſuivant les régles de la probité.

Voila ce qui fit éclore ſur la terre les principes deſtructeurs & les maximes infames du *Machiavéliſme*, c'eſt-à-dire, de cette Politique exécrable qui fait que la plupart des Princes, non contents d'aſſervir & de tromper leurs propres Sujets, ſont perpétuellement occupés à ſe ſurprendre réciproquement, à ſe tendre des piéges, à ſe nuire, ſoit ouvertement, ſoit d'une façon ténébreuſe & cachée. D'après cette morale odieuſe, on ne doit pas être étonné de voir que les Nations, gouvernées par des hommes nourris dans ces maximes, n'ayent jamais pu jouïr d'une tranquillité durable. Comment euſſent-elles été longtems paiſibles, n'ayant d'autres garants que

des traités insidieux, aussi-tôt rompus que faits, & de la confection desquels la bonne foi fut toujours soigneusement bannie.

Si d'ailleurs tout ne prouvoit pas le peu d'effet de la Religion sur les Princes, rien ne seroit plus propre à détromper de son utilité, rélativement à eux, que l'étonnante facilité avec laquelle on les voit oublier leurs serments les plus solemnels, & fouler aux pieds les engagements les plus sacrés. A juger de leurs opinions religieuses par leur conduite, on est forcé d'en conclure qu'ils méprisent également & les Dieux & les hommes, & que la force seule est capable de les ramener aux principes de la morale, faite pour régler la conduite de tous les êtres de l'espéce humaine, & dont jamais on ne peut s'écarter sans danger. C'est aux nations qu'il appartient de la faire observer à leurs chefs, qui, tant qu'ils n'auront rien à craindre en ce monde, s'embarasseront fort peu des châtiments dont on les menace dans un autre.

Des Souverains & des Ministres perfides, impriment le sceau de l'infamie sur les nations qu'ils gouvernent. Un Peuple entier est, souvent à son insçu, deshonoré pendant des siècles par l'infame politique de ses Tyrans ambitieux; on partage toujours les iniquités & les forfaits auxquels par son silence on paroit consentir (41). Quelle idée peut-on se former de ces Nations as-

(41) Il est évident que c'est aux fourberies de la cour de Rome, & aux crimes d'une foule de Princes sans foi, que les Italiens sont redevables de leur mauvaise réputation. Ferdinand *le Catholique*, *Charles-Quint*, *Philippe II.* tous Princes fort dévots, ont flétri pendant longtems la nation généreuse, spirituelle & noble des Espagnols, par leur conduite & leur Politique odieuse. *Quidquid delirant Reges, &c.*

ſervies, où les crimes, les perfidies les plus avérées, les guerres les plus injuſtes, trouvent une foule de défenſeurs & d'avocats! Quelle peut ètre la morale d'un Peuple qui applaudit à tous les excès de ſes Souverains les plus pervers!

Un Monarque diſoit que *ſi la bonne foi étoit bannie de la terre, ce ſeroit dans la bouche des Rois qu'il faudroit la chercher..* On l'y chercheroit en vain; elle eſt bannie des cours: une Politique auſſi fauſſe que criminelle, la traite de foibleſſe & de ſimplicité; on la croit uniquement reſervée pour ceux à qui leurs forces ne permettent pas d'être injuſtes ou de tromper ſans craindre les conſéquences. Le ſeul crime en Politique, eſt de ne pas réuſſir. Ainſi l'intérèt des Tyrans, c'eſt-à dire des plus méchants des hommes, eſt devenu la régle de la conduite des Rois.

Mais que réſulte-t-il enfin de cette Politique abominable? Par tant de parjures, de perfidies, d'iniquités, les Princes ſe rendent-ils plus heureux, plus aſſurés de leurs poſſeſſions uſurpées, plus tranquilles ſur leurs droits? Non, ſans-doute; allarmés déjà ſur les diſpoſitions de leurs propres Sujets qu'ils oppriment, ils craignent leurs ſemblables; ils ſçavent qu'il n'eſt point de ſûreté entre des brigands dont les alliances, les amitiés, les engagements, n'ont que des intérèts variables pour baſe, & ne ſont faits que pour endormir des rivaux qu'on voudroit dépouiller. Ils n'ignorent pas que la force & la ruſe ne donnent pas des droits que la force & la ruſe ne puiſſent anéantir. Conſéquemment ils vivent dans des tranſes continuelles; ils ſe tiennent ſur leurs gardes, ils ſe ruinent à force de précautions, & dans l'eſpoir de jouïr paiſiblement un jour, ils ne jouïſſent de rien.

Il n'y a qu'une ſeule morale pour tous les hommes ; elle eſt la même pour les Nations & les Individus ; pour les Souverains & les Sujets, pour le Miniſtre & pour le Citoyen obſcur. La Politique la plus véridique, eſt toujours la plus ſûre. C'eſt celle qui a la probité, la juſtice & la bonne foi pour baſe (42).

La droiture, la bonne foi, la franchiſe, la ſimplicité, ſont la plus ſage des Politiques pour les Princes comme pour les Particuliers, même dans la conſtitution actuelle des choſes ; une Politique honnête & véridique, ſeroit peut-être la plus propre à donner le change à des fourbes qui ne croyent point à la probité des autres. D'ailleurs la droiture ſe fait reſpecter de ceux-mêmes qui n'en ont pas. Le menſonge & l'obliquité ſont des ſignes de foibleſſe ; la franchiſe & la vérité annoncent les grandes ames ; elles ſont faites pour en impoſer à ces génies rétrécis, qui n'ont pas le courage d'être vrais.

Quels exemples affreux les Souverains ne donnent-ils pas à leurs Peuples, par la façon dont ceux-ci les voyent agir & traiter les uns avec les autres ? Eſt-il rien de plus propre à bannir la probité de la terre, que de voir le mépris qu'ont pour elle les Princes dont les exemples influent ſi puiſſamment ſur la conduite des hommes ? O Prin-

(42) Le Chevalier Cecil, premier Miniſtre de la Reine Eliſabeth, lui diſoit que *tout ce qui faiſoit tort à la réputation d'un Souverain, ne pouvoit jamais lui procurer d'avantages bien réels.* Un Miniſtre moderne (M. le Duc de Choiſeul) par ſa façon de traiter noble & franche, a fait reprendre en peu d'années à ſon pays, la conſidération & le rang qu'une guerre très-malheureuſe lui avoit fait perdre aux yeux de l'Europe.

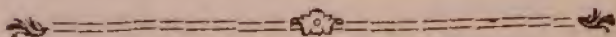
ces ! n'êtes-vous pas les vrais corrupteurs de vos ſujets ? N'eſt-ce pas votre Politique affreuſe qui s'oppoſe à la réforme des mœurs ? Si ces Dieux dont vous prétendez vous ſervir pour les effrayer & les contenir, vous en impoſent ſi peu à vous-mêmes, de quel droit vous flatteriez-vous qu'ils en impoſent à vos Peuples ? (43)

Peu contents d'écraſer ſouvent les Nations ſous un ſceptre de fer, les Souverains ſemblent encore vouloir joindre l'inſulte à l'injuſtice. Eſt-il en effet rien de plus inſultant pour des Nations que la façon dont leurs chefs en diſpoſent, ſans daigner les conſulter ? Ils les vendent, ils les louent, ils les échangent, ils les donnent en dot, ils les léguent par teſtament ; en un mot, ils en diſpoſent comme des troupeaux de bêtes, qui n'ont

(43) *Vitia non ſolum ipſi principes concipiunt, ſed etiam in civitatem infundunt, pluſque exemplo quam peccato nocent.* Cicero III. de Legibus.

Le Pape *Clément* VI. par une bulle du 20 Avril 1351. datée d'Avignon, donna au Confeſſeur du Roi de France *Jean*, & de la Reine *Jeanne* ſa ſeconde femme, le pouvoir de les délier pour le paſſé & pour l'avenir de tous les engagemens, même appuyés de ferments, qu'ils ne pourroient obſerver ſans incommodité ; grace qui devoit s'étendre à leurs ſucceſſeurs à perpétuité. *Juramenta per vos præſtita, & per vos & eos praſtanda in poſterum, quæ vos & illi ſervare non poſſetis.* Voyez Dachery Spicileg. Tom. IV. Pag. 275. Paris 1661. in-4to. On ſçait que l'Egliſe Romaine a conſtamment enſeigné que l'on ne devoit pas garder la foi jurée aux hérétiques ; & que les Papes ont très-ſouvent excité les Princes à violer les traités avec des infidéles ; les mêmes Papes ont très-ſouvent delié les Sujets de leurs ſerments de fidélité faits à leurs Souverains. D'où l'on voit que l'Egliſe Romaine eſt une école de perfidies & de parjures ; & qu'elle met les nations d'une autre Religion, dans l'impoſſibilité de traiter ſûrement avec les Princes qui lui ſont dévoués.

pas le droit de choisir leurs conducteurs. Si tant de Princes regardent leurs Peuples comme leur patrimoine, leur héritage, leurs serfs, ne devroient-ils pas du moins être jaloux de les transmettre en bon état à leur postérité? Mais, peu inquiets sur l'avenir, les Princes ne s'occupent que du moment présent: on seroit tenté de croire qu'ils ne voyent après eux que l'affreuse perspective de la dissolution du globe.



CHAPITRE XIII.

Effets Physiques ou Naturels du Despotisme.

TOUT nous montre que c'est faute de connoitre leurs intérêts véritables, que tant de Princes font le mal, suivent une Politique funeste & méprisable, exercent sur les Peuples un despotisme destructeur, dont ils ne tardent pas à sentir eux-mêmes les effets déplorables. La paresse, le découragement, la langueur, la misere, la corruption, les mécontentements des Peuples sont les suites nécessaires & fatales d'un pouvoir insensé qui, content de satisfaire ses fantaisies présentes; n'a jamais la prudence de porter ses yeux sur l'avenir.

LE despote est un chef qui prétend que sa volonté seule doit régler le sort d'un Etat; mais comme cette volonté est rarement d'accord avec les regles de l'équité, il devient communément un tyran dont le pouvoir est perpétuellement aux prises avec la justice, la raison, les droits, la li-

berté, le bien-être de ſon Peuple; & par conſéquent agit à tout moment contre ſon propre intérêt.

Gouverner, comme on a vu, c'eſt réunir d'intérêts les membres d'un Corps politique, afin de les faire concourir au bien public. Le deſpote les diviſe, ſépare leurs intérêts de ceux de la Patrie, & ne leur permet de travailler qu'à ce qu'il ſuppoſe utile à ſon intérêt particulier. Le Gouvernement conſerve, défend, maintient l'aſſociation; le Deſpotiſme la diſſout. Pour gouverner, il faut de l'expérience, des ſoins, de la vigilance, des lumieres, de la raiſon, pour tyranniſer, il ne faut que de la force. Pour édifier & conſerver, il faut des talents & des vertus; pour détruire, il ne faut rien. L'autorité, pour être légitime, doit être fondée ſur la félicité publique & le conſentement des Peuples; l'autorité deſpotique n'eſt fondée que ſur la violence & la miſere publique, d'où il ſuit qu'elle ne peut jamais être approuvée par les malheureux qu'elle écraſe.

Ainsi le Deſpotiſme ne peut pas être regardé comme une forme de Gouvernement; il eſt évidemment l'abſence de toutes les formes, l'anéantiſſement de toutes les regles. Il ne peut être légal, parce qu'uniquement fondé ſur le caprice, il eſt contraire aux loix naturelles qui toujours ſont conformes à la juſtice; il eſt contraire aux loix civiles, qui ne peuvent jamais déroger à celles de la nature; il eſt contraire aux loix fondamentales d'un Etat, qui toujours doivent avoir pour objet l'adminiſtration équitable de l'Etat. Un *Deſpotiſme légal* eſt une contradiction dans les termes.

Le Despotisme est essentiellement contraire à la nature de l'homme & au but de toute société. Il est totalement impossible qu'un mortel foible, sujet à des passions, à des vices, à des préjugés, à des erreurs, à des infirmités, ne se trompe très souvent sur les moyens d'opérer le bien public; un Prince infaillible & sans défauts est un être de raison, & l'expérience nous prouve que la puissance suprême est communément bien plus propre à corrompre, qu'à former le cœur & l'esprit. Tout concourt à nous convaincre que le Despotisme ou le pouvoir absolu est la licence, l'anarchie, la violence d'un seul, ou de ses complices, exercée contre tous. C'est un brigandage affreux qui finit par être aussi funeste au despote, qu'à ses esclaves.

Les ravages du Despotisme sont tracés en caracteres lisibles sur toutes les parties de notre globe. Il est aisé de reconnoître ses sinistres effets dans la dépopulation, dans l'engourdissement, dans la pauvreté, dans l'inertie de toutes les Nations qui éprouvent ses fureurs. Pourquoi des Peuples que la nature avoit placés dans un sol fertile; à l'industrie desquels tout fournissoit d'amples matériaux; que les circonstances sembloient destiner à la félicité; pourquoi, dis-je, ces Peuples languissent-ils dans l'indolence la plus lâche, dans la paresse la plus honteuse, dans le découragement le plus complet? Pourquoi sont-ils privés des arts les plus nécessaires à la vie, des manufactures les plus utiles, des connoissances les plus communes? Le sol a-t-il donc absolument changé dans la Grece que nous voyons aujourd'hui inculte & dépeuplée; dans cette

Italie dont les plus belles Provinces ſont déſertes; dans cette Eſpagne qui n'offre plus au voyageur étonné qu'une terre aride, habitée par quelques mendiants vains & pareſſeux? Non, ſans-doute; le Deſpotiſme, à force de déſordres, a vaincu la nature, & rend tous ſes dons inutiles. Il a depuis longtems enchaîné & les corps & les eſprits; il eſt parvenu à éteindre dans les cœurs toute idée de liberté; il a même anéanti juſqu'à la volonté de travailler à ſon bien-être. Des Princes remplis d'un orgueil puéril, & qui n'ont nulle idée, ni de la vraie grandeur, ni de la vraie puiſſance, ſe contentent de régner triſtement ſur d'immenſes déſerts où l'on ne rencontre que quelques malheureux éloignés les uns des autres. Un Souverain peut-il donc ſe croire grand & puiſſant, quand ſes Etats ne lui préſentent que le tableau lugubre de la foibleſſe, de l'affliction & de la ſervitude? quand ſes provinces deviennent le repaire des bêtes féroces, des ſerpents venimeux, le ſéjour de la contagion & de la mort?

OUI; je le répete, c'eſt l'avidité du Deſpotiſme, ce ſont ſes extorſions, ſa négligence, ſes extravagances qui changent les plus belles contrées en d'affreuſes ſolitudes, dont elles font diſparoître l'abondance & la ſalubrité. Les terres abandonnées par le cultivateur produiſent des famines ſuivies de contagions fréquentes, qui achevent d'emporter les malheureux que la fureur guerriere des tirans avoit épargnés. Des forêts ſtériles & mal ſaines, des eaux croupiſſantes, des marais infectés qui répandent des vapeurs mortelles, viennent peu-à-peu remplacer des campagnes riantes dont les habitans ont été forcés de ſe

bannir (44). On diroit que les Despotes se plaisent à repousser les dons de la nature & veulent la forcer à n'être qu'une marâtre pour leurs malheureux Sujets. A juger de leurs idées par leur conduite, on seroit tenté de croire qu'ils font souvent consister toute leur gloire à exercer leur méchanceté sur des mendiants & des pestiférés. Les pays ne deviennent salubres qu'en raison de leur culture; ils ne sont cultivés qu'à proportion de leur population; ils ne sont peuplés qu'à proportion du bien-être, de l'aisance & de la liberté dont jouïssent leurs habitans. Ainsi le Despotisme parvient même à corrompre l'air & à changer la nature du climat & du sol.

EST-IL une maxime plus fausse & plus détestable que celle de tant de Princes à qui l'on persuade que, pour rendre les Peuples plus dociles

(44) Tous ceux qui ont été en Italie connoissent les dangereux effets des *Marais Pontins* qui se trouvent dans l'état de l'Eglise entre *Terracine* & *Nettuno* dont l'effet est de répandre des exhalaisons pestilentielles qui chaque année font périr beaucoup de monde. On a calculé que le desséchement de ces Marais donneroit deux millions cinq cent mille pieds quarrés de bon terrein, capable de garantir pour toujours les terres du Pape des fréquentes disettes & des contagions dont elles sont ravagées. Mais jamais jusqu'ici les Pontifes n'ont daigné consacrer la somme modique de cinq cent mille livres à ce projet utile, dont l'exécution passe pour sûre & facile. C'est ainsi que la négligence & l'avarice perpétuent les malheurs physiques & moraux de l'espece humaine?

Molesworth a remarqué que depuis l'établissement du Despotisme en Dannemarck, il y règne des Epidémies causées par la mauvaise nourriture du Peuple.

On peut observer que dans les pays libres, il regne plus de propreté que dans les pays asservis; les esclaves se négligent, la propreté est le fruit de l'aisance & contribue à la santé.

il eſt avantageux de les tenir dans la miſere! Un Souverain ſe trouve tôt ou tard cruellement puni, quand il prête l'oreille à cet affreux principe, dont la pratique n'eſt propre qu'à jetter, ou dans une inaction mortelle, ou dans un déſeſpoir dangereux dont il peut devenir lui-même la victime; en attendant il s'appercevra bientôt qu'un Souverain ne peut être ni aimé, ni conſideré, s'il n'a ſous ſes ordres que des eſclaves mal-ſains, affamés & mécontents de leur ſort.

Pour être aimé des hommes, il faut leur faire du bien. Cette maxime ſi ſimple & ſi démontrée eſt pourtant méconnue du plus grand nombre de ceux qui gouvernent les hommes. Ils ſemblent avoir adopté la maxime d'un Tyran qui diſoit, *qu'ils me haïſſent pourvu qu'ils me craignent* (45). Le Souverain qui néglige ſes ſujets leur devient indifférent. Le Tyran qui les opprime, leur devient odieux: celui qui joint l'opiniâtreté à la Tyrannie les réduit au déſeſpoir & doit tout craindre pour lui-même: des eſclaves irrités par des vexations continuelles, qui ne connoiſſent le nom terrible de leur Maître que par des ordres cruels, à qui ce Maître ne parle dans ſes édits que pour leur annoncer de nouveaux malheurs, de nouveaux impôts, peuvent-ils donc aimer la ſource de leurs peines? Seront-ils ſincèrement attachés à un Prince dont on ne les entretient, que pour les épouvanter & pour arracher le pain des mains de leurs enfans?

(45) *Oderint dum metuant.* Mais le Tyran, ſuivant Séneque, eſt forcé lui-même de craindre ceux qui le craignent.

Qui ſceptra duro ſævus imperio regit
Timet timentes: metus in auctorem redit.

Voyez Senec. Oedip. V. 705.

Il faut qu'un Souverain ſoit bien méchant ou bien aveugle, quand il n'eſt point aimé. Les Peuples éblouïs par la pompe & le faſte dont la grandeur eſt entourée, reſpectent toujours la Puiſſance Suprême, & ſont naturellement portés à la chérir & à ſe glorifier de ſon éclat. Il n'y a que l'excès & la continuité du mal qui détruiſent ces idées, & qui portent les Sujets à la haine. Au milieu des rigueurs les plus marquées, ils cherchent encore à diſculper leurs maitres ; ils aiment mieux croire qu'ils ignorent leurs maux, que d'oſer les accuſer d'en être les auteurs. N'eſt-il pas bien barbare de ſe ſervir de ces diſpoſitions mêmes pour tout oſer ? Un Roi de Caſtille diſoit, *qu'il craignoit bien plus la haine de ſon Peuple, que le fer de ſes ennemis.*

Si l'on en juge par leur conduite inquiette & par les dépenſes énormes qu'ils ſont pour mettre leurs perſonnes en ſûreté, on eſt forcé de dire que les Peres des Peuples vivent ſouvent dans leur famille comme s'ils ſe croyoient entourés d'ennemis (46). Innacceſſibles à leurs ſujets ; environnées d'une triple rangée de ſatellites, ne ſemblent-ils pas annoncer ouvertement le peu de confiance qu'ils ont dans ceux qu'ils devroient regarder comme leurs enfans ? Un Prince peut-il être mieux gardé, que par la tendreſſe de tout un Peuple intéreſſé à la conſervation de ſes jours ?

Les Souverains & leurs Miniſtres, par un aveuglement fatal, regardent comme des ennemis de leur autorité, ceux qui leur mettent ſous

(46) *Il n'y a pas*, dit Xénophon, *de véritable paix entre un Roi & les Peuples qu'il tient ſous le joug. Jamais Tyran n'oſa ſe fier à des traités.*

Voyez Xenoph. Dialog. de la Condition des Rois.

les yeux les dangers évidents d'une politique auſſi contraire à leurs propres intérêts qu'à ceux des Nations, dont elle anéantit l'amour. Ne ſentiront-ils jamais que les loix qu'ils veulent affoiblir ou détruire ſont leur propre ſûreté ? que la liberté qu'ils veulent écraſer, eſt néceſſaire à l'activité, à l'induſtrie, au développement de la raiſon nationale ? Ne voyent ils pas que les vrais ennemis de l'autorité ſont ceux qui la rendent odieuſe & qui accumulent ſur elle l'indignation publique ? Enfin ces hommes dont les yeux ſont ſi perçants & liſent dans l'avenir, ne ſentiront-ils jamais qu'il faut ſemer pour recueillir ?

Un mauvais Gouvernement eſt un champ aride & brûlé, incapable de fournir une moiſſon abondante. Les bienfaits de la nature ne ſont pas faits pour ceux qui contrediſent la nature : les avantages qu'elle procure ſe tournent en poiſon pour ceux qui en abuſent. Mais ainſi que la Théologie, le pouvoir deſpotique voudroit concilier les choſes les plus inconciliables : il voudroit ſe faire aimer, tandis qu'il ne ſait inſpirer que la terreur. Il voudroit une agriculture floriſſante, tandis que ſes impôts arbitraires découragent le cultivateur. Il voudroit de l'induſtrie, tandis que ſes chaînes lient les bras & puniſſent l'induſtrie. Il voudroit du commerce, mais le commerce languit ſans liberté. Il voudroit des Provinces peuplées, & ſes guerres continuelles immolent les hommes beaucoup plus promptement que la nature ne peut les reproduire (47). Sous

(47) On dit que le Grand Condé, ayant perdu beaucoup de monde dans une bataille dit, *qu'une nuit de Paris repareroit tout cela.* Mais ce Prince, tout grand capitaine qu'il pût être, étoit un mauvais calculateur. *Une nuit de Paris* ne four-

un Gouvernement injuſte & vorace, l'eſclave n'a pas le courage de ſe multiplier; il ſait que la vie eſt un préſent funeſte, quand elle n'eſt deſtinée qu'à des infortunes continuelles; il ſait que donner le jour à des enfans, c'eſt augmenter le poids de ſa propre miſere (48).

L'HOMME ne chérit ſon exiſtence, que quand elle eſt heureuſe ou peut le devenir: il s'abandonne lui-même & ceſſe d'aimer la vie, dès qu'elle ne lui montre que des peines ſans fin. Il eſt contre nature d'aimer la violence, l'indigence & la faim, & d'en aimer les cauſes. Le dernier excès de l'aveuglement & de la folie eſt de baiſer avec tranſport la main qui nous enfonce le poignard dans le cœur. Cependant, à la honte de l'eſpece humaine, la tyrannie, quelque cruelle qu'elle ſoit, trouve des défenſeurs, des approbateurs, des ſoutiens. Les deſpotes les plus méchants, entourés de flatteurs, ſont communément ceux que l'on encenſe le plus; l'on eſpere peut-être, à force de ramper, adoucir la férocité de ces lions déchaînés; tandis que réellement on ne fait que la rendre plus entreprenante & plus avide. Préſenter la vérité aux Princes, leur montrer leurs intérêts, leur expoſer les conſéquences dan-

fournit point à l'Etat des hommes tout formés, ſur dix enfans qui naiſſent il y en a tout au plus un qui parvienne à l'âge de trente ans.

(48) Dans les dernières années du règne de Louis XIV. les habitans de la Champagne, accablés par les impôts, récitoient chaque jour & apprenoient à leurs enfans une formule de priere par laquelle ils demandoient à Dieu la grace de mourir dans l'année.

Dans les Etats de Maroc, & dans tout l'Empire Ottoman, les gens mariés ont des ſecrets infames pour n'avoir point d'enfans, même en uſant des droits du mariage.

gereuſes de leur négligence ou de leurs paſſions; faire connoître aux Peuples leurs droits, leur expoſer les avantages de la liberté, leur annoncer la vérité; voilà les ſeuls remedes que l'on puiſſe oppoſer aux maux dont ils ſont ſi ſouvent les victimes.



CHAPITRE XIV.

De la Corruption des Cours.

S'IL n'y avoit point de flatteurs, il n'y auroit point de tyrans ſur la terre. Les hommes, comme on l'a dit ailleurs, ne rougiſſent point de ce qu'ils voyent approuvé & applaudi par ceux qui les entourent. Les Princes, perpétuellement environnés de perſonnes diſpoſées à flatter leurs penchants les plus déréglés, ou commettent ſouvent le mal par ignorance, ou n'éprouvent aucuns remors. Ce n'eſt communément que lorſqu'il eſt trop tard, qu'ils ouvrent enfin les yeux, & ſont ſaiſis de frayeur à la vue de l'abyme qu'une complaiſance criminelle a creuſé ſous leurs pas.

LE Monarque, en tout pays, eſt un Dieu. L'étiquette eſt ſon culte; ſes miniſtres ſont ſes Prêtres, de même que ceux de la Divinité: ces Prêtres ſont rarement d'accord entr'eux; ils ſont chargés de rendre les oracles de l'idole, qui ſont communément dictés par eux-mêmes ou par leurs propres intérêts. Trop grand pour prendre part aux affaires, le Dieu demeure ca-

ché dans ſon Palais devenu ſon ſanctuaire, dont les approches ſont ſoigneuſement gardées, de peur qu'aucun profane n'ait la liberté de lui adreſſer ſes vœux ou de ſe plaindre des injuſtices qu'il éprouve. Le rang, la naiſſance, la faveur donnent ſeuls les entrées auprès des Princes deſtinés à rendre la juſtice à tous leurs ſujets.

L'IGNORANCE & l'incapacité trop communes chez les Princes, ſur-tout quand ils jouïſſent d'un pouvoir abſolu, les attachent pour l'ordinaire très-fortement aux pompeuſes minuties de l'étiquette; ils croyent que régner, c'eſt ſe faire adorer. Les cérémonies faſtueuſes en impoſent toujours au vulgaire, lui inſpirent une admiration ſtupide, & conſtituent la grandeur à ſes yeux : il auroit une idée mépriſable de ſon Maître, s'il le voyoit ſe conduire avec ſimplicité. En conſéquence les Princes aiment à *repréſenter*; mais leur faſte n'en impoſe pas à la raiſon : dans un cérémonial bien recherché, dans une étiquette orgueilleuſe, dans un Monarque inacceſſible, elle apperçoit pour l'ordinaire la foibleſſe, la vanité, le génie rétréci d'un homme qui s'efforce de s'envelopper d'un appareil trompeur. Les Princes qui ont des talents & de la grandeur d'ame, dédaignent ſouvent des frivolités qu'ils trouvent trop gênantes; le tems leur paroît trop précieux, pour le ſacrifier à des bagatelles puériles. Ils laiſſent aux Sultans mépriſables de l'Aſie, ce vain attirail qui n'annonce que la petiteſſe de celui qui s'en occupe.

UN Prince qui ne ſe laiſſe approcher que par ſes miniſtres & ſes courtiſans, peut ſe tenir aſſûré que jamais la vérité ne pénétrera juſqu'à

lui

lui. Il n'entendra ſans-doute rien d'affligeant pour ſon ame ; les juſtes plaintes de ſon Peuple demeureront éternellement interceptées ; il ne ſe doutera nullement que ſes Sujets ſoient accablés, que ſes provinces ſoient ruinées, que l'agriculture ſoit détruite, que le commerce ſoit banni de ſes Etats. Toutes les voix ſe réuniront pour lui dire que, ſous ſes loix bienfaiſantes, les Peuples ſont contens, & que chacun s'intéreſſe à la conſervation du meilleur des maîtres ; en un mot, que rien ne manque à la proſpérité de l'Etat.

L'INTÉRET du courtiſan & du miniſtre injuſte, eſt que le Prince ſoit foible, inappliqué & vicieux ; c'eſt alors qu'ils ſont ſûrs d'en tirer un grand parti, ou de régner eux-mêmes. Rien de plus incommode pour une cour, eſſentiellement corrompue par la moleſſe & l'oiſiveté, qu'un Prince ferme, actif, clairvoyant, ami de l'équité : rien de plus fâcheux que l'ordre & l'économie pour des valets intéreſſés qui vivent du déſordre, qui profitent des vices & de la nonchalance de leur maître, qui font trafic de ſes graces, qui ne ſe trouvent à leur aiſe que lorſque les Peuples ſont accablés. Dans le langage des cours, un bon Prince eſt celui qui ne peut rien refuſer aux affamés qui l'environnent, ou qui du moins leur permet de vexer impunément. Un bon Prince pour ſa cour, eſt un Prince très-cruel pour le reſte de ſes Sujets. Bodin dit avec raiſon, *qu'un méchant homme fait ſouvent un très-bon Souverain.* Un Roi méchant, s'il a de l'activité, eſt préférable à un Prince qui, faute de vigueur, ſe prête communément à toutes les iniquités qu'on veut lui ſuggérer.

Le fafte, le luxe, les profufions inutiles; les libéralités multipliées, le défordre, les dettes; voilà ce qui conftitue la grandeur d'un Prince dans l'efprit d'un courtifan. Dès qu'il eft écouté, il montrera à fon maître l'économie comme une petiteffe indigne de lui; l'arrangement & l'ordre, comme des chofes qui ne font faites que pour des puiffances inférieures, & non pour le chef d'un grand empire : il lui dira que les loix gênantes de l'équité n'ont aucun droit d'arrêter les fantaifies d'un grand Potentat, qui doit fe diftinguer du vulgaire des Rois par des palais fomptueux, des fêtes continuelles, des fpectacles ruineux, & fur-tout par des guerres qui le mettent à portée de faire la loi à l'univers. Enfin, il lui perfuadera que rien n'eft plus aviliffant pour un Roi que de gouverner, de remplir les devoirs de fon état, de gérer fes propres affaires. On retrouve communément dans l'homme de cour, les vices qui forment le caractere du valet; un courtifan, avec de la hauteur dans l'ame, eft un phénomène rare & qu'on ne fauroit trop admirer; il déplait toujours à fes pareils, & finit prefque toujours par déplaire à fon maître.

Si tant de Princes veulent exercer un defpotifme infenfé; s'ils n'ont pour l'ordinaire aucune idée de leurs devoirs & de leurs vrais intérêts; s'ils n'entendent prefque jamais la vérité; fi les nations font continuellement écrafées par des impôts exceffifs, défolées par des guerres; fi les citoyens font vexés dans leur perfonne & leurs biens, en proye à mille fléaux dont il ne leur eft pas même permis de foupirer; c'eft à des adulateurs faméliques; à des Miniftres lâchement com-

plaisants, à des Grands avides de distinctions & de rangs, que tous ces maux sont dûs. *Vos peuples sont trop heureux, ils n'en sont pas encore réduits à brouter l'herbe*, disoit un Ministre à son Roi (49).

Après cela faut-il être surpris de l'orgueil insuportable que le pouvoir absolu donne à ceux qui l'exercent, & du mépris qu'ils ont pour le reste des hommes. C'est en vain qu'on réclame auprès d'un despote les droits de l'humanité. Un Sultan ayant une passion extrème pour la chasse, son Visir osa lui représenter que cet amusement ravageoit les moissons, & même coûtoit souvent la vie à plusieurs de ses Sujets. Son Maître le regardant d'un œil courroucé, lui donna pour toute réponse : *qu'on ait soin de mes chiens ; & vous-même voyez qu'ils soyent bien nourris & bien traités* (50). C'est ainsi que des courtisans enorgueillissent les Princes, & ceux-ci finissent par les traiter eux-mêmes avec un profond mépris ; la hauteur des Souverains n'est jamais que l'ouvrage des flatteurs dont ils sont environnés.

Dans la vûe de se relever lui-même, ou du moins de justifier & de colorer sa conduite vile & rampante, l'homme de cour s'accoutume à regarder son Maître comme un Dieu, & s'efforce de le faire passer pour tel aux yeux des autres. Dès-lors il ne rougit plus, & même il se glorifie de se rendre le ministre de ses plaisirs infames ; il se fait un devoir de respecter ses goûts & de les prévenir. Tout est permis aux Princes, ainsi

(49) Le Surintendant Bullion à Louis XIII. surnommé *le Juste*.

(50) Voyez *Cantemir, Hist. Ottomane, Tome IV.*

qu'aux Dieux : ſur ce principe rien ne paroît abject au courtiſan ; il ſait tirer ſa gloire de l'opprobre ; les ſervices les plus humiliants, en lui donnant du crédit s'annobliſſent à ſes yeux. Il ſe fait un mérite auprès de ſon maître du ſacrifice total de l'honneur, de la vertu, des ſentimens naturels de l'homme (51). Rien ne prouve

(51) Rien de plus incroyable & de plus révoltant que les excès de baſſeſſe auxquels l'hiſtoire nous apprend que des courtiſans ſe ſont portés en tout pays. *Aſtyage* fit manger à *Harpagus* la chair de ſon fils, & lui ayant demandé comment il l'avoit trouvée, le courtiſan lui répondit qu'à la Table du Roi on ne mangeoit rien que d'excellent & que tout ce qui s'y faiſoit par ſes ordres lui étoit très-agréable. — *Cambyſe*, pour montrer ſon adreſſe à tirer de l'arc, perça le cœur du fils d'un Seigneur de ſa cour aux yeux même de ſon Père ; ſur quoi celui-ci s'écria qu'*Apollon lui-même n'auroit pas tiré plus juſte.* — Le vaiſſeau qui portoit *Xerxès* étant prêt à faire naufrage, la plupart de ſes courtiſans ſe précipitèrent dans la mer, afin d'alléger. — *Denis* le jeune, Tyran de Syracuſe, ayant la vue très baſſe, ſes courtiſans affectoient ſans-ceſſe de ſe heurter les uns les autres, & ſe plaçoient dans des endroits où il put cracher ſur eux. — *Alexandre* ayant voulu ſe faire paſſer pour un Dieu, *Anaxandre* lui demanda ſérieuſement un jour d'orage ſi ce n'étoit pas lui qui avoit tonné. *Nicéſias*, courtiſan du même Prince l'aſſura que les mouches nourries de ſon ſang Royal devenoient plus vaillantes & piquoient plus vivement que les autres. — *Combabus*, Miniſtre de *Seleucus*, ſe fit eunuque, pour ſe ſouſtraire à l'amour de la Reine *Stratonice*, afin de ne point allarmer la jalouſie de ſon maître ; tous ſes adhérens à la cour en firent autant, & eurent la complaiſance de ſe priver des parties qui manquoient à leur protecteur. — Un Roi moderne étant malade, il s'éleva près de ſon lit une diſpute très vive entre un de ſes valets de chambre & un Prince ſon grand-chambellan pour ſavoir à qui appartenoit le privilége d'enlever le baſſin de Sa Majeſté. Le droit reſta au Prince qui tout glorieux emporta ſous ſon chapeau l'objet de la querelle. — Les Grands dans l'iſle de Ceylan ont un ſouverain mé-

d'une façon plus convaincante à quel point l'homme peut être modifié par l'habitude, que la souplesse, la bassesse, le renoncement à soi-même, l'empire sur les passions les plus fortes que l'on contracte à la cour.

DANS l'ordre naturel des choses, les citoyens les plus utiles à la Société devroient être les plus considérés, les plus honorés, les mieux récompensés; mais par le renversement que produit un gouvernement absolu, ce n'est point à la nation qu'il s'agit d'être utile, c'est à son maître; desservir son pays, est communément le moyen le plus sûr de plaire. Dans chaque contrée il est une classe d'hommes qui absorbe tous les honneurs, les récompenses, les richesses d'un Etat; tandis qu'elle n'a d'autres fonctions que de tromper, de flatter & de pervertir les Princes & de les séparer d'intérêt d'avec leurs Nations. Toujours à portée des faveurs & des graces, le Courtisan n'est occupé qu'à exciter & fomenter les passions du maître, qu'à l'endormir dans le vice pour l'empêcher d'entendre les gémissements de son Peuple; enfin son imagination ne travaille

mépris pour les roturiers; mais leur morgue disparoît en présence du Monarque; lorsqu'ils lui parlent d'eux-mêmes ils se qualifient de *Chiens*. — Les Grands de la cour de Perse prennent très souvent le titre de *Kouli*, c'est-à-dire *Esclave*. — Dans plusieurs cours d'Europe les Grands ne se font pas moins de gloire d'être esclaves, que dans les cours Asiatiques: ils semblent annoncer avec emphase qu'ils ne sont que des Valets énorgueillis de leur état. — Bien des gens ont reproché au Duc de la Rochefoucault d'avoir dans ses *Pensées* représenté l'espèce humaine sous les traits les plus choquants; il est justifié, si l'on fait réflexion que la cour lui a fourni ses modèles.

qu'à chercher des moyens d'augmenter la misère publique, afin d'en profiter lui-même.

La Patrie n'est aux yeux du courtisan qu'un pays de conquête fait pour être mis sans-cesse à contribution. Ennemi né de la liberté de son pays, il ne voit en tout que les droits de son maître, il ne s'attache qu'à lui, il ne désire que l'extension de son pouvoir ; il lui faut un Despote qui puisse lui distribuer les dépouilles de son Peuple. Le Patriotisme de l'homme de cour est l'attachement du vautour sur sa proie : son attachement pour son maître est celui du parasite pour un riche stupide qui fait bonne chere.

Ce n'est pas seulement pour contenter ses propres fantaisies qu'un Prince entreprend des guerres, redouble les impôts, se met dans la détresse lui-même, accable ses sujets & s'expose à perdre leur amour. C'est pour se prêter aux désirs d'une noblesse impétueuse qui demande à s'avancer, à mériter un grade, c'est pour faire jouer un plus grand rôle à un Ministre, que l'univers est mis en feu ; c'est pour contenter l'avidité, le faste & les folies d'une cour ; c'est pour amuser son oisiveté, pour charmer ses ennuis, pour alimenter ses vices, que les Nations sont ruinées. Au sein des Sociétés les plus opulentes, lee Princes sont toujours épuisés & forcés de recourir aux expédiens les plus injustes, sous prétexte des besoins de l'Etat. Mais qu'est-ce que ces besoins prétendus de l'Etat qui servent à colorer les extorsions les plus criantes, les impôts les plus excessifs, la violation des serments les plus sacrés ? En examinant la chose de près, on trouvera pour l'ordinaire que les besoins de l'Etat sont les désordres des finances causés par le défaut

d'économie, par la prodigalité du Prince, par la voracité des courtisans insatiables dont il est assiégé, & auxquels il sacrifie honteusement & son aisance propre & le nécessaire de son Peuple.

Les Nations sont-elles donc faites pour travailler sans relâche à fournir de quoi repaître la vanité, le faste, l'avarice d'une foule de sangsues inutiles & corrompues? Répandre les trésors & les graces de la Société sur des hommes qui, bien loin de la servir, ne sont que les instruments de sa ruine, n'est-ce pas un vol, une injustice, une prévarication manifeste? Un Souverain, en comblant de richesses & de faveurs un indigne Ministre, un flatteur, un sycophante, une maitresse, ne force-t-il pas son Peuple à honorer & à payer les flatteries, les fourberies, les mauvais conseils, les vices, la perte du tems & les folies qui réduisent ce peuple à la mendicité?

Les préjugés ont tellement dégradé l'esprit humain, que ceux mêmes qui, par leur état & leurs circonstances, devroient avoir plus d'élévation dans l'ame, sont parvenus à se faire un honneur chimérique de ce qui naturellement devroit les couvrir d'opprobre & les avilir, soit à leurs propres yeux, soit aux yeux de leurs concitoyens. Comment se fait-il que les hommes les plus grands d'une nation sont communément ceux qui, perdant toute estime & tout respect pour eux-mêmes, consentent le plus facilement à des bassesses? Les personnes que leur naissance, leurs richesses, leur rang dans la Société, leur pouvoir devroient faire penser avec le plus de noblesse, sont précisément celles que nous voyons très souvent s'abaisser & sacrifier le plus aisé-

ment l'estime que tout homme doit avoir pour lui-même. Tel homme qui n'a besoin de rien, qui a même de quoi contribuer au bien-être de beaucoup d'autres; qui jouïssant dans les possessions de ses Peres d'une fortune éclatante, pourroit régner lui-même sur les cœurs de ses vassaux, préfére le plaisir ignoble d'aller ramper dans une cour, de se confondre avec une troupe de mendiants affamés, de se mêler d'intrigues criminelles & puériles, de s'exposer aux mépris & aux affronts d'une idole que l'habitude rend insensible aux bassesses de ceux qui viennent journellement se prosterner à ses pieds! Est-il rien de plus dur que de s'humilier devant un maître qui nous avilit & nous dédaigne? Est-il rien de plus révoltant pour un grand cœur, que de souffrir les hauteurs d'un visir insolent qu'on méprise?

La Noblesse, dans les Monarchies, forme toujours un corps à part, que sa vanité peu réfléchie détache communément des intérets de tous les autres citoyens. Les membres de ce corps, divisés entr'eux par des jalousies continuelles, & par des passions pour des objets méprisables, se laissent communément leurrer par des distinctions frivoles, des priviléges apparents, des presséances vaines, des ornements fictifs qui, aulieu de les décorer, ne font que les avilir, les tenir dans l'esclavage, & les séparer du corps de la Société. Ainsi, une vanité puérile, que l'on prend pour de l'honneur, asservit réellement la partie la plus distinguée de l'Etat, qui bientôt donne l'exemple de la bassesse aux autres classes d'une nation. La vraie noblesse, le sentiment de la vraie gloire,

le ſentiment de l'honneur véritable peuvent-ils ſe concilier avec l'eſprit de ſervitude ? Comment prétendre à l'eſtime des autres, quand on commence par s'avilir & ſe mépriſer ſoi-même ?

ON prétend que *l'honneur eſt le grand mobile des monarchies.* Mais en quoi conſiſte donc cet honneur ? C'eſt dans une vanité ridicule, dans des avantages imaginaires, dans des titres ou des ſons, dans des marques futiles, que le courtiſan & le noble font conſiſter tout leur honneur, & auxquels on ſacrifie ſon bien-être véritable, toujours lié à celui de la nation. Qu'eſt-ce qu'un honneur qui dépend des caprices, de la faveur, de l'opinion, de la mode (52) ? Le véritable honneur eſt, comme on l'a fait voir, le droit que nous avons à l'eſtime de nos concitoyens & à notre propre eſtime. ce droit ne peut être appuyé que ſur le bien que nous faiſons. L'honneur fondé ſur la vertu ne dépend, ni des fantaiſies d'un Monarque, ni des conventions des hommes, ni des préjugés d'une cour. Nulle force ſur la terre ne peut priver l'homme de bien de l'honneur véritable, qui n'appartient qu'à lui ſeul.

ON a nommé *qualité* par excellence, la naiſſance illuſtrée par un rang à la cour. L'homme de qualité ; d'après les préjugés établis, ſans rien faire d'eſtimable, quelquefois même en ſe déshonorant par des actions honteuſes & criminelles, eſt autant au-deſſus du plébéien, que l'homme eſt au-deſſus de la bête. Pour juger des fondements de cette opinion ; ne faudroit-il pas

(52) Le Roi de Siam accorde à ſes Eléphants favoriſés les mêmes titres qu'il donne aux Grands de ſa cour.

examiner si la qualité procure à celui qui la posséde des avantages réels, soit pour le corps, soit pour l'esprit, soit pour les mœurs? La noblesse en tout pays jouït ou croit jouïr d'un grand nombre d'avantages, souvent idéaux qu'elle s'accoutume à regarder comme essentiellement inhérents à sa nature. *Les Grands considerent la qualité comme incorporée à leur être* (53) & le vulgaire leur adjuge les droits qu'ils se sont faits à eux-mêmes. La Noblesse représente des richesses, du crédit, de la force, de la protection, des plaisirs, en un mot, les moyens de procurer des biens : en faveur de ces biens, l'humble citoyen s'anéantit devant les Grands & les révère. Cependant ces Grands ne sont rien, s'ils ne sont point exempts eux-mêmes des caprices du sort, ou s'ils ne procurent aucuns des avantages que l'on est en droit d'en attendre ; ils sont des usurpateurs, s'ils s'arrogent dans la Société une supériorité ou des droits qui ne peuvent légitimement appartenir qu'au mérite, à l'utilité, à la vertu.

N'ÉCOUTONS point les déclamations chagrines d'une philosophie qui voudroit déprimer la grandeur ou qui défendroit de la désirer. Ne disons pas avec les jaloux dont parle Montagne, *puisque nous ne pouvons parvenir à la grandeur, vengeons-nous à en médire.* Les Grands sont des citoyens respectables, lorsqu'ils font un bon usage des avantages dont ils jouïssent : il y auroit de l'injustice à refuser ses hommages à des citoyens disposés à contribuer au bonheur de

(53) Voyez Nicole *Essais de Morale.* tom. II. page 84. 87. 143.

leurs concitoyens. Rien de plus naturel que de défirer la grandeur & de chercher à l'obtenir comme un moyen légitime de travailler à notre propre félicité, en contribuant à celle des autres. Les Grands ne font méprifables, que lorfqu'ils s'aviliffent : la grandeur n'eft odieufe, que lorfqu'elle contribue au malheur de la Société. L'orgueil & l'envie toujours injuftes décrient la grandeur utile ; la fageffe plus équitable l'honore, quand elle fe diftingue par des fervices réels, par des inclinations louables ou par des fentimens généreux. La raifon, l'équité, l'intérêt de la Société exigent qu'on refpecte la grandeur véritable.

Etre grand, c'eft avoir trop de grandeur d'ame, trop de refpect pour foi-même, pour confentir à s'avilir ; c'eft avoir acquis par fes talents & fes fervices, des droits à la confidération publique. Etre noble, c'eft penfer avec nobleffe ; ce n'eft pas defcendre par un effet du hafard d'une longue fuite d'ayeux titrés qui fouvent n'ont fait que déchirer, opprimer la Patrie, contribuer à lui forger des fers. C'eft défendre cette Patrie, c'eft la maintenir dans fes droits, c'eft protéger fa liberté. Avoir du crédit, ce n'eft pas jouïr du droit infame de violer impunément les régles de la juftice, de méprifer les loix, d'écrafer le malheureux ; c'eft avoir le pouvoir de faire valoir les droits de l'équité, de faire obferver les loix, de protéger l'innocence opprimée. Avoir des privileges & jouïr de l'indépendance, c'eft être à couvert des coups du Defpotifme capricieux ; c'eft ne dépendre que de la loi. Etre puiffant, c'eft poffeder ce qu'il faut pour tendre une main

ſecourable aux foibles. Avoir de l'honneur, c'eſt mériter l'eſtime de ſes concitoyens, & craindre, plus que la mort, de perdre un ſentiment que rien ne peut remplacer.

Les opinions fauſſes, accréditées par le Deſpotiſme, ont renverſé toutes les idées vraies de grandeur : ce Gouvernement lâche & fondé ſur une fauſſe politique, empêche preſque toujours de connoître les objets que l'homme doit déſirer. Uniquement établi ſur l'illuſion & le preſtige, il donne des notions trompeuſes de tout ; il ſépare les intérêts des Nobles & des Grands de ceux de l'Etat, pour les lier excluſivement à ceux d'un maître qui ſe croit lui-même intéreſſé au malheur & à l'oppreſſion de ſes Peuples. Pour atteindre ce but, il ſéduit ceux des citoyens qu'il veut faire entrer dans ſes projets, par des jouets futiles, qui leur font perdre de vûe les objets les plus faits pour les intéreſſer. Eſt-il donc des citoyens plus intéreſſés au bien-être de l'Etat, à la ſûreté des poſſeſſions, au maintien des loix, à la liberté publique, que ceux qui jouïſſent des plus grands biens dans l'Etat ?

Mais le pouvoir magique de l'opinion fait que les hommes n'ont que des idées trompeuſes, & ſont les dupes d'une foule de preſtiges. Des mots, des chimères, des puérilités, leur font négliger des réalités, des choſes les plus graves, les plus dignes de les occuper. En conſéquence, on voit que dans le fait rien n'eſt ſouvent plus ignoble, que l'homme qui ſe montre le plus fier de ſa nobleſſe ; rien de plus abject, que l'ame de quelques Grands ; rien de plus rampant, que ces Courtiſans ſi hauts pour les citoyens qu'ils ſe croyent en droit de fouler à leurs pieds.

Rien de plus timide en la préfence du Prince & de fes Miniftres, que ces hommes fi courageux, qui fe vantent d'être les défenfeurs de la Patrie.

Le Guerrier lui-même, à qui l'honneur fait un devoir de braver les dangers & de courir à la mort, devient lâche & tremblant à la vûe de fon Maître, & fupporte, fans mot dire, les plus fanglants affronts, les injuftices les plus cruelles, les traitemens les plus honteux.

DANS prefque toutes les Nations, les Souverains s'arrogent le droit de difpenfer de la foumiffion dûe aux loix, ceux qu'ils veulent favorifer. Les priviléges, les exemptions, les immunités ne font pour l'ordinaire que des piéges tendus à quelques ordres ou corps pour les féparer d'intérêts du refte de la Nation. Il n'y a qu'une vanité puérile & ftupide, qui puiffe être flattée de quelques droits précaires, de diftinctions uniques & partiales, qui n'ont pour appui que le caprice & l'intérêt mobile du Prince, & qui doivent humilier & affliger les autres citoyens. Que l'on diftingue, que l'on récompenfe les hommes les plus utiles à la Patrie; mais nul citoyen ne doit être indépendant de la loi, faite pour fervir de remède à l'inégalité naturelle qui fubfifte entre les membres de la Société. D'après les opinions fauffes que l'on voit répandues dans le monde, il fembleroit que la grandeur, la nobleffe, le crédit ne font rien, s'ils ne procurent l'avantage d'opprimer & d'être injufte avec impunité. Des diftinctions vaines & des priviléges, font naître *l'efprit de corps*, qui, comme on l'a dit ailleurs, eft très contraire à *l'efprit focial* ou au vrai Patriotifme, dont l'équité doit faire la bafe. Dans tous les Etats, le Clergé, la Nobleffe, la

Magiſtrature forment des corps à part, jaloux les uns des autres, diviſés d'intérêts, qui, uniquement entêtés de leurs avantages frivoles & de leur vanité, ſont les uns après les autres attaqués avec ſuccès par le Deſpotiſme, que la réunion ſincère de tous les ordres de l'Etat pourroit ſeule arrêter. Preſqu'en tout pays on eſt prêtre, on eſt noble, on eſt magiſtrat, l'on n'eſt pas citoyen ; & quand le Deſpote le veut, l'on n'eſt plus rien : ſucceſſivement chacun vit du malheur de ſon voiſin.

Avoir un grand crédit, c'eſt ſouvent avoir le droit affreux d'etre injuſte, de violer impunément les régles, de pouvoir faire du mal, & de braver inſolemment la juſtice & les loix. Une femme en crédit dans une cour, ſollicitée de s'intéreſſer à une affaire qu'on lui montroit comme très-juſte & très-facile, répondit fiérement : *je ne me mêle jamais que des affaires injuſtes & impoſſibles* (54).

C'est ainſi que tout ſe pervertit entre les mains d'un gouvernement injuſte. Il ne peut y avoir ni honneur, ni nobleſſe, ni grandeur véritable, ni priviléges aſſurés, ni crédit permanent, ſous un Deſpotiſme capricieux, qui ſe fait un principe de ne ſuivre que ſon caprice & les impulſions momentanées de ſes paſſions. Toute grandeur eſt éclipſée par un maître devant lequel tous les fronts tombent dans la pouſſiere. Quelle mépriſable grandeur, que celle qui tire ſon luſtre des ſervices humiliants qu'elle rend à un mortel accoutumé à ne regarder tous les Grands qui l'entourent, que

(54) La Princeſſe des Urſins, ſous Philippe V. Roi d'Eſpagne.

comme des valets, qu'un ſeul de ſes regards peut anéantir ?

C'EST une vanité ridicule, & non des intérêts véritables, qui, dans tous les tems, dans tous les pays & dans toutes les cours, a cauſé les agitations les plus grandes & les plus continuelles. Des prétentions chimériques, des droits déraiſonnables, des prérogatives contraires au bien général, empêchent perpétuellement les citoyens de faire cauſe commune, & les livrent au pouvoir de la tyrannie habile, qui profite de leurs querelles pour les aſſervir tous. Qu'eſt-ce que des priviléges qu'un pouvoir injuſte accorde & peut détruire à volonté ? Qu'eſt-ce qu'un crédit qui dépend de l'humeur variable d'un Sultan, d'un Viſir, gouvernés eux-mêmes par des flatteurs, des ſycophantes, des femmes, des valets mercenaires ? Qu'eſt-ce qu'une faveur que le caprice & l'intrigue donnent & peuvent ravir à chaque inſtant ?

ON ne peut trop le repéter à tous les Grands de la terre, il n'y a que la vertu qui procure une grandeur, une dignité, un honneur véritable; la liberté ſeule peut aſſurer aux hommes l'indépendance & les priviléges qu'ils ſont en droit de déſirer. Il n'eſt point de diſtinctions réelles pour des eſclaves qu'un ſoufle peut tous également renverſer. Nul homme dans un Etat n'eſt intéreſſé au maintien d'un pouvoir illimité; c'eſt une arme perfide qui bleſſe inopinément tous ceux qui s'en approchent. Les Grands ſont plus près de la foudre, que les petits qu'ils dédaignent. Un favori, tombé dans la diſgrace devient un peſtiféré que chacun fuit, & qu'il n'eſt pas même permis de plaindre

(55). Un miniſtre injuſte retrouve quelquefois les fers qu'il a forgés pour les autres. Tout Deſpote eſt un ingrat qui ſe perſuade qu'on lui doit tout, & qu'il ne doit rien à perſonne : lui déplaire un inſtant ; refuſer de reſpecter ou de ſervir ſes goûts les plus honteux ; ne point adorer les idoles qu'il encenſe lui-même ; déſapprouver ſa conduite ; lui dire la vérité, ſont des crimes aſſez graves pour lui faire oublier les ſervices les plus longs & les plus éclatans. Bien plus, l'ame ombrageuſe & l'eſprit rétréci d'un tyran le rendent ſouvent jaloux de la gloire de celui qui l'a le mieux ſervi. Les talents attirent ou la haine ou l'envie d'un maître qui s'en voit dépourvu.

NULLE erreur, nulle folie, nulle iniquité ne demeure impunie. Les courtiſans, les miniſtres, les grands ſous un mauvais gouvernement, faute de connoître en quoi conſiſte la vraie grandeur, en ſont punis à tout moment par les ſacrifices réels & difficiles qu'ils font à des chimères. Que ſe procurent-ils par tant de baſſeſſes, de complaiſances, de fatigues & de crimes ? Un crédit peu ſolide, un pouvoir éphémère, une faveur chancelante, des honneurs vains & frivoles ; mais plus ſouvent encore des humiliations, des chagrins, des déboires, des affronts, des diſgraces, & le dérangement total de leurs affaires. L'envie que les petits portent aux grands diminueroit, ou même diſparoîtroit tout-à-fait, s'ils les contemploient d'un œil moins prévenu (56).

(55) En Ruſſie la diſgrace d'un Grand ou d'un Miniſtre étoit ci-devant annoncée publiquement, & dès ce moment perſonne n'oſoit le fréquenter.

(56). La vie d'un Courtiſan ou d'un Miniſtre leur ſembleroit auſſi pénible, auſſi digne de pitié, que celle d'un forçat, toujours courbé pour attendre le coup qui le menace. Porter ſans-ceſſe un maſque; digérer des avanies ſans nombre; flatter un maître que ſouvent on mépriſe; affecter un front ſerein au milieu des orages; intriguer ſans repos & ſans fin, ſont des choſes qui demandent bien plus de peines, qu'il n'en coûteroit pour avoir de la probité & pour acquérir de juſtes droits ſur l'eſtime des hommes.

Rien de plus propre à enivrer, que la poſſeſſion d'un grand pouvoir. Les chûtes continuelles & les diſgraces des miniſtres les plus accrédités, ſont rarement capables de faire rentrer en eux-mêmes les favoris des Rois. L'amour propre leur perſuade, ſans-doute, qu'ils auront l'art d'éviter les écueils où tant d'autres ont échoué. Mais eſt-il au pouvoir de la ſagacité la plus exercée, de prévoir ou de prévenir les caprices que chaque inſtant fait éclore dans la tête d'un ſultan? L'amour même eſt-il capable de le fixer? Autant vaudroit-il pour une Nation & pour un Miniſtre, faire dépendre leur ſort d'une girouette ou des vents, que de la faveur d'un maître dépourvu d'équité, de ſenſibilité, de reconnoiſſance & de raiſon.

Plus on réfléchira ſur les choſes humaines, & plus on aura lieu de ſe convaincre que, dans quelque poſition que les hommes ſe trouvent, leurs intérêts véritables ne peuvent ſe ſéparer de ceux

(56) *Magna iſta quia parvi ſumus, credimus; multis rebus non ex naturâ ſuâ, ſed ex humilitate noſtrâ magnitudo eſt.*
Senec. in Præf. Quæst. Natural.

de la juſtice. Le Corps Politique a beſoin de la juſtice de ſes chefs pour être bien gouverné. Ces chefs ont beſoin de coopérateurs expérimentés & vertueux pour partager avec eux les ſoins de l'adminiſtration. Les miniſtres ont intérêt de ſervir des maîtres équitables qui ſentent & reconnoiſſent les ſervices qu'on leur rend. Les Grands ont plus d'intérêt que perſonne à la proſpérité d'un Etat, à laquelle leur grandeur & leur opulence eſt attachée. Les vrais priviléges ſont ceux que la juſtice aſſûre, que la loi garantit, qui ſont appuyés par une Nation libre ou jouïſſant de ſes droits. D'où il ſuit évidemment que tous ceux qui ſe liguent avec une adminiſtration corrompue contre la choſe politique, ſont des inſenſés aſſez extravagants pour conſpirer contre leur propre félicité.

Le Miniſtre eſt l'homme de la Nation bien plus que l'homme du Roi ; il trahit & l'un & l'autre, quand il les ſépare d'intérêts. Il trahit ſon maître, lorſqu'il en fait un Tyran déſagréable à ſes Sujets : il trahit la Nation, lorſqu'il fournit des moyens de lui donner des fers : il ſe trahit lui-même & ſa poſtérité, quand il établit dans ſon pays un deſpotiſme deſtructeur.

Visirs, Courtiſans, Nobles & Grands ! vous qui changez ſouvent les princes en des Tyrans impitoyables ! vous qui les excitez à envahir les droits de vos concitoyens ! qui montrez tant d'ardeur pour étendre le pouvoir des Rois & pour écraſer ſous leurs ſceptres la liberté des Nations ! par quel aveuglement vous croyez-vous intéreſſés à faire des monſtres de vos maîtres ? Comme les derniers des citoyens, n'êtes-vous pas intéreſſés à les rendre humains, modérés, équitables ? Oui ;

vous êtes intéressés à la conservation des loix qui vous protégeront vous-mêmes : vous êtes intéressés à la liberté publique, sans laquelle il n'est pour vous-mêmes aucune sûreté. En faisant des Tyrans, vous ne serez que des instruments éphémeres d'un pouvoir éphémere & chancelant lui-même. Vous ne jouïrez que d'une existence precaire ; l'intrigue, la bassesse, la calomnie peuvent à chaque instant vous ravir le crédit dont vous êtes si fiers. Un mot suffira pour vous réduire en poudre & pour vous faire retomber dans la foule des opprimés. Apprenez donc à devenir citoyens ; & n'égarez plus contre la Patrie des tigres qui peuvent à tous momens vous déchirer vous-mêmes. Soyez justes, bienfaisants, vertueux; & même au sein de la disgrace vous jouïrez de l'estime des hommes & de l'estime de vous-mêmes; elles vous consoleront dans la retraite; elles vous dédommageront de la perte d'un pouvoir que vous n'aurez exercé que pour le bien-être de vos concitoyens. La disgrace est honorable pour celui qui emporte avec lui les regrets d'une Nation qu'il a fidèlement servie.



CHAPITRE XV.

Du Gouvernement Militaire.

LE gouvernement despotique étant, comme on a vu, l'ouvrage de la force, ne se soutient que par la force; n'étant fondé que sur l'injustice, il se maintient par des injustices; n'ayant pour appui que le mensonge, il s'efforce de perpétuer l'ignorance, le préjugé, le regne de l'illusion.

Les Nations subjuguées par le pouvoir arbi-

traire ſont continuellement adminiſtrées comme un pays ennemi. Des ſujets opprimés ſont contenus par les liens inviſibles de l'opinion, & par des armées viſibles qui, ſous prétexte de les défendre contre les ennemis du déhors, les livrent ſans défenſe aux ennemis du dedans.

Les Peuples amoureux de leur liberté ont toujours regardé des armées mercénaires & nombreuſes comme totalement incompatibles avec les droits des citoyens. Les nations anciennes étoient plus libres que les modernes, parce qu'elles étoient armées. Chaque citoyen étoit ſoldat; le camp étoit ſa cité; il portoit à ſa ceinture le fer qui aſſûroit ſa liberté. Les Nations étant devenues plus nombreuſes & s'étant fixées, ont perdu, en tout ou en partie, leur liberté primitive. Le plus grand nombre des citoyens, livrés à des travaux néceſſaires à la vie ſociale, confia le ſoin de le protéger au Souverain, qui ſe trouvoit naturellement à la tête de ceux dont le département fut de continuer à défendre les autres. Le droit de commander les ſoldats ne put pas être ôté au chef qui les avoit toujours commandés. Ceux-ci accoutumés à lui obéir, ne connurent d'autre autorité que la ſienne, & furent naturellement diſpoſés à le ſervir dans ſes projets.

Dans tous les pays, les gens de guerre ne ſont plus à la Nation; ils appartiennent à leur chef, ils lui pretent ſerment, ils jurent de lui être fideles, ils croyent ne rien devoir à la Société, ils n'ont rien de commun avec leurs concitoyens; & ſi le Maître l'ordonne, ils ſe tiennent prêts à les frapper. L'homme de guerre eſt par-tout un mercénaire qui ne connoît d'autres liens que ceux qui l'attachent à ſon commandant;

il ne tient à la Patrie que comme ces lieres qui étouffent peu-à-peu l'arbre dont ils raviſſent les ſucs nourriciers (57). Cependant il ſe croit le défenſeur de ſon pays, tandis qu'il n'eſt trop ſouvent que l'inſtrument fatal de l'ennemi domeſtique qui cherche continuellement à la mettre dans ſes fers. Le deſpote regarde les ſoldats comme appartenant plus particuliérement à lui; il les juge comme ſeuls propres à ſeconder ſes vues; comme faits pour le ſervir aveuglement dans toutes ſes entrepriſes, ſoit contre ſes propres ſujets, ſoit contre les ſujets des Princes ſes rivaux.

NOURRI dans les principes d'une obéiſſance ſervile; accoutumé par état à une diſcipline rigoureuſe qui lui défend de raiſonner ſur les ordres qu'il reçoit, le ſoldat eſt communément un eſclave, & devient par là même l'ennemi de la liberté de ſes concitoyens. Dès que ſes chefs commandent, il méconnoit tous les rapports qui le lient aux autres hommes; il plongera ſi l'on veut l'épée dans le ſein du citoyen, de ſon frere, de ſon ami; il ſeroit puni par la mort ou l'infamie, s'il balançoit à ſuivre des ordres qu'il ne lui eſt jamais permis d'examiner. En un mot, l'homme de guerre, de même que le devôt fanatique, ne

(67) Xénophon nous apprend que chez les Athéniens les citoyens propriétaires de terres étoient les meilleurs Soldats, comme les plus intéreſſés à la conſervation de leur pays. Chez les anciens Germains on n'accordoit qu'à des hommes libres l'honneur de combattre pour la Patrie, les ſeuls poſſeſſeurs de la terre avoient le droit de la défendre. L'empereur Henri l'Oiſeleur ne ſuivit pas cette Politique, il fit grace à tous les voleurs de grand chemin qu'il incorpora dans ſes troupes. Les priſons publiques fourniſſent d'amples recrues à nos Princes Modernes.

ſe croit pas fait pour penſer ; il devient cruel, inhumain, ſans pitié ; il commet le crime ſans remors, quand ſes chefs lui diſent qu'il faut commettre le crime. (58)

Les préjugés ont tellement faſciné les eſprits, l'exemple a tant de pouvoir ſur les hommes ; les idées merveilleuſes qu'on s'eſt faites de la grandeur & de la majeſté divine des Rois ont tellement fait diſparoître les notions de Patrie, de Société, de vraie Gloire, que non-ſeulement l'eſclavage du Soldat lui paroit honorable à lui-même, mais encore que le citoyen paiſible, intimidé devant lui, regarde le métier de la guerre comme le plus noble & le plus reſpectable. C'eſt ainſi qu'à l'exemple des Sauvages, la force paroît encore la qualité la plus digne d'eſtime & de conſidération. Dans l'origine des Sociétés, l'homme fut excluſivement attaché au courage, parce que le courage étoit alors la vertu par excellence, c'eſt-à-dire la qualité la plus utile à des Nations toutes guerrieres. Dans les Nations modernes & civiliſées, qui pour leur intérêt devroient être plus pacifiques, il ſeroit tems d'attacher l'idée d'honneur à des qualités plus paiſibles & plus avantageuſes à la Société dont les beſoins ont changé.

(58) La plupart des ſoldats ſemblent dire à leurs chefs ce que Lucain met dans la bouche d'un des officiers de Céſar. „ Faut-il frapper un frere ou enfoncer l'épée dans la „ gorge de mon pere, ou bien la plonger dans le ſein d'une „ épouſe enceinte, ma main quoiqu'à regret, va ſe prêter „ à tout.

Pectore ſi fratris gladium, juguloque parentis
Condere me jubeas, plenæque in viſcera partu
Conjugis, invitâ peragam tamen omnia dextrâ.

Voyez Lucan. L. I.

Mais l'ignorance perpétue les erreurs des mortels. La Nobleſſe attache encore parmi nous la plus haute idée à la valeur, & ne ſouffre pas qu'on la ſoupçonne d'en manquer; l'infamie ſuit toujours la lâcheté. Cependant comme l'obſerve très-bien un moraliſte; „ la valeur inutile eſt „ une folie : celui qui ſans raiſon s'expoſe à la „ mort, eſt un fou qui troque ſa vie pour la foi- „ ble vanité de paſſer pour brave; il ignore le „ prix de la vie. (59)

Bien plus, par un préjugé vraiment barbare, la Nobleſſe, en un grand nombre de pays, s'imagine que la profeſſion des armes eſt la ſeule digne de l'occuper; elle croiroit déroger & ſe deshonorer, ſi elle ſervoit la Patrie d'une façon plus réelle. Les Souverains communément intéreſſés à trouver des hommes excluſivement attachés à leur ſort, ont grand ſoin d'entretenir ce préjugé; dans une Nobleſſe nombreuſe, ils ont une pépiniere de braves dévoués à leurs intérêts, & qui ſe croyent obligés de verſer tout leur ſang pour leur gloire.

Sans une crédulité prodigieuſe que juſqu'ici rien n'a pu guérir, comment auroit-on pu trouver des millions d'hommes diſpoſés à ſe battre dans des querelles qui n'ont rien de commun, ni avec leurs intérêts perſonnels, ni avec ceux de la Patrie? Comment auroit-on pu perſuader à des êtres que la nature rend amoureux de la vie, que l'honneur exigeoit d'eux de marcher gayement à la mort & de ſe faire égorger de ſang froid, ſans être aucunement provoqués? Comment auroit-on pu les amener à ſe ſacrifier aux caprices d'un maî-

(59) Voyez Nicole *Eſſais de Morale* tom. II. pag. 93.

tre, communément inconnu; qui dédaigne ses esclaves; qui s'imagine de bonne foi que le sang de leurs veines est à lui; qu'il l'a suffisamment payé par une solde modique, qu'il a le droit de le faire couler pour son ambition ou son amusement, qu'en périssant pour lui on ne fait que son devoir. *Malheureux! n'êtes-vous pas faits pour être tués?* crioit à ses cohortes ébranlées, un héros fameux qui commandoit son armée.

Il est beau, nous dit-on, *de mourir pour la patrie.* Mais est-ce mourir pour la patrie, que de verser son sang pour celui qui l'opprime ou qui pour de vils intérêts, étrangers à la Patrie, conduit ses citoyens au carnage? Est-il rien de plus bas, de plus lâche, de plus deshonorant, que de s'immoler à la vanité méprisable d'un Tyran inhumain? Est-il rien de plus abject que de lui servir de marche-pied pour atteindre un pouvoir dont il ne peut qu'abuser?

Mais pour prix de sa valeur & du sang qu'il a perdu, le guerrier sera-t-il au moins justement, dignement, sûrement récompensé? Le Despote se montrera-t-il plus équitable envers les soutiens de son pouvoir & les martyrs de ses folies, qu'envers ses autres Sujets? Non, nous verrons souvent ce champion de l'honneur forcé de digérer en silence les rebuts, les mépris, les passe-droits que lui feront éprouver un Maître insensible, un Ministre hautain, qui daigneront à peine écouter ses justes plaintes ou jetter un regard de pitié sur ses blessures. Les sollicitations d'un intriguant, d'un complaisant, d'un protégé, d'un proxénete, d'une femme, prévaudront sur les droits de l'homme de cœur qui aura mille fois prodigué sa vie dans des batailles. Privé souvent de ses membres, chargé d'infirmités & d'années,

il traînera ſes jours dans l'indigence, le regret & la honte d'avoir follement ſacrifié ſa fortune & ſon bien-être pour des ingrats qui rient, & de ſa ſimplicité, & de ſa colere impuiſſante.

O GUERRIERS! c'eſt ainſi que vous êtes punis de vos aveugles préjugés? c'eſt ainſi qu'on vous récompenſe d'avoir méconnu la Patrie qui vous donna le jour, pour vous livrer à des pervers qui l'oppriment. C'eſt ainſi qu'ingrats vous-mêmes pour une mere que vous avez trahie, vous eſſuyez à votre tour l'ingratitude d'un Sultan mépriſable qui, tandis que vous expoſiez vos jours dans les combats, régloit au fond d'un ſérail, dans les bras de ſa maîtreſſe, les injuſtices dont il devoit payer votre fidélité.

GRACES au pouvoir magique de l'opinion, les Princes les plus injuſtes n'ont pas à craindre de voir manquer ſi-tôt les victimes qui ſe feront un honneur d'être immolées dans leurs querelles. Ils ſe ſont ſubrogés à la Patrie; ils ſont les maîtres des graces; ils poſſédent le grand mobile des hommes; ils obligent les Peuples de payer chérement les chaînes qui les accablent; enfin, par un chef-d'œuvre de politique, ils ſont maîtres de l'opinion & perſuadent à des hommes raiſonnables, que l'emploi le plus noble & le plus glorieux eſt celui des citoyens qui banniſſent la liberté de leur pays?

Le ſoldat en tout pays eſt un Sauvage inconſidéré dont les maîtres achettent la liberté en lui permettant le déſordre & la licence. Par-tout le ſoldat eſt un automate, un eſclave, un ennemi de la liberté de ſes concitoyens qui le forceroit de rougir de ſa propre ſervitude. Accoutumé lui-même à des fers, il eſt très indigné de voir que d'autres prétendent s'en affranchir. C'eſt

en asservissant tous les ordres de l'Etat, qu'il croit justifier sa dépendance abjecte.

D'AILLEURS l'homme de guerre est, par état, forcé de vivre à la journée, sans songer au lendemain, qui n'est jamais à lui. Il est léger, frivole, inconsidéré comme un enfant. Fier de sa force & jaloux de l'honneur ou de la considération à laquelle il se croit en droit de prétendre, il est vain, pointilleux, querelleur, arrogant, sujet à la colere. Ses idées fausses le rendent vindicatif, injuste, & lui font un devoir d'être implacable & cruel de sang froid. Une vie errante & dissipée l'empêche communément de cultiver sa raison; le pousse à la débauche, & l'invite au déréglement. Aux fatigues & au tumulte succede une oisiveté profonde, dont le jeu ou le vice peuvent seuls le tirer. Un Gouvernement militaire influe d'une façon très-marquée sur les mœurs & le caractere d'une Nation, toujours disposée à imiter ceux qu'elle admire & considere. Ainsi en même tems qu'il enchaîne ses concitoyens, le Soldat contribue à corrompre ses mœurs.

UNE Politique plus raisonnable demanderoit que l'on occupât plus utilement le soldat durant la paix; il dédommageroit au moins l'Etat d'une partie des maux que lui fait toujours la guerre. (60) Les mains victorieuses des Romains ne dédaignoient pas les travaux publics dans les pays

(60) Dans la plupart des contrées de l'Europe, une Politique injuste & barbare fait condamner impitoyablement à la mort les *Déserteurs*. Par une suite des loix militaires, l'homme qui par la séduction ou la violence s'est fait soldat, pour avoir osé s'affranchir de son esclavage, est anéanti pour la Société, & perdu pour son injuste maître. C'est ainsi que l'injustice & le Despotisme toujours aveugles se nuisent à eux-mêmes!

que leur valeur avoit domptés : la paix ne les plongeoit pas dans une oisiveté nuisible : des légions triomphantes ne rougissoient pas de se servir de la bèche & du hoyau ; elles formoient des chemins publics ; elles défrichoient des terres incultes ; elles conduisoient la pierre ; elles prenoient la truelle ; elles bâtissoient des aqueducs ; elles creusoient des canaux. Par cette Politique si sage, le Soldat toujours actif s'endurcissoit à la fatigue ; il échappoit aux vices que produit la paresse ; il rendoit plus florissantes les Provinces qu'il avoit conquises, il devenoit au moins durant la paix, un membre utile à l'Etat. Aujourd'hui les Princes semblent craindre que leurs mercénaires ne procurent aucuns biens au reste de leurs Sujets.

A FORCE de préjugés & d'illusions, les Despotes parviennent à se liguer avec une portion de leurs Sujets pour asservir tous les autres, & pour se mettre à portée de travailler sans obstacles à la ruine de la Société. Mais enfin que résulte-t-il de cette Politique si profonde & si bien concertée ? Au milieu d'une Nation tremblante & découragée, le Despote est-il donc véritablement puissant ? Intimidé par ses légions, son Peuple est-il bien actif, bien industrieux, bien fortuné ? Entouré de ces cohortes est-il lui-même fort heureux ? Non, sans-doute ; la Nation écrasée sous le joug, tombe peu-à-peu dans un abrutissement complet ; son tyran armé de défiance contre tous ses sujets, environné de ses satellites, devient le triste géolier de lui-même, sans jouïr pour cela d'une plus grande sûreté. Ses gardes deviennent ses maitres & lui font bientôt la loi : sa couronne & sa vie dépendent à tout moment des caprices d'une Soldatesque fougueuse, inconsidé-

rée, mercénaire, qui lui fait sentir les effets de ses mécontentements. Un Sultan endormi dans la mollesse, gouverné par un Visir, par un Eunuque avare, par une Sultane frivole, risque à chaque instant de devenir la victime de ses Janissaires mutinés. Dans un Etat Despotique, le trône appartient à celui qui a le courage de s'y placer.

C'est ainsi que le Despotisme, qui est l'ouvrage de la force & de l'usurpation, se détruit par l'usurpation & la force. Les plus grands ennemis des Rois sont ceux qui leur conseillent de s'emparer d'un pouvoir absolu. Sidney remarque très-bien que, *si l'usurpation donnoit des droits, il n'y auroit personne qui ne fut tenté de faire des efforts pour usurper une couronne qui en seroit le prix.* Un Souverain qui usurpe les droits de ses Sujets, semble les inviter à usurper les siens ou à le détruire lui-même.

Si l'on donnoit en problême de trouver le moyen le plus sûr de rendre un Peuple & son Chef le plus malheureux qu'il est possible, mettez l'autorité absolue dans les mains d'un homme sans lumieres; prenez des précautions pour que jamais il ne puisse s'éclairer; rendez cette autorité permanente; donnez lui pour appui des armées bien nombreuses, permettez lui d'opprimer ses Sujets, sans jamais vouloir écouter leurs plaintes, & le problême se trouvera résolu.

Le pouvoir arbitraire ne procure à personne ni bien-être, ni repos, ni puissance, ni sûreté. Un tyran est un insensé qui, étant seul contre tous, doit craindre chacun de ses sujets. Que leur oppose-t-il? Des Soldats mercénaires, des brutaux sans raison, des ames vénales, faciles à gagner, & que tout chef ambitieux peut soulever contre le Souverain. Tout Despote est un su-

rieux qui se blesse à tout moment de l'épée dont il se sert pour frapper son Peuple. Un Gouvernement militaire rend le Soldat l'arbitre du sort du Prince ; la force aveugle qui soutient le trône, peut aussi le renverser. Des loix justes & l'attachement des Peuples, voilà les fondements les plus solides de la puissance des Rois. Le Despotisme est une mer orageuse sur laquelle, & le Pilote, & les passagers sont exposés à des naufrages continuels. (61)

TOUTE folie se punit toujours elle-même. De fausses idées de grandeur font-elles croire à un Prince qu'il est beau d'exercer un pouvoir illimité, ou qu'il est indigne de lui de trouver des obstacles à ses volontés suprêmes ? Bientôt son ambition s'allume, il détruit toutes les barrieres, il anéantit les loix, il impose un silence éternel à ceux qui pourroient lui faire connoitre l'état de sa Nation ; mais il est puni de sa folie par le découragement & la misère qui s'établissent dans son pays. Croit il se mettre à l'abri des mécontentements publics à force d'armées & de soldats ? Il ne fait qu'augmenter le ravage ; ses gardes & ses complices deviennent ses maitres : son indigence le met hors d'état de contenter leur avidité, & sa vie est exposée aux caprices d'une milice insolente qui ne tarde pas à connoître sa force. Ce furent des légions qui donnerent à l'Empire Romain tant de Tyrans qui le conduisirent à sa destruction : ce fut par la main des soldats, que ces monstres se virent forcés de périr les uns après les autres.

UN Tyran est un vrai frénétique qui, par les

(61) *Non exercitus neque thesauri regni præsidia sunt : verum amici, quos neque armis cogere, neque auro parare queas, officio & fide parantur.* SALLUST.

vains efforts de sa fausse Politique, ne fait que préparer sa propre destruction ; il creuse à tout moment le tombeau qui doit l'ensevelir sous les ruines de l'Etat. La tranquillité passagere dont le Despotisme semble jouïr quelquefois, ressemble à ces calmes perfides qui précédent communément les tempêtes, les ouragans, les tremblements dont la terre est ébranlée jusques dans ses fondements.

SOUVERAINS du monde ! on vous trompe, quand on vous dit que vous êtes des Dieux. Conquérants ! on vous trompe, quand on vous persuade que vous êtes de grands hommes. Monarques ! on vous trompe, quand on vous excite à usurper un pouvoir absolu toujours environné de dangers & d'allarmes. On vous trompe, quand on vous dit que votre intérêt demande que vous arrachiez à vos Peuples la liberté, sans laquelle ils ne peuvent travailler, ni à votre propre puissance, ni à votre félicité. On vous trompe, quand on vous fait croire qu'on vous aime, tandis que vous ne songez qu'à répandre la terreur. On vous trompe enfin, quand on vous dit que des armées nombreuses, & des satellites mercénaires vous mettront en sûreté. Soyez justes ; rendez vos Peuples libres ; régnez avec les loix ; ne souffrez pas qu'on se serve de votre nom pour exercer la tyrannie : aimez vos Sujets ; occupez-vous de leurs besoins ; écoutez leurs justes plaintes : établissez l'empire des mœurs ; récompensez le mérite & la vertu ; bannissez de votre présence le vice ; punissez l'oppression & le crime ; c'est alors que vous serez vraiment grands, riches, & puissants : c'est alors que vous serez sincérement aimés : c'est alors que vous jouïrez d'une sûreté véritable au milieu d'un Peuple satisfait, & vos jours précieux seront

bien mieux gardés par vos Sujets unis de cœurs avec vous, que par des Courtiſans abjects ou par des Soldats mercénaires, qui ſeront toujours incapables d'avoir un attachement ſincère : la vertu ſeule a droit d'être ſincèrement aimée.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.



TABLE DES CHAPITRES.

SECONDE PARTIE.

Principes naturels de la Politique.



Fin de la Table de la seconde Partie.

